

Force navale de l'UE en Méditerranée
BRUXELLES DÉPÊCHE SON COMMANDANT À ALGER P.5

M'SILA FRAPPÉE PAR UN SÉISME DE MAGNITUDE 4,1 P.5

A l'occasion
de Aïd el Fitr,
Le Quotidien
ne paraîtra pas
samedi et dimanche
et souhaite à ses lecteurs
une bonne fête.

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

Iftar	
Oran	20h22
Alger	20h10
Constantine	19h55
Imsak	
Oran	04h05
Alger	03h44
Constantine	03h34

**LE M'ZAB
EN APPELLE
À LA CONSCIENCE
COLLECTIVE !**

ABDELKADER KHELIL

**GHARDAÏA: L'ALGÉRIE PAIE L'ADDITION
DE SA POSTURE INTERNATIONALE !**

ABDELLATIF BOUSENANE

**DE QUOI GHARDAÏA
EST-ELLE LE SYMPTÔME ?**

BENZATAT YUCEF



P.6 à 17

ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

- Algérie, Algérie
BRAHIM SENOUCI
- L'arme auto-dissuasive,
guerre et paix revisitées
ABDELHAMID CHARIF
- Les fetwas économiques
de M. Ouyahia
ABED CHAREF
- Au pays de la rente,
la misère risque
d'être irascible
BENALLAL MOHAMED
- Pourquoi cet ancrage
de la centralisation
bureaucratique
en Algérie ?
REGHIS RABAH
- «Aux innocents,
les mains pleines»
MOURAD BENACHENOU

**ACCORDS :
ATHÈNES
PLEURE,
TÉHÉRAN RIT**
PIERRE MORVILLE



- La Grèce sous tutelle
euro-allemande
AKRAM BELKAÏD
- Crise grecque :
une certaine conception
de l'Europe s'est
éteinte à jamais
ANTHONY ESCURAT
- Ce monde qui fait peur
KAMAL GUERROUA
- L'homme et ses mondes
**BELKACEM
AHCENE-DJABALLAH**

Conférence nationale de l'Education le 24 juillet De nouvelles mesures attendues pour le bac

Nait Ali H.

De nouvelles mesures visant à améliorer la qualité du système éducatif, notamment dans son volet lié à l'examen du baccalauréat, seront prises à l'occasion de la conférence nationale prévue les 24, 25 et 26 juillet courant, a annoncé, mardi soir, la ministre de l'Education nationale, Mme Nouria Benghebrat. Animant un point de presse en marge de son déplacement à Tizi Ouzou pour présider la cérémonie de remise des cadeaux aux lauréats de la wilaya, arrivés en tête du classement national pour les trois paliers, la ministre a indiqué qu'il sera question durant cette conférence de débattre de la proposition portant l'intégration de la fiche de synthèse dans le cadre de l'évaluation du baccalauréat « avec plus d'arguments ». En mars dernier, la décision de surseoir à son application dans l'immédiat avait été prise. La ministre ne perd pas espoir de voir cette proposition validée par la prochaine Conférence.

Dans le même sillage, elle a rappelé que « l'amélioration de la qualité est remise en cause par l'ensemble des bénéficiaires du système éducatif d'où la nécessité de se soutenir pour faire ce saut qualitatif d'autant plus que de lourds investissements sont consentis par l'Etat ». A la question de savoir si elle n'éprouve pas de la résistance pour innover dans son secteur, Benghebrat a refusé d'aller dans ce genre de « débats idéologiques », qui pour elle, « ne permettent pas d'avancer » mais plutôt dévient de ce qui doit être fait aujourd'hui à savoir réunir les conditions qui permettront « à nos enfants d'avoir la maîtrise des langages fondamentaux, que ce soit en premier lieu, la maîtrise et l'apprentissage et de l'enseignement de la langue arabe dans sa double dimension écrite et communication, l'apprentissage des mathématiques, des sciences et des langues étrangères ». Les mauvaises notes des élèves dans les langues étrangères inquiètent la

ministre qui n'a pas manqué de relever, à ce propos que « la langue française est une matière à échec » tout en soulignant que la maîtrise des langues étrangères est importante pour « se positionner sur le plan professionnel ». A une autre question relative aux moyens dont elle dispose pour atteindre l'objectif de 70% de taux de réussite au baccalauréat l'année prochaine, la ministre a indiqué que tous les bénéficiaires du système d'enseignement sont unanimes à remettre en question la qualité dans le secteur. Il est impératif d'améliorer le contenu des programmes et le système d'évaluation et le pilotage au niveau des établissements ». Pour elle, ce taux de réussite est même inscrit dans le cadre de la loi d'orientation de l'éducation nationale. A la question du recul de l'enseignement de Tamazight à travers le pays, la ministre a indiqué que des instructions ont été données aux directeurs de l'Education pour fournir un effort supplémentaire afin de porter le nombre de wilayas couvertes actuellement, qui est de 11, à 20 dans un proche avenir.

Dans le même sillage, elle a rappelé que pour encourager la généralisation de l'enseignement de Tamazight à travers le pays, une commission mixte installée conjointement avec le Haut Commissariat à l'Amazighité se penche sur la question en vue de dégager les solutions adéquates permettant de lutter contre ce recul. Pour elle, l'effort doit être poursuivi pour que cette langue nationale puisse trouver sa place dans le paysage institutionnel de l'Education nationale.

Enfin, la ministre de l'Education nationale a annoncé la tenue d'une rencontre avec les syndicats dès la semaine prochaine pour poursuivre le dialogue autour des questions socioprofessionnelles et tenter de faire avancer le projet de signature d'une charte d'éthique et de stabilité du secteur de l'Education. Et pour Benghebrat, « ce n'est qu'à ce stade-là que nous pourrions envisager la refonte pédagogique ».



ANALYSE

Yazid Alilat

Benghebrat veut professionnaliser le secteur de l'éducation nationale. Ses déclarations faites à Tizi Ouzou, mardi soir, confirment qu'elle veut mettre le

cap résolument vers une refonte radicale du fonctionnement de son secteur, avec la mise en place de balises pour éviter les virages dangereux. Avec une année 2014-2015 pleine d'embûches, semées de grèves cycliques et jalonnées de réunions marathons avec les syndicats, la ministre semble aujourd'hui mûre pour aller vers un autre mode de gouvernance de son secteur. L'expérience des échecs de ses prédécesseurs aidant, Benghebrat, selon ses propos de Tizi Ouzou, veut tout simplement introduire une petite révolution dans un secteur qui a toujours été réfractaire à des changements brusques. Auparavant, la mayonnaise des réformes introduites dans des conjonctures politiques particulières entre 2000 et 2010 n'a pas pris. Pis, cela a fait naître de nouveaux problèmes avec la nouvelle grille des salaires, au moment où la « grille » des programmes scolaires est restée en déphasage par rapport à l'évolution de l'enseignement dans le monde. Benghebrat veut dès lors faire sa propre sauce avec des ingrédients plus proches des exigences sociologiques du moment: bonne gouvernance des établissements scolaires, leur professionnalisation et prise en charge de l'ensemble des besoins autant du corps enseignant que les techniciens et les « administratifs ». En clair, le projet de réformes que veut mettre en place la ministre, dont la démarche a été do-

Benghebrat, entre rêve et réalité

pée par les résultats des examens de l'année 2015, ne va laisser personne en rade, autant les syndicats que les élèves, les enseignants et les personnels techniques et admi-

nistratifs. Un projet commun pour tous les acteurs du secteur, avec en toile de fond une charte de l'éthique, afin de redonner à l'école algérienne ses lettres de noblesse. A commencer par l'objectif de 70% de réussite au BAC, et une refonte du système des examens, l'actuel n'étant plus d'usage dans de nombreux pays, dont les pays anglo-saxons, et même dans les pays voisins, notamment le Maroc. L'actuel système a-t-il atteint ses limites ? Il semblerait que Benghebrat ait déjà son opinion sur ce sujet d'importance. Car il ne faut pas se voiler la face: au BAC 2015, presque la moitié des candidats sont passés par la trappe, et il reste encore beaucoup de chemin à faire pour atteindre les « cimes » des 70%. Le savoir et la connaissance sont des biens que l'on acquiert durant tout son cursus scolaire et universitaire, autant à travers l'école que l'environnement familial, social. Et au-delà. Pas à travers une pédagogie limitée aux seuls objectifs de passage d'examens. Oublier cette vérité c'est faire fausse route et répéter les mêmes erreurs du passé. Aujourd'hui, pour avancer, il faut tout revoir, effectuer un formatage de fond du système scolaire algérien. Et ne pas avoir peur des vérités. La prochaine conférence du secteur devrait être un territoire idoine pour préparer l'école de demain, celle « numérique ».

Régulation, médiocrité...

Pourquoi la télé algérienne banalise la violence

Des programmes jugés violents ont été diffusés par certaines chaînes algériennes de télévision pendant le mois de ramadhan, provoquant l'émotion auprès des professionnels autant que des téléspectateurs et entraînant la suppression de certains d'entre eux dès les premiers numéros. Diffusés juste à la rupture du jeûne, heure de grande écoute s'il en est, des émissions de caméra cachée étaient fondées sur un concept inédit en Algérie: « rire de la violence et de la terreur », en simulant des enlèvements par des terroristes lourdement armés, un séisme ravageur ou encore des attaques de « morts-vivants » dans des lieux confinés. Ces programmes ont reçu du public un accueil majoritairement défavorable et de nombreux téléspectateurs ont avoué être choqués par une telle débauche de violence « pas drôle du tout et d'autant plus stressante qu'elle met les malheureuses personnes piégées face à la mort », juge un internaute scandalisé. Devant une levée de boucliers sans précédent sur la Toile notamment, les médias, y compris étrangers, s'étaient saisis de cette « dérive » avant que le ministère de la Communication ne somme ces chaînes d'

« expurger les grilles de programmes des expressions de violence ». « Ce concept n'a rien de drôle (...) avec l'usage des armes et des effets spéciaux », « ce n'est plus de l'humour, mais de la terreur diffusée en prime time », s'indignent des téléspectateurs, alors que d'autres pensent que « l'on peut faire beaucoup mieux sans recours à de tels artifices et surtout sans violence ». Tous dénoncent cependant cette « forme de divertissement qui tente de banaliser la violence », dans l'objectif de « faire grimper l'audimat, au mieux... », explique-t-on. Des avis que recoupe le point de vue de professionnels: « Dans une société lourdement traumatisée par le terrorisme qu'elle a subi dans un passé pas si lointain, il est inacceptable de banaliser la violence à la télévision », tranchent, pour leur part, producteurs, acteurs et réalisateurs. Tout en pointant du doigt une « crise de créativité », ces professionnels sont unanimes à défendre la « liberté de produire et celle du téléspectateur de choisir ». Meriem Zoubiri émet un avis plus tranché: « Rire d'une célébrité qu'on met parfois face à la mort » pendant de longues et interminables minutes- reste aux yeux de la comédienne « sim- »

plement inacceptable ». Plus nuancé, le metteur en scène et réalisateur Abdelkader Djeriou estime que le choix du programme « devrait revenir (en définitive) au seul téléspectateur », mais juge dans le même temps que ces programmes sont « tombés dans l'excès » par l'usage inconsidéré de la violence. Selon le père de « Djornane El Gosto », une émission satirique à succès, les sociétés modernes sont devenues « violentes de par la nature de l'actualité et du quotidien ». Ces programmes, visiblement en panne de créativité, reflètent, selon lui, « le goût du public qui s'oriente inconsciemment vers la violence », un phénomène sur lequel les sociologues devraient se pencher en urgence, dit-il. « Faire de tout et rire de tout, de la violence, du terrorisme, des hommes publics... est possible, mais dans le respect de certaines règles, et surtout dans les règles de l'art, dans ce cas d'espèce il en faut de la finesse et de la subtilité », plaide ce jeune réalisateur.

Alors que Abdelkader Djeriou défend la liberté de création dans une ère de concurrence et d'ouverture du champ audiovisuel où la « régulation » ne doit pas être « synonyme de censu-

re », d'autres professionnels plaident pour un « contrôle strict et parfois même l'interdiction » d'antenne. Concepteur d'un programme de caméra cachée qui a marqué les esprits il y a quelques années, Mourad Khan relève que « beaucoup de programmes sont indigestes » et appelle à des « sondages d'opinion fiables » pour guider les télévisions dans leurs choix d'émissions. Reprochant à la télévision d'« encourager la médiocrité et (de) laisser le champ libre aux aberrations » diffusées cette année, il regrette l'absence d'une « chaîne (TV) de référence », à même d'« imposer naturellement les standards ». Plusieurs autres professionnels de la télévision appellent de leurs vœux une « concurrence loyale » entre les chaînes, accompagnée de « véritables sondages » sur les goûts des publics algériens en matière de télévision, seuls aptes à imposer la qualité par l'« élimination naturelle » des programmes médiocres. Pour leur part, des cadres de télévision ont également tenu à voir la violence bannie des écrans, mais de manière « réglementaire, radicale, équitable et applicable à tous sans exception », avec pour but unique l'intérêt général, bien compris.

Tirage du N°6279
119.055 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Ouargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: S.O.D.I. PRESSE - Sud: TDS

Un fichier pour assainir le secteur de l'importation

Le ministère du Commerce a récemment lancé une large enquête visant à établir un fichier national des importateurs afin d'assainir cette activité qui compte près de 43.000 opérateurs, a indiqué le ministre du Commerce, Amara Benyounes, dans un entretien accordé à l'APS.

R. N.

L'enquête est menée par la Direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes de ce département ministériel. Elle permettra d'établir un fichier devant identifier les importateurs, la nature de leurs activités (type de produits importés) et leur nationalité. «Nous avons un problème avec certains importateurs. Il existe des importateurs qui ne sont même pas identifiés alors que d'autres, qui ne font pas les opérations d'importation pendant des années, reviennent par la suite», s'interroge le ministre. Ce fichier va également permettre au ministère du Commerce, aux Douanes et à la Direction générale des impôts d'accéder à toutes les informations relatives aux importateurs pour en assurer un meilleur contrôle. Mais vu le grand nombre des opérateurs que compte cette activité, l'enquête pourra durer une année, avance-t-il.

TRANSPARENCE DANS L'OCTROI DES LICENCES D'IMPORTATION

Interrogé sur la mise en pratique des futures licences d'importation, M. Benyounes fait savoir, tout d'abord, que lors d'une réunion tenue récemment avec le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, ce dernier a particulièrement insisté sur la «transparence» qui doit guider la délivrance de ces licences. La liste des produits soumis à une licence d'importation sera élaborée par un comité interministériel, chargé de délivrer ces licences, qui sera présidé par le département du Commerce, et composé d'autres ministères, dont les Finances, l'Industrie et des Mines, et l'Agriculture et du Développement rural. «Certainement, nous allons commencer par les produits importés qui nous coûtent cher mais ce sont les ministères de l'Industrie et de l'Agriculture qui vont déterminer les produits soumis aux licences», selon lui.

Selon M. Benyounes, la priorité d'octroi de ces licences sera accordée aux producteurs qui voudront importer le différentiel non produit localement pour répondre aux besoins des consommateurs: «Quand vous avez une entreprise qui produit en Algérie, elle aura accès aux licences d'importation». L'acte de production sera ainsi l'un des critères essentiels qui sera retenu pour l'octroi de ces licences, permettant d'encourager et de protéger les industries naissantes et d'inciter les importateurs à créer une activité de production.

RASSURER LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Benyounes tient à «rassurer l'ensemble des opérateurs économiques que nous ne sommes en guerre contre personne, que nous n'avons de comptes à régler avec personne et

que ces licences sont destinées à mieux gérer et à rationaliser notre commerce extérieur». Il explique que l'Algérie a «perdu près 50%» de ses recettes d'exportation et que par conséquent «nous devons, donc, faire extrêmement attention à la gestion de notre balance commerciale», relève-t-il. En ce qui concerne la durée de la validité d'une licence, M. Benyounes précise qu'il s'agira généralement d'une période variant entre trois (3) et huit (8) ans tel que défini par les principes de l'OMC relatifs à ce dispositif. «Pour nous, ce sera en fonction des évolutions de la production nationale», dit-il. Quant à la tendance baissière de la facture des importations constatée depuis le début de l'année après avoir connu une hausse fulgurante continue, M. Benyounes évoque, entre autres, la mise en place de nouvelles dispositions pour le contrôle de cette activité. «C'est aussi le résultat de travailler en étroite collaboration avec les services des douanes et des impôts. Nous regardons de plus près les importations, nous convoquons même les importateurs et nous lançons des enquêtes», poursuit-il. Selon lui, un certain nombre d'importateurs commencent, grâce à ces dispositions, «à appréhender et à réfléchir avant de se lancer dans les opérations d'importation».

UN GROUPE DE TRAVAIL CONTRE LA CONTREFAÇON ET LA SURFACTURATION

Par ailleurs, afin d'interdire l'entrée sur le territoire national des produits contrefaits qui font généralement l'objet de la surfacturation, un groupe de travail, composé des services des ministères du Commerce et des Finances (douanes et impôts), sera chargé de mettre en place un système de contrôle dans le pays de provenance des marchandises. «J'espère que d'ici la fin de l'année, nous aboutirons au choix d'un certain nombre de bureaux d'expertise internationaux qui vont nous aider à bloquer ces marchandises contrefaites avant qu'elles n'entrent sur le territoire national».

Interrogé sur le commerce informel, le ministre fait savoir que de nouvelles dispositions, en discussion actuellement au niveau du gouvernement, seront prises pour résorber ce phénomène. Ces dispositions seront annoncées une fois avalisées par le président de la République, selon M. Benyounes qui admet que le secteur informel est «problématique» en atteignant des «proportions alarmantes» menaçant même l'économie nationale et, parfois, un certain nombre de filières industrielles, «portant une atteinte sévère à la production nationale». Pour le ministre, l'Algérie est doublement perdante face à ce phénomène, et ce, de par la surfacturation en matière du commerce international et de par les produits contrefaits qui menacent l'industrie du pays, sans compter la perte des emplois.



Raina Raikoum

Ahmed Farrah

De la culture de l'abrutissement

En ces veillées rama-danesques, la médiocrité des programmes de télévision proposés est à l'image de

l'avancée du désert culturel qui efface toute trace artistique digne des grands noms de personnalités talentueuses qui ont fait l'âge d'or du théâtre, du cinéma et de la chanson dans un contexte qui ne fut pas propice. Avec des moyens dérisoires, mais avec beaucoup de volontés et d'engagement, des artistes et des comédiens ont fait le bonheur des Algériens pendant la période coloniale et les années qui ont suivi le recouvrement de l'indépendance. La production cinématographique s'est d'abord inspirée de la guerre de libération et s'est distinguée dans de nombreux festivals internationaux, avant de se pencher sur les problèmes sociétaux. De magnifiques longs-métrages restent encore très bien accueillis quand ils sont rediffusés, à l'exemple des films : « Les vacances de l'inspecteur Tahar - Carnaval fi Dechera - Le Clandestin... ». Les sketches de Bouabara, Rouiched, Kaci Tizi-Ouzou, Krikech, Djaâfar Bek, des frères Hilmi, Nouria, Hamza, Ouardia..., des chefs-d'œuvre du rire et du divertissement intelligent loin des débilités déversées par la plupart des chaînes satellitaires, aujourd'hui. Le téléspectateur perdu dans ce torrent d'images ne fait que zapper d'une chaîne à une autre pour trouver ce qui peut le capter, souvent, il décroche et se branche sur des chaînes étrangères diffusées par le « Nil satel-

itaire ». Ces chaînes encore plus médiocres mais synchronisées avec la tendance du repli sur soi, du repli identitaire et communautar-

iste de la majorité des peuples de la région, ne font qu'accentuer le fossé entre un passé difficile mais paisible, tolérant, solidaire et ambitieux, et un présent qui affiche l'arrogance matérielle et le tarissement des valeurs humaines et sociales. La culture et l'art sont aussi devenus des produits marchands abrutissants qui visent les masses et l'audimat. Baisser le niveau pour se mettre à la hauteur des petits cerveaux, est la stratégie mercantile développée et pratiquée. Le service public censé corriger ces incohérences et proposer des produits de qualité selon les tranches d'âge et les plages horaires, semble oublier la mission qui lui aurait été destinée. A quoi bon avoir cinq chaînes en une grille de programmes, prendre tous les Algériens pour des imbéciles, ne fera que jeter certains dans les bras de ceux qui les décevront pour en faire des zombies « au sens propre des informaticiens » pour les utiliser au moment opportun. D'autres, des intellectuels, ont déjà coupé les ponts avec la culture de la pensée unique, n'ont que le corps ici, la tête est ailleurs, en Occident et le cœur ballotte et vacille d'une rive à l'autre, ils aiment leur pays mais détestent ce qu'il en est advenu. Situation très dangereuse qui n'est pas pour rendre réelle la cohésion sociale d'un peuple déjà ressenti pluriel.

Setram

Les négociations après l'Aïd

A. Z.

Le terrain est propice pour entamer des négociations autour des points à l'origine du déclenchement d'un vaste mouvement de protestation à travers les trois unités de la Setram, Alger, Oran et Constantine. La suspension avant-hier de la grève des tramots de Constantine, à l'issue d'une réunion entre les représentants des travailleurs et de la Direction qui s'est terminée sur un accord entre les deux parties à propos des retenues sur salaires des journées de grève (neuf au total), qui seront effectuées à raison de 2 jours par mois, permet de dire que la situation est « normalisée » à travers toutes les unités, comme le souhaitait la Direction générale de la Setram, avant de se lancer dans des né-

gociations avec les syndicalistes.

Les choses sérieuses peuvent, donc, commencer et les discussions avec le partenaire social sont presque exigées par la tension qui a marqué ces derniers jours le front social de la société. Pour rappel, la grève des tramots des unités d'Alger et d'Oran a été suspendue quelques jours avant pour entamer des négociations avec l'employeur autour de plusieurs points de revendications, essentiellement la convention collective et ses effets sur les salaires, les primes, la gestion des carrières du personnel ainsi que le traitement à réserver aux conflits individuel et collectif. La convention collective est un document capital qu'il faut établir en concertation entre deux partenaires sociaux. Mais, l'employeur a considéré, dans un communiqué

transmis à notre rédaction, que la démarche ou l'attitude des syndicalistes est « incohérente », incitant d'un côté à la poursuite de la grève et de l'autre cherchant à se rapprocher de la Direction de la Setram pour négocier autour des préoccupations des travailleurs, d'où son refus de dialoguer jusqu'à la normalisation de la situation à travers les trois unités. Maintenant, rien ne peut justifier les esquives pour aborder sereinement les dossiers litigieux, notamment la réintégration des deux syndicalistes licenciés à Oran et l'établissement d'une convention collective qui réponde aux espoirs et préoccupations des travailleurs. Des sources syndicales nous ont assuré que les négociations seront entamées Alger immédiatement après l'Aïd El Fitr.



عيد مبارك

سَفِينَة تَتَمَنَّى لَكُمْ عِيدَ مُبَارَكٍ

إلتحقوا بنا على صفحة الفيسبوك سفينة

[fb.com/Safinadz](https://www.facebook.com/Safinadz)

METIDJI
HOLDING
علامة للمجمع

Force navale de l'UE en Méditerranée Bruxelles dépêche son Commandant à Alger



Moncef Wafi

Bruxelles veut informer de sa mission en Méditerranée et envoie le Commandant italien de son opération navale, baptisée «Eu Navfor Med», faire le tour des ports. Il sera, aujourd'hui, à Alger, la première escale de sa tournée pour «informer les pays de la région, sur la nature des missions assignées à cette opération», selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères. Au cours de sa visite, le vice-amiral Enrico Credendino sera reçu par le ministre d'Etat, ministre des AE et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra. Lancée en juin 2015, le déploiement d'une force européenne dissuasive, en Méditerranée, a pour mission, dans un premier temps, de s'attaquer aux réseaux criminels de passeurs de migrants.

Le plan opérationnel de «Eu Navfor Med», traduit, sommairement, par «navires de l'UE pour la Méditerranée» s'appuiera sur assez de frégates, de sous-marins, d'hélicoptères, d'avions patrouilleurs et de drones pour quadriller le sud de la Méditerranée. Si le moteur d'action paraît, à priori, humanitaire, l'UE promettant d'agir, fin avril, après une énième tragédie en mer Méditerranéenne, dans laquelle 800 migrants sont morts noyés, au large de la Libye après le chavirement de leur chalutier, on est, pourtant, loin des sentiments philanthropiques. L'Europe veut, coûte que coûte, endiguer ces flots de réfugiés débarqués en terre sicilienne et venus principalement d'Irak, de Syrie, de Libye, de Tunisie. La marine européenne a pour mission première de s'attaquer aux bateaux-pilotes utilisés par les trafiquants pour tracter en haute mer les «cargaisons» de migrants avant de les laisser dériver, mais en l'absence d'un feu vert du Conseil de sécurité des Nations unies, à l'usage de la force, dans les eaux libyennes, l'opération sera limitée à une surveillance à distance des côtes, véritables rampes de lancement de la grande majorité des migrants qui tentent de gagner l'Italie.

L'objectif pour le moment étant d'améliorer la base de données con-

cernant les réseaux de passeurs. Pour les Algériens, cette visite du Commandant transalpin illustre l'«importance accordée par le partenaire européen à la place et au rôle de l'Algérie dans la région», selon les termes du communiqué des AE qui précise qu'Alger, et à propos de la migration, «a toujours plaidé en faveur d'une approche globale, dans la prise en charge de cette question, alliant à la fois les impératifs de sécurité, de développement et de respect de la dignité humaine». Pourtant, et avec le déploiement de cette force navale et la multiplication des bâtiments militaires, l'Europe craint de créer une brèche où vont s'engouffrer, de plus en plus de migrants. Les navires, patrouillant en haute mer, sont dans l'obligation de secourir les embarcations en détresse et de déposer les naufragés en Italie.

Outre l'aspect criminel et économique de cette tragédie ainsi que l'accueil des réfugiés, Bruxelles appréhende, surtout l'infiltration des hommes de Daech, parmi ces flots de déshérités. En 2014, quelque 218.000 migrants avaient tenté de traverser la Méditerranée. Au moins 3.500 d'entre eux avaient trouvé la mort, faisant de ce trajet «la route la plus mortelle du monde», selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Depuis le début de l'année en cours, près de 1.800 personnes sont mortes dans des naufrages, en Méditerranée, dont une grande majorité d'Africains, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM). Par ailleurs, l'Algérie avait récemment refusé une demande de Bruxelles de lui fournir une base pour des drones de reconnaissance chargés de surveiller la Méditerranée à la recherche d'éventuels mouvements de migrants clandestins. L'Union européenne avait sollicité Alger pour mettre en place une plate-forme sur son sol qui servirait de base pour des drones chargés de repérer, en mer, toute tentative de migrants clandestins de traverser la Méditerranée. Elle aurait proposé les côtes témouchentoises pour implanter cette base. Un choix dicté par la proximité des côtes avec l'Espagne et du fait qu'elles sont une rampe de lancement pour les harraga algériens de même que les côtes mostaganémoises.

M'sila frappée par un séisme de magnitude 4,1

Merzougui Mohamed

Une forte secousse tellurique a secoué, hier, à 08h38, la ville de M'sila et les trois communes avoisinantes, situées à une dizaine de kilomètres, au sud/ouest. Plus de peur que de mal, mais des centaines de familles ont quitté leurs habitations pour rejoindre des terrains vagues et autres espaces libres, de crainte d'éventuelles répliques.

A noter, également, que plu-

sieurs habitations dans la localité de Ghezal, ont subi des dégradations mineures, selon, les éléments de la Protection civile qui étaient à pied d'œuvre.

Selon le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG), l'épicentre de ce tremblement de terre de magnitude 4,1 sur l'échelle de Richter a été localisé à 4 km, au sud/ouest de M'sila. Une réplique de magnitude 3,1 a été enregistrée à 11h.

Terrorisme Gaïd Salah appelle à une «vigilance permanente»



Ph.: APS

L'instauration de la sécurité dans le pays et la lutte contre les résidus du terrorisme, requièrent une «vigilance permanente», a indiqué, hier, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), en visite, hier, à la 1^{re} Région militaire.

«En clôture des visites sur le terrain qu'il a effectuées, aux différentes Régions militaires, durant le mois sacré du Ramadan, le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, a effectué, aujourd'hui, mercredi, 15 juillet 2015, une visite de travail et d'inspection à la 1^{re} Région militaire à Blida», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Cette visite s'inscrit dans le cadre de la sensibilisation et de l'orientation, auxquelles le Haut Commandement accorde un grand intérêt, visant à prôner le contact permanent et continu avec les éléments et être à l'écoute de leurs préoccupations, ajoute la même source. Le général de Corps d'Armée a présidé, au siège du Commandement de la Région, une réunion de travail à laquelle ont pris part le Commandement, l'état-major et les cadres de la Région, où il a prononcé une allocution d'orientation qui a été suivie, par les éléments des différentes unités par visioconférence et par laquelle, il a réitéré que «l'instauration de la sécurité, dans notre pays et la lutte tenace et avec force, contre les résidus du terrorisme, qui tente, vainement de

menacer et perturber la sérénité du peuple algérien, requièrent, nécessairement, une vigilance permanente et un continuel état d'être prêts à faire face, à toute urgence et en toutes circonstances». «C'est dans ce cadre, précisément, et pour les mêmes objectifs, que s'inscrivent les efforts, inlassablement et continuellement, fournis par l'ANP, conjointement avec tous les autres corps sécuritaires, sous le commandement et le soutien de son Excellence, Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale», a affirmé Gaïd Salah. Il a précisé que ces «efforts ont été couronnés par l'instauration de la sécurité, de la stabilité et de la sérénité parmi les citoyens. Ce qui est un accomplissement précieux et cher, à nos cœurs, en tant que militaires, et qui s'est concrétisé grâce la grandissante résolution de promouvoir la performance militaire des éléments et des unités, d'acquérir l'expérience individuelle et collective souhaitée, au combat et d'apporter de la souplesse et de la complémentarité aux actions de combat». Après avoir rappelé «la noblesse et la grandeur» des missions assignées à l'ANP, le général de Corps d'Armée a recommandé, à tous les cadres, d'être à la hauteur de la responsabilité de commander les hommes, en prêtant à leurs subordonnés toute l'attention requise, que cela soit sur les aspects d'orientation et de sensibilisation, l'aspect de préservation des impératifs de leur formation, instruction et préparation au combat, ou celui qui concerne la

complète, entière et continuelle attention, prêtée à leur environnement professionnel et relationnel et leur cadre de vie, ainsi que la quête, sans cesse, des facteurs et impératifs de leur bon moral. «Le maintien du moral des éléments, à son plus haut degré, est la première de nos priorités, dans l'ANP, car nous sommes d'une totale conviction que la source du développement des armées, en général, et de leur force et victoires, revient, précisément et principalement, à leur force de moral», a encore souligné le général de corps d'Armée. «Être conscient de la sensibilité des missions et connaître leurs fins nationales et leurs objectifs principaux est, sans doute, l'un des facteurs constants et certains, à même d'assurer aux éléments les capacités morales, garantissant à l'ANP de poursuivre le parcours de son développement» a-t-il ajouté. Le Général de corps d'Armée a présidé une 2^{ème} réunion, à laquelle ont pris part, aux côtés du général-major Habib Chentouf, Commandant de la 1^{re} Région militaire, les cadres d'état-major de la Région, ainsi que les Commandants des secteurs militaires et les chefs de service de sécurité.

Lors de cette réunion, le chef d'état-major de la Région a présenté un exposé sur les différentes questions sécuritaires, prévalant sur le territoire de compétence. Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, a donné des orientations et des recommandations relatives à la lutte antiterroriste et à la nécessité d'accélérer l'éradication des résidus de ce fléau.

Tébessa Plus de 76.000 unités de boissons alcoolisées saisies

Les services de police de la wilaya de Tébes- sa ont procédé, récemment, à l'arrestation d'un individu qui projetait de vendre, illégalement, plus de 76.000 unités de boissons alcoolisées, a indiqué hier un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale. Agissant sur informations et après investigations, les services de police ont pu identifier le suspect. A l'appui d'un mandat de justice, la perquisition d'un local du suspect a permis la saisie de 76.597 unités de boissons alcoolisées non facturées. Le suspect, arrêté pour infraction aux lois et règlements administratifs, en vigueur, a été présenté devant la justice, précise la même source.

Djelfa Quatre morts dans 2 accidents de la route

Quatre personnes ont trouvé la mort dans 2 accidents de la circulation distincts, survenus dans la nuit de mardi à mercredi, à Djelfa, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Le premier accident qui s'est produit sur la RN1 (Djelfa-Laghouat) au lieu-dit 'Ain roumia', a causé le décès, sur le coup, de 3 personnes âgées de 41, 43 et 50 ans, a-t-on indiqué de même source. Le second accident survenu sur l'axe de la RN46, à la sortie-ouest de la ville de Djelfa, suite au dérapage d'un véhicule léger, a coûté la vie au conducteur, âgé de 28 ans.

Les corps des victimes ont été transférés à morgue de l'hôpital de la wilaya. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité, territorialement, compétents pour déterminer les circonstances exactes des accidents.

Le M'zab en appelle à la conscience collective !

Par Abdelkader Khelil

C'est dire que tous les «clignotants» sont au rouge, et l'attitude laxiste des autorités se doit d'être bannie afin d'éviter que notre pays ne sombre dans l'anarchie et les conflits durables ! Chaque faute commise se doit d'être sanctionnée et chaque conspiration se doit d'être dénoncée, dévoilée, déjouée et connue de toutes et de tous. Mais comment peut-on croire que les villes de Ghardaïa, de Béni Izguen, d'El-Atteuf, de Bounoura et de Guerara, de cette merveilleuse pentapole de la vallée du M'zab, classée au patrimoine universel de l'humanité et havre de paix, considérée depuis toujours comme espace exemplaire de solidarité sociale, de convivialité, de tolérance, de maîtrise dans la gestion des ressources rares, d'entreprenariat et du vivre ensemble entre les différentes communautés, puissent, depuis trois ans et surtout en ce mois de Ramadhan, basculer subitement dans une ambiance délétère et dangereuse ? Est-il raisonnable de croire que, perçues sous l'angle habituel d'un prisme déformant de la réalité, les différences ethniques et les ambitions manifestées par rapport à l'occupation de cet espace quand bien même saturé, soient des raisons suffisantes pour justifier autant d'animosité, de violences et de haines ?

CHAÂMBIS ET MOZABITES, TOUS UNIS FACE AU DANGER !

A s'y méprendre, la «fitna» nourrie et entretenue non pas par la prise de position et la défense des intérêts primordiaux et vitaux des populations autochtones, mais par des calculs sordides, occultes et «politiciens» pourrait s'installer durablement jusqu'à atteindre le stade d'irréversibilité d'une «mini-guerre» civile. Les initiateurs et commanditaires de ce conflit veulent qu'il soit à connotation tribale, pour donner, ne plaise à Dieu, une opportunité souhaitée pour justifier une intervention étrangère, au nom du principe éculé du «droit d'ingérence» pour la protection de minorités menacées.

Quelle «noble intention humaniste» que celle motivée par les initiateurs de massacres collectifs, d'exodes massifs de populations apeurées fuyant le danger et l'humiliation dans les camps de réfugiés dans ces pays arabes devenus, par inconscience de leurs peuples et par le narcissisme de leurs dirigeants, de véritables laboratoires d'essai pour mettre en œuvre les stratégies occidentales via leurs relais dans la région, chargés de façonner le monde de demain, en affinant leurs projets de mainmise sur les ressources énergétiques et minières et pour toutes sortes d'aventuriers pyromanes, offrant pour les uns leurs capacités de financement, et, pour les autres, leurs armes, leur expertise et leur ingénierie de destruction des États nations jaloux de leur souveraineté nationale.

En fait, et quoi que l'on puisse trouver comme explications sociologiques, historiques, anthropologiques ou économiques quant à la genèse de ce conflit, nos frères mozabites et chaâmbis ne sont, de toute évidence, que les victimes expiatoires d'une action savamment orchestrée contre leurs intérêts propres, et ceux des générations futures, qui porteront dans leurs gènes une «ADN» imprimée du sceau de la haine, qui rythmera durablement la vie de la vallée sur des décennies, si des décisions énergiques mais consensuelles ne sont pas prises par les pouvoirs publics en concertation avec d'authentiques représentants de la population dans les plus brefs délais, pour ramener la confiance, la paix, la concorde et la sérénité dans le M'zab.

Oui ! Nous n'avons pas que des amis et des alliés ! Nous sommes bien dans l'œil du cyclone, nous aussi ! Qu'on se rappelle ce jour, où toute une nation a été traînée dans la boue par ce diplomate «frère» de «l'union arabe» qui nous a promis l'enfer, en disant au chef de notre diplomatie : «votre tour arrivera bientôt» ! Cela a laissé sans voix notre «ministre» qui n'a pas osé et/ou su réagir, mais surtout, tout ce peuple des valeureux martyrs qui s'est senti ce jour-là, à défaut d'une réaction officielle énergique, un «petit peuple bien orphelin», et juste une «réserve de chasse» pour ces faux frères perfides, «accrocs et amoureux» de la gazelle et surtout de l'outarde, ce volatile qu'ils ont fini par décimer, juste pour assouvir leurs fantasmes de gens gâtés et gâteux, «forts» de leurs pétrodollars !

Oui ! Les vrais commanditaires restent tapis dans l'ombre, tirant les ficelles dans une sorte

de théâtre de marionnettes où les «poupées» agitées sur la scène avec la dextérité de mains expertes, sont, avec tous mes respects, mozabites et chaâmbis ! Il s'agit bien là d'un complot fomenté par voie de manipulation des masses, et dont la similitude rappelle les scénarii mis en œuvre en Syrie, en Lybie, en Egypte et au Yémen. Alors, oui ! La population se doit d'être informée au plus près de la réalité et tous les intellectuels dignes de ce nom se doivent de prendre leurs plumes et d'expliquer les tenants et les aboutissants de cette affaire «préfabriquée», chacun selon sa grille de lecture et son domaine de compétence, tout en prônant la sérénité du débat et la sagesse pour apaiser les esprits, portés en ce mois de piété au paroxysme de l'excitation. Il s'agit aussi de tirer les leçons de ces événements pour éviter les écueils guettant l'intégrité, la sécurité et l'unité de notre pays et bâtir un consensus réel pour développer cette région meurtrie, mais aussi bien d'autres régions.

C'est là un devoir et un acte citoyen de solidarité en direction de nos frères de cette région du Sud qui sont pris de peur par cette spirale de violences et qui sont inquiets par rapport à leur devenir. C'est aussi une manière pour nous tous de nous positionner par rapport aux intérêts actuels et futurs de notre pays. Nous nous devons non seulement de mesurer nos forces pour apporter les réponses idoines à ceux qui tentent de déstabiliser notre pays, mais aussi, en termes d'apport de notre «intelligence», qui se doit de soutenir l'action de nos forces armées, tous corps confondus. Nous sommes là, dans la configuration d'une nation menacée dans son intégrité, et toute négligence se traduira par un lourd tribut à payer «cash», par la collectivité nationale dans son ensemble. C'est par rapport à cette question d'intérêt suprême et vital, que nous devons savoir aujourd'hui : «Qui est qui» ! «Qui peut faire quoi pour l'Algérie», et «Qui agit contre ses intérêts», du plus haut au plus bas niveau de l'échelle sociale ! Nous sommes dans cette nécessité de savoir qui sont les nôtres et qui sont nos ennemis ! Cette connaissance du champ d'action, sur lequel il faut agir au plus vite et avec détermination, est un préalable à la mobilisation effective de toute la population ! Mais en fait, qui sont-ils ceux qui nous veulent du mal ? Dans une interview, Hadj Nacer, cet ancien gouverneur de la Banque d'Algérie - mon ami et collègue du ministère de la Planification et de l'Aménagement du territoire dans les années 80, cette honorable institution dissoute par ceux non concernés par la rigueur dans le suivi des investissements, la prévision et la prospective - dont je partage les analyses, s'est interrogé en indiquant quelques pistes. Mais tout d'abord, en intellectuel à l'esprit alerte, et en fils de cette vallée du M'zab qu'il connaît mieux que quiconque, à aucun moment il ne pointe un doigt accusateur contre l'une ou l'autre des parties directement concernées par ce conflit.

Il nous dit tout simplement, avec cette humilité qui est celle des gens compétents, en homme nourri par l'esprit de la sagesse de cet espace mythique, ce modèle de comportement sociétal que d'aucuns veulent soustraire à cette Algérie plurielle qui dérange : «Je ne me sens pas Mozabite dans cette affaire, ni Chaâmbi. Mais je sens qu'il y a un danger sur l'Algérie». Voilà une position respectable de la part de ce haut cadre de la nation, qui fait une analyse objective de la situation telle que vécue dans sa communauté sans parti pris, autre que celui de l'Algérie avant tout, et qui a su, en homme d'expérience, éviter le piège tendu par ceux que la zizanie et les discriminations arrangent pour la défense de leurs intérêts, jusque-là inavoués. Et de s'interroger sur les bénéficiaires de ces violences, qui endeuillent les familles des uns et des autres !

«Est-ce que ce sont les Américains qui manifesteraient leur volonté d'avoir une maîtrise absolue sur tout ce qui se passe dans le monde ? Les Français qui voudraient montrer leur détermination de tenir en main leur pré carré ? Les Israéliens qui accroissent leur mainmise sur l'Afrique ? Est-ce que c'est l'Arabie Saoudite qui, à travers le wahhabisme, offre ses capacités d'intervention notamment aux Israéliens ? Ou est-ce que ce sont des manipulations de segments mafieux qui manifestent leurs capacités à rompre ou à perturber les nouveaux équilibres en gestation ? Il considère que toutes ces parties

ont des légitimités à intervenir en Algérie parce qu'elles ont des intérêts, sans pour autant qu'il leur reconnaisse ce droit. C'est là aussi la position d'un authentique nationaliste de la «lignée» du grand Moufidi Zakaria, qui n'a pas peur qu'il soit privé de visa, de carte de séjour et autres privilèges protocolaires, dont bénéficient bien de nombreux «colabos», du politiquement correct !

«Si on prend l'Arabie Saoudite, nous dit-il, on sait qu'elle s'est fait doubler dans le Golfe par Oman - dont la population est à majorité ibadite - qui a facilité les discussions entre les Etats-Unis et l'Iran». Comme on sait aussi qu'il y a régulièrement des appels «fatwas» à La Mecque contre les Ibadites, alors que ces derniers pratiquent un islam tolérant ! Il nous rappelle aussi que la France n'a jamais supporté de n'avoir pas récupéré le Sahara. Comme on sait aussi, que de tout le territoire algérien, c'est certainement la vallée du M'zab qui peut se prêter à une mise en scène entre «Daech» d'un côté et des «Khawarij» de l'autre. Mais c'est compter sans la force de résistance de ce peuple vaillant qui ne saurait plier l'échine ! Ne dit-on pas «que celui qui compte par lui-même fait des bénéfices» ! Ou dans le langage populaire de chez nous : «Li yahseb ouahdah ichitlah» ! Eh bien oui ! Pour peu que le peuple soit correctement informé et sensibilisé, il saura déjouer toutes les conspirations dont fait l'objet notre pays ! Il faut juste que nos décideurs et gouvernants considèrent qu'il possède la maturité nécessaire pour apprécier et pour se faire par lui-même une opinion, sans tutelle autre que son juste arbitre, une fois correctement informé !

A s'y méprendre encore une fois, nous avons ici tous les ingrédients réunis d'une menace latente, pour n'avoir pas su anticiper sur les événements que nous sommes en train de subir ! Si nous en sommes arrivés là, c'est que tous les centres d'anticipation et de prospective ont été soit dissous, soit affaiblis dans leur composante humaine et leurs prérogatives, et l'on est en droit de s'interroger ! Est-ce là une simple négligence, ou une directive suggérée à des esprits néolibéraux réceptifs aux idées de ceux qui régissent le monde d'aujourd'hui ? Alors oui ! Quelle que soit la réponse, nous sommes bien dans la difficulté pour n'avoir pas su écouter et pris en compte les analyses de tous ces experts qu'a formés notre pays ? Mais pourquoi cette négation de soi ? Et pourquoi n'a-t-on appris à agir que dans l'urgence, dans le propre style de nos amis les sapeurs-pompiers qui, au passage soit dit, font correctement leur travail partout, et à Ghardaïa aussi ?

AUX ORIGINES DE LA CRISE : «DIKAT EI KHATER» !

Ce qu'on doit savoir, c'est que la vallée du M'zab s'étend sur une superficie d'à peine 4.000 hectares, de la daïa Ben-Dahoua en amont, au barrage d'El-Atteuf en aval. L'occupation de cet espace a évolué tout au long des neuf derniers siècles, selon une urbanisation réglementée et confinée par les remparts qui fortifiaient les ksour, installés sur des monticules et associés chacun à sa palmeraie. Organisées dans le lit de l'oued, ses palmeraies ont été utilisées pour l'habitat temporaire d'été, durant les périodes de grande chaleur. Jusque-là, et tant qu'on était dans cette logique, tout allait pour le mieux et dans le respect des uns vis-à-vis des autres, dans une sorte de convivialité établie comme règle à ne jamais transgresser !

C'est au cours de ce siècle que l'urbanisation a commencé à se faire hors des remparts des villes et s'est accélérée, pour prendre une allure effrénée durant les trois dernières décennies. Ce mouvement d'urbanisation a été favorisé par la saturation de l'espace intra-muros, et a été en outre à l'origine du changement fondamental de la forme d'habitat originel. Plus récemment, la forte pression démographique, conjuguée à l'absence de maîtrise dans l'occupation et l'utilisation des sols, a induit une urbanisation anarchique qui a investi tous les terrains accessibles. C'est ainsi qu'elle s'est étendue aux chaâbets, au flanc de collines, au lit de l'oued M'zab et aux palmeraies. La vallée est de la sorte devenue «un écosystème en péril», parce que fortement saturée, et l'équilibre a été rompu ! C'est cette exigüité «Dikat El Khater» dans une région de surcroît hyperari-

de qui a fait naître des comportements violents proches de la démence, dès lors qu'elle s'est conjuguée à la mal vie, à l'oisiveté, au chômage et à l'absence de perspective pour les jeunes ! Et sans que ce ne soit là une spécificité du M'zab, cette nouvelle forme de «cannibalisme urbain» peut arriver en tout lieu, là où les gens sont «écrasés» par le poids de leurs problèmes devenus ingérables, et par la perte d'espoir d'une perspective de vie meilleure !

Dans un ouvrage rédigé sous ma direction, intitulé «Les villes du Sud dans la vision du développement durable» édité en 1998 UFA, j'avais attiré l'attention des collectivités locales sur les risques de la non-maîtrise de la croissance des villes du Sud et plus particulièrement de Ghardaïa, «ville-oasis» par excellence, devenue un écosystème fragile en rupture d'équilibre ! J'avais alors écrit en deuxième de couverture, ceci : «la croissance démesurée des villes a laissé des stigmates qui ne tarderont pas à devenir indélébiles, si l'on persiste dans la tendance à laisser faire en matière de gestion spatiale... L'ancrage de la maîtrise de la croissance des villes dans la vision aménagement du territoire est une opportunité d'organisation, de préservation et de valorisation d'ensembles régionaux, dans le sens de la réduction des disparités et des déséquilibres... En agissant dans le sens d'une action territoriale préventive, les dossiers de maîtrise sont, sans aucun doute, des instruments dynamiques d'une politique d'aménagement du territoire qui anticipe les enjeux futurs, plutôt que d'avoir à en subir les effets pervers». Nous y sommes déjà ! N'est-ce pas ?

Et en quatrième de couverture, il est écrit : «Cet ouvrage, présenté sous la forme de synthèses de divers dossiers sur la maîtrise de la croissance des villes du Sud, a pu être élaboré grâce à la participation active des collectivités locales et de la société civile... Il est en quelque sorte le fruit d'une concertation et le résultat d'un consensus qui se dégage à partir de l'analyse pertinente de l'état des lieux et de l'audit des instruments d'urbanisme et d'aménagement du territoire... La vocation de cet ouvrage dans sa forme didactique est de mettre la réflexion et l'expérience au service de l'action et de sensibiliser les autorités locales aux tendances lourdes ou émergentes, aux enjeux qui se rattachent à l'évolution anarchique de nos villes, et aux stratégies à adopter pour rétablir l'harmonie urbaine et la convivialité, éléments essentiels à la cohésion sociale». Il est bien dommage que ces dossiers élaborés pour chacune des grandes villes du Sud, et qui plaident pour l'émergence de centres à promouvoir de taille humainement maîtrisable en dehors de la vallée, ainsi que la convergence des actions au sein des aires intercommunales qui constituent des territoires pertinents pour l'ancrage d'une dynamique urbaine, ne soient pas pris en considération.

Que de temps de perdu et que d'énergie de dépensée inutilement, lorsqu'on sait que pour leur finalisation, les dossiers objet de cet ouvrage, ont mis à contribution plus de 1.000 cadres. Force est de constater, qu'à l'exception de deux ou trois ksars réalisés dans cette logique à Ghardaïa, et qui intègrent tout à la fois les référents architecturaux de l'authenticité de la vallée et les éléments de modernité, les reports d'urbanisation suggérés dans la forme d'habitat ksourien reposant sur la création de nouvelles palmeraies n'ont pas été suivi d'effets, et les redéploiements de populations n'ont pas eu lieu dans la trajectoire et les perspectives souhaitées ! C'est dire qu'il n'y a pas eu de «fenêtres» d'ouvertes pour permettre aux gens de «s'oxygéner» dans cette vaste région où pourtant le foncier existe à profusion !

Et alors, ce qui devait arriver, arriva ! Mais jusqu'à quand devrions-nous négliger la pertinence dans l'opérationnalité d'une politique hardie d'aménagement du territoire, qui va au-devant des questions posées en termes d'égalité des chances et de cohésion sociale et, chemin faisant, concilie les hommes avec leurs territoires et milieux de vie ? Marquer sa volonté d'agir dans le sens d'une restauration des équilibres rompus équivalait pour l'Etat d'engager au niveau des aires d'influence des grandes villes du Sud, et en tout premier lieu à Ghardaïa, de grands travaux de réalisation d'établissements ksouriens adossés à des palmeraies, dans le propre style d'une reconquête territoriale, de nature à susciter l'enthousiasme d'une jeunesse qui pourra trouver de la sorte, une raison de croire à un avenir meilleur...

De quoi Ghardaïa est-elle le symptôme ?

Par Benzatat Youcef

Un peu plus d'une vingtaine de morts par armes à feu, de très nombreux blessés et près d'une centaine de maisons détruites, en très peu de temps, et le plus surprenant dans plusieurs localités à la fois.

Hormis Ghardaïa, les violences se sont étendues brutalement à Guerrara, Berriane, jusqu'à 120 km à la ronde du centre du conflit. Une volonté explicite de le généraliser aux localités environnantes pour embraser toute la région ! Le mode opératoire ne laisse aucun doute sur la planification de l'action et son organisation logistique. Des hommes encagoulés et véhiculés surgissent de nulle part semant aveuglément mort et destruction sur leur passage.

Complot ourdi par les ennemis de l'Algérie, s'empresse à conclure le pouvoir ! On ne peut qu'y adhérer, sachant que nous sommes en permanence l'objet des convoitises impérialistes pour la main basse sur nos richesses naturelles, auxquelles il faut conjuguer leur volonté de neutralisation de notre diplomatie, en espérant y arriver en semant le chaos chez nous pour justifier une intervention d'occupation. À la volonté d'Israël de détruire l'un des derniers États encore debout parmi ceux qui sont hostiles dans la région à son projet du grand Israël. Aux visées hégémoniques de leurs alliés, les monarchies wahhabites et leur désir impérial sur le Moyen-Orient et l'Afrique islamique, par la manipulation et le soutien financier des organisations politico-religieuses islamiques. Jusqu'aux puéribles tribulations de leur dernier allié, le voisin marocain, à vouloir affaiblir l'Algérie pour neutraliser l'obstacle qui se dresse devant son appétit d'appropriation des territoires sahraouis.

Cette réduction du conflit au seul complot attribué « à la main étrangère », concrétisé en fait par des arrestations préventives et de supposés complices intérieurs, du reste justifiées et légitimes, sans montrer une quelconque préoccupation à vouloir rechercher les causes structurelles de celui-ci et agir en conséquence, ne fait que traduire sa volonté d'éteindre l'incendie à moindres frais, par le maintien du statu quo. D'ailleurs il ne peut en être autrement. Car s'engager à agir sur les causes structurelles du conflit hypothéquerait dangereusement son idéologie nationalo-conservatrice sur laquelle il a bâti son système de pouvoir hégémonique, autoritaire et totalitaire, qui prend en otage l'identité de l'État dans le cadre du substrat de l'arabo-islamisme au détriment de

l'aspect multiculturel et multi-ethnique de la société et de ses métissages millénaires.

Pris dans son propre piège, le pouvoir n'aura d'autre alternative que la maîtrise de l'incendie à sa surface, laissant intactes les braises incandescentes, où les esprits provisoirement apaisés continueront à être inégalement exposés au ressentiment de l'altérité, aiguisant les haines et les violences à venir. Il sera acculé tout au plus à perpétuer sa gestion du conflit par le laxisme qui caractérise habituellement son mode de gestion de toutes les impasses qui minent le développement de la société, que ce soit sur le plan politique, économique, culturel et surtout sur l'épineux problème du vivre ensemble, conséquent à la nature même du système de pouvoir qui le fait exister et l'idéologie qui le soutient. Il peut se targuer devant l'opinion d'avoir assumé sa responsabilité dans cette affaire, en ayant ramené le calme, mais au final, il ne fait que dialoguer avec lui-même. Car le problème de l'identité à travers lequel s'entredéchire la société est vécu au quotidien dans la douleur par la population, et toute rhétorique triomphaliste venant de sa part ne peut être perçue que comme une fuite en avant, un blanc-seing attestant de l'épuisement de son système de pouvoir et son impuissance à agir devant la résurgence tous azimuts de ce problème et de ses conséquences tragiques. Que ce soit au M'zab, en Kabylie, autour des milieux conservateurs, salafistes et autres mouvements politico-religieux, jusque dans le Hoggar et l'extrême sud du pays.

Ce qui est terrible dans cette affaire, c'est que personne ne semble mesurer à sa juste importance cet événement tragique, qui préfigure, tel un symptôme, les conflits à venir, lorsque l'inéluctable transition du système de pouvoir qui se profile adviendra. Lorsque le débat pour instaurer un État souverain, dans lequel tout Algérien et toute Algérienne se sentirait représenté, et qui devrait être émancipé de toute tutelle qui lui est extérieure, que ce soit l'idéologie nationalo-conservatrice, religieuse, identitaire, ou toute autre pression qui viendrait menacer sa souveraineté, fera rage et sera pris en otage par l'inévitable climat de violence qui y régnera. Celui à quoi nous convient les événements tragiques de Ghardaïa en tant que symptôme, et qui préfigure dans les traitements même du con-

flit qu'en font aussi bien la presse, l'élite politique dite d'opposition, que les acteurs, de près ou de loin, du conflit lui-même.

Stupéfiante est la posture des élites par leur silence, en s'abstenant de donner la sonnette d'alarme et pointer du doigt les développements futurs de ce conflit, qui mettraient en danger notre avenir, par les menaces imminentes de notre recolonisation et la partition de notre territoire, très chèrement acquises. Excepté quelques voix timides, qui se font entendre ici et là, et qui sont reprises aussi timidement par la presse, sans plus, sans même soulever le fond du problème dans son intégralité. Crise sociopolitique conjuguée à une crise socioéconomique et conséquences du laxisme des pouvoirs publics dans la gestion du conflit s'indignent à juste titre les voix les plus audibles de l'opposition politique ! Sans autre proposition pour problématiser l'aspect structurel du conflit et de la question identitaire dans son rapport à l'État. Fitna !

Pour les conclusions imprégnées de religiosité, véhiculées surtout par les courants salafistes : malékites contre ibadites ! Reprise et amplifiée sournoisement par les médias des monarchies wahhabites. Racisme ! rétorquent les leaders pyromanes parmi les acteurs mozabites du conflit, ceux-là mêmes qui furent l'objet d'arrestation, en forçant à endosser l'habit de la victime expiatoire : Arabes Cha'ambas contre Berbères Mozabites ! Reprise sournoisement en boucle par les médias tout autant pyromanes de l'empire. Encore qu'il faudra démontrer que sur le sol algérien subsistent des ethnies ayant échappé au métissage millénaire ambiant qui caractérise la population algérienne sur toute l'étendue du territoire national ! Au-delà du fait que la science anthropologique conteste le fait que les Cha'ambas soient réellement d'ethnie arabe, et qu'ils ne sont que le produit du métissage régional avec une dominante de descendance berbère Zénètes.

En fait, il s'agit d'un discours d'emprunt, par contamination des rhétoriques séparatistes kabyles et de l'idéologie berbériste dans son errance identitaire à vouloir ne reconnaître comme identité à l'État algérien que la seule référence berbère au détriment du caractère transculturel, ou au pire revendiquer la ghettoisation ethnique par le truchement régionaliste à être confinée en Kabylie. Au

détriment de la spécificité de l'algérianité, forgée par plus de deux millénaires d'acculturation et de métissage. De la langue parlée aux quatre coins du territoire national, Dardja, par laquelle l'originalité algérienne s'exprime et qui est le produit de plus de deux mille ans d'emprunts et d'inventions par le génie créatif de la population, que les incrédules mal intentionnés considèrent comme une langue vulgaire dérivant exclusivement de la langue arabe. Une stratégie discursive s'adressant plutôt à l'opinion internationale et à l'ONU en particulier, qu'au pouvoir algérien ou à l'opinion nationale pour essayer de trouver une solution saine. Cette posture dissimule mal leur volonté de jouer le jeu des ennemis de l'Algérie et de son unité territoriale. D'ailleurs, ils ne s'en cachent nullement.

Kamel Eddine Fekhar, leader des séparatistes mozabites et Ferhat M'Henni, celui des Kabyles, entretiennent des relations comploteuses aussi bien avec l'empire qu'avec Israël au grand jour et appellent l'ONU à une intervention d'ingérence dans les affaires algériennes dans des démarches « officielles ».

Rien n'est encore joué à ce jour. Nous avons juste été secoués dans notre torpeur par ce terrible avertissement, celui de la tragédie qui a endeuillé autant de familles parmi nous en ce mois sacré, qu'ils soient Mozabites ou Cha'ambas. Une tragédie qui s'est manifestée à nous avec autant d'insolence comme un symptôme des conflits à venir, lorsque nous serons contraints de bâtir un consensus pour donner une définition à l'identité de l'État qui régira notre vivre ensemble, si rien n'est entrepris dès à présent par les élites. Comme ce fut le cas pour le recouvrement de notre indépendance nationale, lorsque les divisions avaient été absorbées par le Front de libération nationale, pour unifier les forces vives et les diriger contre la domination coloniale. Dans la situation qui est la nôtre aujourd'hui, nous avons affaire à des extrémistes négationnistes de notre réalité, faite de métissages et de transculturalité, et des obscurantistes liberticides devant notre droit à la liberté de conscience, universellement partagée. Tout autant religieux qu'identitaires, dont il nous faudra impérativement nous défaire afin de pouvoir reconstruire un État souverain, pour accomplir notre destin et nous armer pour déjouer tout plan diabolique qui guetterait nos moindres perclusions.

Ghardaïa: l'Algérie paie l'addition de sa posture internationale !

Les événements tragiques qui ont secoué Ghardaïa la semaine dernière nous renseignent effectivement sur nos limites internes et nous rappellent qu'on ne vit pas dans une île isolée mais dans un monde cruel. Ces événements surprenants, sans revendications ni un mobile bien précis, laissent perplexes.

Par Abdellatif Bousenane

Afin de bien expliciter notre problématique et pour ne pas s'égarer dans notre analyse, il ne faut pas réduire cette région du pays à une rivalité entre deux communautés qui vivaient en paix et en harmonie depuis des siècles, puisque à Ghardaïa la vie sociale est aussi complexe que le reste du pays. Dans le champ politique il y a en fait des progressistes, des nationalistes, des islamistes, des laïcs, etc. Du même pour le champ économique où il existe comme dans n'importe quelle société des rapports de force entre différents intérêts individuels ou collectifs. Dès lors, on peut comprendre la dynamique et le changement sociale à travers plusieurs paradigmes d'analyse tels que la théorie marxiste de la domination, la sociologie de l'action weberienne ou même la théorie morale durkheimienne, mais il est nullement question ici d'un simple différend entre deux confessions ou/et deux ethnies ! Ce serait d'une banalité outrée.

A partir de là on voit clairement que le vrai problème n'est pas de cette nature-là mais l'arrière-pensée et les vraies motivations de ce qui s'est passé à Ghardaïa sont ailleurs.

LE VRAI PROBLÈME ?

Les vraies motivations peuvent être économiques, là où les intérêts de groupes et de lobbys ne seront pas satisfaits sans le recours à ces méthodes de déstabilisation pour qu'ils puissent ensuite négocier d'une position de force quand la clef de la solution sera dans leurs mains. Cela est une hypothèse universelle plausible dont plusieurs

observateurs l'ont évoqué lors de ces incidents. Cependant, ça reste une réponse un peu courte à nos questionnements car elle n'inclut pas toutes les autres dimensions. La dimension politique du problème est aussi une piste sérieuse. La volonté de mettre les gouvernants en difficulté est palpable dans les deux camps qui n'affichent pas une réelle sympathie au fameux système.

Néanmoins toutes ces pistes restent insuffisantes pour répondre au plus grand dilemme dans ce dossier qui est l'absence de revendications ! Dans tous les incidents de ce genre les antagonistes impliqués annoncent explicitement leurs revendications plus ou moins rationnelles afin qu'il y ait des discussions dont l'objectif est de satisfaire une partie ou la totalité de ces revendications. Mais là aucune revendication ! Bizarre ! Sinon de supprimer les malikites/Cha'ambas ou les ibadites/Mozabites ? Inraisonnable ! D'autant plus qu'il y a un élément manquant qui constitue un vrai casement de tête aux enquêteurs et services de sécurité : c'est le mobile du crime ! Pourquoi on a tué 22 personnes ? Pour quel motif ?

Un proverbe français dit : « Quand c'est flou c'est qu'il y a un loup ». Ainsi cette question nous amène à poser une autre hypothèse, celle de la domination et du complot étranger. Toutefois, quand on évoque le complot ce n'est pas forcément pour désigner uniquement les puissances occidentales officielles car, et comme nous l'avons signalé dans une précédente publication au Quotidien d'Oran, l'Occident n'a pas intérêt à la déstabilisation de l'Algérie pour de multiples raisons qui qu'il n'a pas intérêt non plus qu'elle devienne une très grande puissance. Cela est le b.a.-ba de la logique hégémonique car on ne veut pas voir une nation arabo-musulmane puissante et indépendante qui menacerait la géostratégie des dominants. Pour contrôler, pour empêcher notre pays d'avancer il

faut chercher la faille, le point faible sinon il faut le créer. Cette faille peut s'incarner dans la fitna entre ibadites et malikites à Ghardaïa en espérant de la faire propager aux autres régions du pays le moment opportun.

Un objet décisif dans ce genre d'enquête, c'est l'arme du crime, selon les premières conclusions les armes saisies provenaient de la Libye donc de l'étranger ! Ce pays donc des cercles obscurs veulent en faire l'Afghanistan de l'Afrique du Nord, pour contrôler et dominer encore et toujours.

Puis la couverture médiatique très partielle de ce drame par une partie de la presse française et deux chaînes de télévisions, France 24 et Medi 1, qui ont un lien très fort avec El-Makhzen marocain. Ce même régime ne pardonnerait jamais à l'Algérie son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui, de ce fait il veut créer la même situation dans cette région algérienne afin d'apaiser les pressions et tordre le bras à la diplomatie algérienne. On peut supposer par conséquent que l'Algérie paie son engagement pour la paix dans la région et pas seulement au Sahara Occidentale mais au Mali aussi, en Libye, au Niger, en Tunisie etc. Dans cette perspective, il ne faut pas sous-estimer les déclarations lourdes de sens de nos officiels notamment lorsqu'ils affirment qu'il y a des jeunes payés par un pays frère. Sans oublier les déclarations qui nous viennent de l'étranger comme celles d'Abdel-Bari Atwan, journaliste arabe très médiatisé, qui affirmait qu'il détient des preuves tangibles sur le complot étranger à Ghardaïa. Un autre élément très troublant c'est l'arrestation à Ghardaïa de deux agents du Mossad israélien munis du passeport espagnol il y a quelques années de cela. Qu'est-ce qu'ils faisaient à cette ville précisément ?

Bref, il y a une espèce d'union entre des cercles connus par leur hostilité à l'égard de notre pays qui veulent vraiment le chaos, El-Makhzen marocain bien évidemment et des puissances officielles qui n'accepteront jamais qu'un pays arabo-musulman échappe à leur contrôle mais qui ne souhaitent pas sa déstabilisation. Ce n'est pas leurs intérêts du moment.

LE FRONT SACRÉ !

Être très vigilant face à la main de l'étranger, à

L'arme auto-dissuasive, guerre et paix revisitées

Il n'y a aucun dilemme ni paradoxe «guerre ou paix», comme celui de «la poule ou l'œuf». Même si certains belliqueux et faucons pensent qu'une guerre préventive peut accoucher de la paix, cette dernière, quant à elle, tout en étant à la fois plus âgée et plus fertile et féconde, et pourvu qu'elle soit saine et juste, ne risque jamais de pondre des conflits. De parents non identifiés, ou plutôt de géniteurs quelconques, la guerre a anarchiquement proliféré, au point où la paix ne représente désormais que des essoufflements entre les conflits armés.

Par Abdelhamid Charif

Comment alors se nourrissent ces deux demi-sœurs ennemies ? Ont-elles autant besoin de munitions l'une que l'autre, ou bien suffit-il de s'enrôler dans la course infernale à l'armement dissuasif pour imposer sa propre vision de la paix ? Peut-on réellement parler d'arsenal militaire de dissuasion quand on fait son marché des armes chez autrui ?

Des défenses remontant à l'âge de pierre et autres rudiments de bord ne permettent-ils pas régulièrement aux habitants de Gaza de défier un embargo inhumain et d'affronter bravement des guerres injustes et inégales, contre un Etat hors-la-loi et surarmé, réglant en toute impunité ses différends politiques et menant ses campagnes électorales par bombes interposées sur Gaza ?

Comment se laisser leurrer et berner par ceux qui prétendent n'avoir ni amis ni ennemis permanents, mais seulement des intérêts permanents, quand c'est Israël même qui constitue le principal intérêt permanent, stratégique et sacré ?

Que reste-t-il de la sagesse et de la raison humaine, quand les rapports de force constituent les principaux critères décisifs pour le recours aux guerres dites préventives, violant la paix tout en prétendant mieux l'assurer ? Autrement dit, n'a-t-on pas tendance à appuyer trop facilement sur la gâchette quand l'ennemi est faible et désarmé ? Et sous embargo comme à Gaza ?

Pour Victor Hugo, les réponses à ces interrogations sont très claires, et seule la paix peut se targuer de disposer de munitions effectivement dissuasives, pourvu que l'on sache en faire usage : «La guerre, c'est la guerre des hommes; la paix, c'est la guerre des idées.»

La paix réelle est une confrontation d'idées et de visions antagonistes, menées sans répit, mais assidûment modérées par le génie de la sagesse et de la raison. Les croisades apaisées d'idées ne font aucune victime et ne connaissent pas de vaincus; la victoire est générale, y compris, voire surtout, pour les déserteurs qui changent mûrement et librement de camp.

Ainsi, même si la faiblesse d'un adversaire peut effectivement constituer un facteur incitant et favorisant, c'est, avant tout, la pénurie d'idées qui serait le principal moteur des guerres et générateur de munitions.

LA DISSUASION OBJECTIVE ET FRUCTUEUSE

Une arme stratégique, authentiquement pacificatrice, doit impérativement d'abord être moralement auto-dissuasive, autrement dit aussi défensive qu'anti-agressive.

«Vous avez votre religion, j'ai la mienne !» Par religion, il est aussi fait allusion dans ce verset à l'athéisme et autres doctrines et croyances.

Ce bref verset coranique est une sublime arme auto-dissuasive de la paix ! Et qui sied à toute autre idéologie. C'est en fait seulement chez ceux qui doutent et ne sont pas confiants en leurs idées, religions ou irréligions, qu'il y a potentiellement problème. Et aucune de ces croyances n'en est prémunie; elles peuvent toutes servir de couverture à des fanatismes prônant des radicalismes violents, principalement pour compenser les doutes et les incertitudes. Il est toutefois vital de souligner qu'en dépit des fixations qu'elles suscitent, les religions n'ont en fait causé que très peu de conflits armés.

A l'issue d'une récente et profonde in-

vestigation couvrant une période de 3500 années [1-5], consignée notamment dans l'Encyclopédie des Guerres [2], l'éminent anthropologue franco-américain Scott Atran, expert en terrorisme et religions, affirme, contre vents et marées en période peu propice (2012), que la plupart des guerres de religion n'en sont pas, et que seulement 123 des 1.763 guerres majeures recensées, soit 7%, sont attribuables à des causes religieuses explicites. Cette audacieuse étude démolit ainsi un terrible invariant de l'inconscient collectif, selon lequel l'origine confessionnelle prépondérante des guerres était indiscutable. Cette supercherie collective est imputée aux campagnes radicales et répétées des «nouveaux athées» tentant de discréditer les religions et croyances, considérées dangereuses pour l'humanité. Dès qu'on apprend par exemple que l'Académie des sciences des Etats-Unis compte plus de 90% d'athées parmi ses membres, l'origine de cette imposture immorale devient alors très claire [1,4]. Ce brillant savant Scott Atran, qui ne cache pas son athéisme et son refus de la religion, reconnaît à cette dernière sa capacité d'immunisation morale, de fédération et de résolution des conflits sociaux. Son honnêteté scientifique se démarque singulièrement et bravement de certains de ses collègues qui, comme lui, sont tombés sous le charme de l'irréligiosité, tels Durkheim et d'autres disciples des sciences humaines, dites fragiles et vulnérables [6].

Les guerres ont le plus souvent éclaté pour des visées et desseins expansionnistes, disputes territoriales, conflits d'ordre racial ou ethnique, rivalités militaires, ou désaccords commerciaux [1,4]. En se prolongeant, ces conflits voient ensuite souvent la religion s'en greffer en renfort, surtout du côté du plus faible, injustement agressé, ou croyant ainsi l'être.

Il n'est pas ailleurs pas exclu que les rares guerres attribuées aux religions, soient principalement fomentées par de mauvais disciples, sinon carrément par des tyrans incroyants manipulant la religion comme un fond de commerce.

Injustement accusée, la religion contribue en fait à apaiser les esprits et résoudre les conflits, plutôt qu'à les déclencher. Dans les trois religions monothéistes, le simple salut entre deux personnes est un «Echange de Paix». Et tout désaccord éventuel dans un débat intellectuel quelconque peut être paisiblement clos par : «Vous avez votre religion, j'ai la mienne !»

Il est tout à fait légitime de vouloir prêcher pacifiquement son idéologie-religieuse, ne pose-t-elle aucune obligation, toutefois très conditionnée- mais sans aucune obligation de résultat et la force, contrainte ou violence n'ont aucune raison de s'immiscer dans cette bataille pacifique d'idées.

LA RELIGION, LA PAIX ET LA LÉGITIME DÉFENSE

Une guerre religieuse ne peut être que défensive. Le pacifisme de la religion est sacré mais n'est toutefois pas naïvement illimité, le djihad et le sacrifice pour défen-

dre l'honneur et la patrie sont des obligations sacrées. On comprend maintenant mieux pourquoi la religion, tout en étant initialement non impliquée dans le déclenchement des conflits, finit ensuite parfois par s'en mêler et presque toujours en position de faiblesse.

De quels préjugés ou partialité peut-on accuser Tony Benn, l'emblématique politicien de la Gauche britannique, quand il déclare : «On est prêt à mourir pour une foi et prêt à tuer pour une doctrine. Là est toute la différence.»

Les versets du djihad sont bien présents, et dans des contextes purement défensifs, même si des campagnes de dénigrement accusant l'islam d'agressivité et criminalité injustifiées ne cessent d'être vainement relayées. Campagnes et attaques diffamatoires vaines, et parfois même contre-productives, tel ce fameux film anti-islam qui, après avoir causé l'ébullition du monde musulman, s'est tout simplement achevé par la conversion à l'islam de son réalisateur. Certaines batailles échappent complètement au contrôle humain et à la logique et stratégie militaires, avec des issues que seule la foi peut saisir et percevoir. Ces événements miraculeux, rares mais périodiques, sont par ailleurs mystérieusement zappés par les médias, dits libres et démocrates, qui façonnent à leur libre guise l'opinion générale, et auxquels certains intellectuels musulmans continuent hélas de rester fidèlement scotchés jusqu'à l'hypnose.

Les batailles menées et dirigées par le Prophète (Prière et Salut sur Lui) ont toutes été défensives. Les expansions ultérieures de l'islam ont été majoritairement pacifiques, et si certaines ont authentiquement enfreint la règle, il est du devoir et de l'honneur des musulmans de s'en démarquer. Les versets et instructions divines sont plus sacrés que les pages historiques, aussi glorieuses et triomphantes puissent-elles être.

Les trois religions monothéistes disposent d'un important socle de moralité commune et ont cohabité pacifiquement pour de longues périodes. A travers ses diverses contraintes morales, la religion peut-elle déranger et se trouver en conflit avec d'autres doctrines ?

La réponse est malheureusement affirmative, notamment avec les «non-doctrines», ces nouvelles formes modernistes de l'irréligion, qui poussent la haine et la provocation des religions jusqu'à encourager toutes les perversions, au nom de la liberté. Les regrettables conflits qui en résultent leur donnent parfois satisfaction, puisque des intellectuels musulmans, en panne de souffre-douleur, ne proposent sérieusement pas moins que de mettre la religion au congélateur temporel.

Tout comme les nombreuses vertus et faiblesses, l'agressivité et la criminalité sont nées avec l'être humain responsable et libre de ses actes, et se sont manifestées dès les premières lueurs de la vie avec Abel et Caïn. Le bien et le mal continueront de s'opposer sous différentes formes jusqu'au Jugement Dernier, quand tous les conflits et litiges connaîtront leur épilogue et tous les bilans finiront par être dressés et jugés.

Références :

- [1] : Scott Atran and Jeremy Ginges «Religious and Sacred Imperatives in Human Conflict», Science 336, May 2012, pp. 855-857
- [2] : C. Phillips, A. Axelrod, «Encyclopedia of Wars», Facts on File, New York, 2007
- [3] : <http://foreignpolicy.com/2012/08/06/god-and-the-ivory-tower/>
- [4] : <http://www.savoirs.essonne.fr/sections/actualites/guerre-et-religion-quand-le-sacre-simmisce-dans-les-conflits/>
- [5] : http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5185308&archive_date=2013-07-18
- [6a] : http://www.hoggar.org/index.php?option=com_content&view=article&id=3916:science-et-influence-en-haute-ou-basse-voltage-il-suffit-de-peu-pour-basculer&catid=652:charif-abdelhamid&Itemid=36
- [6b] : <http://lequotidienalgerie.org/2014/04/28/science-et-influence-en-haute-ou-basse-voltage-il-suffit-de-peu-pour-basculer/>

Algéries, Algérie

Comment dire le paradoxe de l'Algérie, ce pays encombré de son immensité géographique qui détonne tous les jours avec le désir de petitesse qui taraude les Algériens, ce pays qui déploie son infinie diversité sous les caméras aéroportées et le regard émerveillé d'un réalisateur étranger quand les siens ne rêvent que d'une bienheureuse uniformité ?



Par Brahim Senouci

Un peuple qui en aurait pris la mesure aurait suscité des vocations de spéléologues, de chercheurs d'or, de plongeurs sous-marins, d'herboristes, de skieurs émérites, de varappeurs... Des milliers de jeunes aventuriers se seraient lancés à la découverte de ses gravures pariétales, auraient exploré les richesses de ses abysses, de ses forêts, le mystère des couleurs changeantes de ses dunes.

Notre peuple n'en a pas pris la mesure. Il ressent un sentiment de frayeur devant cette immensité qui l'opresse au lieu de l'enthousiasmer. Les Algériens vont volontiers se dorser sur les plages tunisiennes ou espagnoles à l'abri des regards inquisiteurs de la société, faire du shopping à Istanbul, «laver leurs os» en Terre Sainte, mais ils ignorent tout, ou presque, de leur pays. Ils n'en connaissent que les lieux qui les ont vus naître et qu'ils aspirent à ne jamais quitter.

L'absence d'une stratégie d'aménagement du territoire, de brassage des populations, de mobilité du corps des fonctionnaires, a contribué à l'immobilisme généralisé. La prolifération des centres universitaires a permis à de nombreux jeunes de faire carrière dans l'enseignement supérieur, de devenir professeurs d'université, sans jamais quitter le cocon de la famille et du quartier. Par quel miracle acquerraient-ils l'esprit d'ouverture, la liberté de ton, l'absence de préjugés, la curiosité, caractères inhérents au métier de professeur et de chercheur ? Quelle alchimie ferait de ces êtres enkystés leur vie durant dans la réalité d'une société fermée, des personnages capables d'imaginer que d'autres formes de vie, d'autres cultures, d'autres façons de croire, peuvent exister ailleurs, en Algérie même ? Mieux encore, comment seraient-ils capables d'endosser ces différences, se les approprier, élargir le «petit» roman national construit à partir du quartier de leur enfance pour les y intégrer ?

«C'est un trop petit pays pour un si grand malheur !», s'exclamaient un personnage de théâtre qui apprendrait que le minuscule, le paisible Danemark risquait d'être envahi par l'Allemagne nazie. On pourrait paraphraser cette citation en se demandant si l'Algérie n'est pas un trop grand pays pour que son peuple puisse s'autoriser la facilité de la petitesse !

En tout cas, hélas, les drames qu'il a connus sont à sa mesure, la colonisation et ses millions de morts, la décennie noire et ses dizaines, voire ses centaines de milliers de victimes. Peut-être est-ce l'immensité de ces tragédies qui empêche notre peuple de se sentir à la hauteur de son pays, qui l'empêche de l'habiter vraiment et le pousse à s'y comporter comme une sorte d'indou-occupant peu soigneux. La sortie de la parenthèse coloniale, même si elle s'est traduite par l'indépendance politique, n'a pas été une réappropriation par les indigènes de leur territoire. Les villas coloniales ont été investies comme des butins de guerre, tout comme les fiers immeubles haussmanniens. Ces édifices défraîchis sont ancrés dans le paysage et portent un autre récit, une autre histoire, ceux d'une épopée européenne dans laquelle nous campions les rôles des faibles, des généraux, des importuns, de ceux qui insultent l'harmonie des paysages urbains. Nous n'avons pas été prévenus du changement intervenu dans la pièce et nous avons continué inconsciemment de tenir nos rôles tels que les avaient définis nos anciens maîtres... Les nouveaux, il est vrai, n'ont pas fait grand-chose pour nous aider à nous défaire de nos habitudes. La première consigne qu'ils nous ont donnée était de garder le silence et la soumission au pouvoir qui se chargeait de faire notre bonheur sans avoir besoin le moins du monde de notre concours...

Il nous faut redécouvrir, réinvestir notre pays. Il nous faut l'explorer, partir à la rencontre de nos compatriotes lointains, trouver ce que nous avons déjà en partage, et ce que nous avons de nouveau à partager. Nous devons nous réinventer en communauté nationale, une communauté qui n'est pas constituée d'acteurs identiques, interchangeable, mais divers, pluriels. Nous devons écrire notre roman national, celui de toutes nos Algéries, celle des Mozabites, des Touareg, des Berbères, des Arabes, des Chaouis, des Ch'ambas, parce que toutes ces Algéries ont contribué à façonner notre patrie, l'Algérie. C'est cette Algérie, «vue du ciel», que nous avons découverte avec ravissement à l'occasion de la retransmission télévisée du documentaire de Yan-Artus Bertrand.

Pour en être dignes, nous devons nous élever à sa hauteur et accepter de porter la lourde exigence de grandeur que requiert de nous ce pays hors normes. Nous ne pouvons garantir sa sécurité en essayant de lui imposer un conformisme illusoire. Il nous faut composer avec ses différences et les prendre comme autant d'atouts. Il nous faut retrouver le mouvement, la tension vers l'universel. C'est par le mouvement en effet que nous accéderons enfin à une citoyenneté pleine et entière, construite, non sur l'ethnie ou la religion, mais sur le désir partagé de répondre ensemble au défi du développement de ce pays dont le destin ne peut être que celui de la grandeur.

Les fetwas économiques de M. Ouyahia



Par Abed Charef

Ahmed Ouyahia surfe sur la confusion que lui procurent ses différentes fonctions et donne des leçons politiques et économiques. Son bilan plaide pour lui.

Ahmed Ouyahia critique le populisme du gouvernement et des partis de l'opposition. Il s'en prend à Louisa Hanoune et à Abdelmalek Sellal. La présidente du Parti des travailleurs a tort, à ses yeux, de critiquer les oligarques, qui créent aujourd'hui de la richesse et ont, de ce fait, les faveurs du chef du RND. Quant au Premier ministre, il poursuit une politique populiste qui ne plaît pas à M. Ouyahia.

En d'autres temps, les propos de M. Ouyahia seraient apparus comme une simple initiative d'un chef de parti soucieux d'exister. La conjoncture que traverse le pays montre cependant que ce n'est pas le cas, car M. Ouyahia joue un rôle aussi important qu'ambigu au sein du pouvoir. Sa position tient à une confusion assez poussée entre son statut de chef de parti, de directeur de cabinet du président de la République, de porte-parole du pouvoir au sens large, de rassembleur du pôle politique de la majorité présidentielle, et de candidat potentiel à la présidence de la République.

Qui était le Ouyahia qui s'est exprimé cette semaine ? Probablement le porte-parole du pouvoir, celui qui s'exprime à la place du chef de l'Etat, dont il est supposé traduire la pensée. C'est la position favorite de M. Ouyahia, car elle lui permet de surfer sur les amalgames, en se parant des attributs de l'Etat pour défendre des positions personnelles.

De par sa fonction à la présidence de la République, M. Ouyahia avait la primeur du rapport de la Banque d'Algérie sur la conjoncture économique. Le bilan présenté par la note de conjoncture était inquiétant. M. Ouyahia en a mesuré la portée, et il a probablement été chargé de tirer la sonnette d'alarme. Il l'a fait, mais dans le même temps, il a voulu en tirer profit, en se présentant en donneur de leçons.

UNE LONGUEUR D'AVANCE

Etant le premier à détenir ces informations très inquiétantes et à pouvoir les exploiter, M. Ouyahia

peut prendre de haut ses partenaires politiques comme ses adversaires. Il ne s'en prive pas. Il leur signifie que ce qu'ils font et ce qu'ils disent n'est pas à la hauteur de ce qu'attend le pays, dans une conjoncture aussi grave. Il est tenté de les admonester, presque à leur tirer les oreilles, eux qui perdent leur temps dans des futilités alors que le pays se prépare à affronter de si grands périls.

A Louisa Hanoune, M. Ouyahia rappelle qu'en ces temps de vaches maigres, les producteurs de richesses doivent être choyés, plutôt que critiqués. Au Premier ministre Abdelmalek Sellal, il envoie un signal pour lui dire que le discours sur le maintien de l'action sociale de l'Etat est passé de mode. Il prend aussi une longueur d'avance sur Amar Saadani, qui avait rejeté son offre de coalition présidentielle. Pendant que M. Saadani polémique pour savoir à qui reviendra la primauté dans la future alliance présidentielle, M. Ouyahia travaille sur du concret. Il prend l'initiative pour réintégrer le MSP dans le giron du pouvoir, car la situation risque d'évoluer de manière telle qu'une alliance de tous les cercles du pouvoir peut s'avérer nécessaire pour affronter la tempête qui s'annonce.

M. Ouyahia se donne ainsi une image d'un dirigeant au-dessus de la mêlée. Un homme d'Etat, disent ses sympathisants, qui veut lui forger l'image d'un homme qui regarde au loin, pendant que les autres se limitent à parler d'élections anticipées et d'accès au pouvoir. Et quand il voit que l'horizon lointain risque d'être assez sombre, M. Ouyahia montre ses aptitudes à agir, à dénoncer le populisme et les largesses inutiles. Il montre l'autre face du personnage. C'est donc le Ouyahia du début des années 2000 qui pointe son nez : le gestionnaire ultralibéral, prêt à opérer les coupes nécessaires dans les budgets sociaux, à fermer les entreprises, à licencier et à encourager les « oligarques », pour en faire une alternative aux hydrocarbures.

APTITUDES

Le chef du RND peut même se permettre de rappeler les erreurs du passé. Il se livre alors à



une incroyable acrobatie. Il bondit trente ans en arrière, pour rappeler comment le pays a raté le virage des années 1980. Et sur ce point, M. Ouyahia dit vrai. L'Algérie doit absolument tirer les leçons du passé. Elle ne pourra faire l'économie de revisiter sa propre expérience. Même si un coup d'œil dans le rétroviseur nous révèle des choses étonnantes : M. Ouyahia est l'homme qui a été le plus longtemps Premier ministre, ou ministre, durant les vingt dernières années. Il n'a pas quitté les sphères du pouvoir depuis plus de deux décennies. Il a géré quand le pays n'avait pas d'argent ; il a alors pris des décisions que lui-même a déclaré plus tard regretter. Il a géré quand le pays bénéficiait d'une abondance financière exceptionnelle ; il a participé à la gabegie et aux gaspillages.

Sur le plan gestion, M. Ouyahia a donc fait

ses preuves. Quant à ses choix économiques, il a été tantôt ultralibéral, ouvrant les portes grandes devant Orascom et courant derrière les investissements étrangers, tantôt partisan du « patriotisme économique », un joli concept qui occulte en fait l'incapacité de la bureaucratie algérienne à accéder au monde moderne.

Il lui reste le côté moral. M. Ouyahia a été le grand vainqueur de la plus grande fraude de l'Algérie indépendante, celle des législatives de 1997. Il a aussi participé au désastre moral que fut le quatrième mandat. Enfin, il n'a pas levé le petit doigt face aux immenses scandales de l'autoroute et de l'affaire Chakib Khelil, ni en tant que ministre, ni en tant que chef de gouvernement, ni en tant que chef de parti. Ce sont là les aptitudes que M. Ouyahia présente pour diriger l'Algérie.

Au pays de la rente la misère risque d'être irascible

« Celui qui jette son pain en riant le ramasse plus tard en pleurant. » proverbe

Par Benallal Mohamed

Le problème n'est pas qu'il n'y a pas assez de richesse, mais que celle-ci est répartie de manière scandaleusement inégale, cet état de fait résulte de l'existence d'un système de fabrication de pauvres et de la pauvreté. Il n'a jamais été une aubaine, aussi tangible, pour l'Algérie après la hausse vertigineuse du prix des hydrocarbures, à plus de 130 \$ le baril. Une richesse éphémère, sans pareille, pour l'Algérie. Si cette richesse était répartie, intelligemment, et de façon équitable, entre tous les Algériens dans ce même pays qui a souffert de 132 ans d'une colonisation inhumaine.

Par principe sociétal, chaque famille devrait disposer d'un revenu de quelques dinars et d'un patrimoine bienséant dans un contexte ou valeurs, morales et normes universelles font le crédo de la société de droit.

Ce n'est, certes, pas assez pour vivre dans le luxe, mais bien suffisant sinon modestement pour que tous les Algériens disposent d'un logement confortable, d'électricité, d'eau potable, de sanitaires... Il y a, donc, suffisamment, pour l'ensemble des Algériens, sans exception, avec la richesse dont dispose ce pays.

Par ailleurs, beaucoup d'Algériens ne disposent pas de logement à ce jour, la crise aiguë persiste aujourd'hui, le nombre de logements construits est supérieur, peut-être, à la demande seulement la distribution inégale fait que beaucoup de lambda n'ont pas eu de ce droit, en l'absence du droit.

Les bidonvilles se font voir, horriblement, déjà

sur la périphérie des grandes villes, où le manque de dispositifs sanitaires de base font que la faim, la maladie, la pauvreté et l'ignorance refont de plus « moche » surface dans ce pays.

Le problème n'est pas, qu'il n'y ait pas suffisamment de richesse mais que cette rente est très mal répartie et la croissance se fait dans un sens unique, pour les riches seulement. Il est plus que nécessaire, utile et sage de faire une refonte générale politique de la sphère de la production de façon générale (biens, services...), de la sphère de la distribution et aussi de la sphère de la commercialisation pour aller vers une équité générale selon le mérite, la valeur et enfin la solidarité dans la transparence la plus totale et la justice la plus impartiale possible pour que le discernement d'événements, de faits... épouse le positivisme.

Dans ce nouveau contexte nous allons droit vers, approximativement les 5% les plus riches (statistiques officielles non établies) qui possèdent toute la richesse du pays et le reste s'engouffre dans une classe économique ou la pauvreté ne leur permettrait pas de répondre aux besoins de base.

La loi 88 a enfanté, sous la pression des événements de 1988 et mis en marche le grand chamboulement de notre système politique et économique, le passage de l'économie socialiste ou dirigée, vers une économie capitaliste conceptuelle, mais en réalité une économie de bazar dont la rente faisait fonctionner bien les containers, au détriment de la production nationale. Rabrab l'avait très bien schématisé, dans ce pays, il disait que créer de la richesse nécessite une autorisation. No comment !!!

Sous un bon gouvernement la pauvreté est une honte !

Sous un mauvais gouvernement la richesse est aussi une honte

Un pays, particulièrement fertile, qui ne produit rien est une honte ou plutôt un opprobre pour ce gouvernement ; on importe, encore, du lait en poudre et les Chinois construisent mal nos villes, alors que notre jeunesse est totalement désœuvrée. La classe « fausse-bourgeoise » et politique se soigne à l'extérieur du pays, la CNAS se charge de régler, rubis sur ongle, les factures médicales avec l'argent des cotisations des travailleurs, bien sûr.

Le système sanitaire délabré est conçu pour la plèbe. Tout cela entraîne, manifestement, un gaspillage de temps, d'argent, de la matière et même de l'espace ; ne dit-on pas que celui qui n'avance pas recule !!!

C'est une histoire non passionnelle et non une romance émotionnelle qui devrait être écrite, avec beaucoup de sincérité, même si se n'est avec moins de vérité.

Dans le capitalisme de bazar, la crise est là, le nettoyage brutal et chaotique de l'économie devrait avoir lieu, un de ces jours, par les véritables acteurs de ce métier. Le prix bas du baril fait que la rente pétrolière s'amenuise dramatiquement et la facture est, invariablement, imposée aux travailleurs et aux plus faibles de la société, austérité oblige !! Le commerce informel et le travail illégitime s'amplifient, éperduent, la couverture sociale se rétrécit, profondément, dans sa déstructuration.

En d'autres termes, une crise économique est un excellent moyen pour organiser, sérieusement et intelligemment, un transfert du travail au capital comme disait K. Marx, c'est-à-dire des pauvres vers les riches, c'est la méthode de l'économie pragmatique chinoise, mise en œuvre, aujourd'hui.

En Algérie c'est bien l'inverse, en pratique, qui se produit (la conception n'existe pas) et on observe une pauvreté qui prend de l'ampleur (chômage en hausse avec la perte de l'emploi, crise oblige !!). Le fossé entre riches et pauvres a augmenté les statistiques ne nous renseignent point sur le seuil de pauvreté des Algériens qui

ne travaillent pas et ceux qui travaillent et n'arrivent pas à subvenir au strict minimum de leurs besoins, mais le couffin du Ramadan, à travers la presse et les communes, nous donne une idée sur ce désastre qui nous guette !!

La pauvreté continue à augmenter. Aujourd'hui, dans ce pays rentier, les personnes ont besoin de l'aide alimentaire de la Croix-Rouge et du couffin de Ramadhan, nous disent quelque chose qui n'est pas bonne : (le pauvre s'appauvrit et le riche s'enrichit, de plus en plus).

Pour les riches, la crise, la rente, a, en tout cas, été une bénédiction et une aubaine pour eux. Les « individus très riches » (avec des moyens d'investissements potentiels) ont vu leur richesse croître dans la pure spéculation, dans la médiocrité des réalisations des marchés, dans le trafic des stupéfiants, dans le business informel... Clairement, ce n'est pas la crise pour tout le monde.

Par conséquent, un immense fossé sépare les riches des pauvres, l'enfante un danger, au niveau, de la crise (politique, sociale, économique et culturelle), davantage dissimulé (période d'incubation) et faisant des scénarios à l'hollywoodienne entre DRS - Armée et présidence, en dehors du peuple et de la société civile, ces deux derniers sont mis en écart du jeu. L'inégalité économique croissante et le recul des bas et moyens revenus suscitent le mécontentement et l'agitation dans une large couche de la population. Il existe une possibilité haute, à très haute agitation et de révolte, comparable à celles des Printemps arabe et aux révolutions de couleurs.

Le pouvoir, le régime, l'Etat, le gouvernement et l'administration n'ont pas, encore, réalisé, à ce jour, devant ce cataclysme économique et social qu'il ne s'agit pas, ici, d'un abus sur droit ou d'un « passing-shot » modulé par quatre régulateurs à savoir : la violence, le football, l'islamisme et le visa, mais bien d'une erreur de système global de gouvernance, semblable à un vice de construction. Il est grand temps pour que les choses retrouvent l'équité...

Pourquoi cet ancrage de la centralisation bureaucratique en Algérie ?



Par Reghis Rabah*

En effet, l'allure du bâtiment re gardée de l'extérieur est imposante, voire impressionnante et laisse penser au premier vi siteur qu'il trouvera tout ce dont il a besoin pour régler ces petits soucis de paperasse. Mais il ne se doute à aucun moment du parcours du combattant qui l'attend. Cet auguste bâtiment blanc de style mauresque qui pourrait être le symbole et le prestige des Algériens montre ostensiblement, néanmoins, un point faible au niveau de son service d'état civil. Chaque jour, c'est le même calvaire qui se répète pour les Algériens qui ont la «malchance» d'être nés à l'étranger ou contraints d'envoyer des papiers à leur parents ou enfants. Si le ministère de l'Intérieur a réussi à décentraliser la légalisation de documents relevant de son secteur comme les extraits de naissance, les fiches familiales, les certificats de résidence, les attestations de célibataires etc. aux différentes daïras réparties à travers le territoire national, les autres ministères et en premier lieu celui des Affaires étrangères continuent à sévir dans la centralisation bureaucratique. Les 48 wilayas sont concentrées à Alger. Même ceux qui résident à Bechar, Tamanrasset ou Constantine sont obligés de faire le déplacement jusqu'à Alger, dans des conditions, au demeurant, épiques, pour se faire établir un extrait de naissance n°12, un «12-S» ou éventuellement légaliser un document à présenter à n'importe quel ambassade ou consulat étranger.

D'ABORD POURQUOI UN SI GRAND SIÈGE ?

Cet édifice s'étend sur près 7 hectares. Il est composé d'un ensemble de 9 bâtiments érigés autour de deux grandes cours intérieures, avec un aménagement extérieur couvrant une surface de 53.000 m². Il comprend également une salle de «crise» d'une superficie de 510 m² et des espaces destinés aux services de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), de la Poste, des services médicaux et sociaux et d'Air Algérie sans compter bien entendu les services de sécurité. Cet immense palais paraît bien trop grand pour abriter un seul ministère. Il peut contenir aussi le Premier ministre et le ministère de l'Intérieur, toujours implantés au cœur de la capitale dans l'ancien siège du Gouvernement général colonial, transformé en bunker et qui gêne la circulation automobile au centre-ville. Ce vestige colonial pourrait trouver une autre utilité pour au moins rendre Alger-centre agréable pour ceux qui y vivent. Cet ensemble, avec 12 directions générales, une bibliothèque, une médiathèque, des services sociaux, aurait coûté plus de 18 milliards de dinars le m² quant à lui s'écarte de près de 4 fois la moyenne nationale estimée à 55 000 DA

DANS CET IMMENSE ESPACE, QUE RÉSERVE-T-ON POUR LES NATIONAUX ?

L'état civil de ce ministère est confiné dans une petite salle de 3 m sur 6 m soit à peine 18 m² pour les centaines d'Algériens qui le visitent chaque jours entre 9 heures et 13 heures. Ce minuscule espace bordé par une bandelette de sécurité et des guichets doit assurer comme indiqué dans des panneaux 3 services : délivrer les 12S, les attestations d'immatriculation consulaires et enfin le plus important, la légalisation des divers documents d'état civil, diplômes et autres. 30 chaises y sont disponibles mais les usagers devront rester debout entassés les uns sur les autres pour pouvoir entendre les appels inaudibles des agents qui leur remettent leur documents une fois signés par un responsable qui fait des rondes toutes les heures, parfois moins. Le couloir à l'extérieur de cette toute petite salle est spacieux mais les administrés ne peuvent sortir pour souffler un peu au risque de rater l'appel, auquel cas ils auront à



Le nouveau siège du ministère des Affaires étrangères construit sur le plateau des Annassers sur les hauteurs d'Alger n'a pas réglé pour autant les problèmes d'exiguïté et de stationnement rencontrés par les citoyens usagers lorsqu'il était au Golf.

passer toute la matinée pour espérer que l'agent refasse l'appel ou perdre carrément leurs documents car aucun accusé de réception ne leur est donné lors de leur remise pour légalisation. Il est onze heures du matin, un jeune doctorant en mathématiques à Bab Ezzouar, avance avec une pile de documents à légaliser, il avait le numéro 461. Il a raconté qu'il devait se rendre en Espagne pour présenter une communication dans le cadre du diplôme qu'il prépare. Le pays d'accueil lui a exigé non seulement des papiers d'état civil mais aussi une légalisation complète de tous ses diplômes depuis le bac. Il est passé par la daïra de son lieu de résidence, le ministère de l'Éducation nationale, celui de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique et enfin celui de la Justice pour atterrir avec tous les papiers aux Affaires étrangères dans lequel il attendait son tour depuis plus de deux heures. Mais ce jour-là, il n'a pas eu de chance car celui qui lui a signé la reconnaissance de ses diplômes à l'Enseignement supérieur n'a pas apposé sa griffe, donc ils ne sont pas recevables aux Affaires étrangères. Le concerné, visiblement énervé, n'a pas voulu retourner sans vider son cœur par cette journée ramadanesque très chaude. Il a profité de l'occasion de la présence du chef de service pour lui rappeler que ses documents comportaient le cachet du ministère de l'Enseignement supérieur, cela devrait suffire pour les services des Affaires étrangères car les institutions sont plus importantes que la simple griffe de ceux qui les représentent. Si ceci paraissait logique aux yeux d'un mathématicien, il ne l'était pas pour le chef de service qui lui a répondu sèchement qu'il se cassait la tête pour rien et que crier ne résoudra pas son problème car il devra retourner au ministère concerné pour compléter sa légalisation. Il a fini par abdiquer dans l'espoir de faire le trajet Kouba - Ben Aknoun en deux heures pour revenir avant 13 heures car le délai d'envoi de son dossier est éminent au risque de perdre cette opportunité pour son avenir. Un autre jeune homme, visiblement inquiet s'est avancé vers la foule pour leur demander si son extrait de naissance en français et son attestation de célibataire sont légalisables et quelqu'un de lui répondre d'aller se renseigner au guichet au lieu de perdre son temps à attendre, peut-être pour rien. Mais en allant, une surprise l'attendait : ses papiers n'étaient pas validés par le ministère de l'Intérieur. On ne lui a donné aucune orientation. En revenant, il racontait qu'il venait de Constantine par bus et qu'il a roulé toute la nuit en dépensant près de 3000 DA entre bouffe et transport et qu'il comptait retourner le soir même pour éviter des frais d'un hôtel. C'est un jeune chômeur qui espère se rendre en Belgique pour se marier et ces papiers lui sont exigés pour obtenir un visa. La foule se solidarise et un jeune émigré en Espagne qui habite aux Annassers pas loin du MAE lui propose d'attendre qu'il récupère ses papiers en signature, il pourrait le déposer à la daïra d'Hussein Dey qui reste la plus proche pour valider ces documents et éventuellement retourner par taxi aux Affaires étrangères. Le parcours et l'opération en elle-même paraissent impossibles à faire en

deux heures mais qui ne tente rien n'a rien. Toute la question : ce pauvre jeune homme va-t-il trouver le chef de daïra disponible pour les lui signer ?

MÊME À L'EXTÉRIEUR LE CALVAIRE N'EN FINIT PAS

Les deux entrées du ministère des Affaires étrangères sont mitoyens d'un espace aussi grand qu'il vous donne le vertige mais aucun bus ni parc de stationnement pour permettre à un usager véhiculé de stationner pour rentrer à l'aise sans se soucier du retour. Si vous venez par véhicule particulier, soit un chauffeur vous dépose puis continue de faire la ronde jusqu'à votre sortie. Cela pourrait prendre jusqu'à trois heures. Ou se diriger à la cité des Annassers la plus proche située à huit cents mètres pour stationner chez les jeunes concessionnaires de parkings qui profitent de la situation pour demander jusqu'à 100 DA sans pour autant vous garantir la moindre assurance que vous ne serez pas volé. Les centaines de mètres qui vous séparent du MAE sont à faire à pieds soit en période de forte chaleur ou en pluie abondante. Juste en face de la rentrée du service d'état civil, se trouve au bord de la route un parking d'une cinquantaine de mètres de longueur sur 3 mètres de largeur réservé uniquement aux véhicules de plaques d'immatriculation couleur diplomatique. Deux policiers dont la mission principale est de faire circuler toutes les 4 roues qui ne font partie de la catégorie sus-citée et ceci avec toutes les difficultés qui en découlent : quelqu'un demande une minute pour une urgence, l'autre fait descendre un passager en jouant à cache-cache, et un troisième pourrait être un pistonné qui se fait passer aux yeux des citoyens présents sur place pour une autorité etc. Les taxieurs de l'autre côté de la route guettent des clients qui sortent pour leur demander pas moins de 500 DA pour un simple aller. Ce matin-là, parmi tous les véhicules immatriculés aux couleurs diplomatiques, est parquée une Chevrolet grise immatriculée à Oran, y sont assis en somnolant deux jeunes bruns costaux, de toute apparence immigrés. Le policier en service ne dit rien mais une demi-heure après est sortie une femme, leur mère sans doute. En échangeant quelques mots avec ses enfants, elle s'est mise à crier en mouillant sa tête avec une bouteille d'eau car elle paraissait très fatiguée. Ses enfants lui ont appris que la ronde des agents de la Sûreté nationale est passée pendant qu'ils se garaient pour l'attendre et ont pris les papiers de la voiture. Maintenant, il va falloir attendre la prochaine ronde pour espérer les récupérer. Le poste de police, voyant le milieu de la journée qui approche et le soleil qui monte et fait monter la chaleur ont tenté plusieurs appels à leurs collègues par radio, en vain. Les pauvres ont dû attendre près d'une heure pour voir le brigadier revenir extrêmement énervé d'être dérangé en plein soleil pour remettre les papiers des contribuables qui se sont acquittés de leur procès. Le jeune chauffeur n'a pas manqué de se montrer désobligeant en prenant la route.

QUELLE LEÇON TIRER DE TOUS CES CALVAIRES ?

On sait que les procédures bureaucratiques ont été inculquées par la puissance coloniale. Le terme bureaucratie est d'origine française. Sa racine est «bureau». Le concept permet de désigner l'organisation qui est réglementée par des normes visant un ordre rationnel dans la gestion et la distribution de ses affaires. Elle est également l'ensemble des fonctionnaires publics, bien que le terme ait une connotation négative: on entend par bureaucratie l'administration inefficace due à toute une panoplie de papiers et de formalités, ainsi que l'influence excessive des fonctionnaires dans les affaires publiques. Mais tout porte à croire que les pays européens s'en débarrassent progressivement pendant que les anciennes colonies notamment africaines l'enracinent pour en faire un tremplin pour les pratiques illégales et surtout la corruption. Aujourd'hui dans les pays du vieux continent, toute cette paperasse se fait en ligne, chaque personne possède sa propre immatriculation citoyenne. N'en parlons pas des Anglo-Saxons qui la pratiquent depuis bien longtemps. Ces pays ont compris qu'il est contre-productif de charger le citoyen par des procédures bureaucratiques. Alors dans quel but les autres la maintiennent, voire même insistent pour l'ancrer dans le tissu social ? On a l'impression qu'un pouvoir occulte caché souvent sous le vocable « législateur » crée des lois et des procédures pour mettre face à face administrateurs et administrés en perpétuel conflit. Les premiers sont maintenus dans un espace restreint par des lois et des procédures rigides. Ceci bloque tout esprit d'initiative. Un chef de service qui constate qu'un de ses guichets est surchargé pendant qu'un autre roule les pouces n'a pas le pouvoir de faire des changements prétextant les procédures réglementaires. Sonelgaz par exemple, lorsqu'elle n'a pas de réseau, ferme ses guichets au public alors qu'elle peut procéder au paiement manuel mais qui doit prendre l'initiative, nous dit-on ? Cette rigidité dans les procédures bureaucratiques favorise l'état d'exception et ouvre par la même occasion des brèches à des pratiques de corruption. Cela ne veut pas dire que tous les fonctionnaires sont corrompus mais des ouvertures existent pour les opportunistes et il y en a. Bien que la majorité des fonctionnaires soit victime au même titre que les citoyens de ces procédures, les bons paient pour les mauvais pour entacher toutes les institutions publiques. Les seconds, qui sont les citoyens eux-mêmes, se sentent humiliés. Ne pouvant rien faire, ils se replient sur eux-mêmes en développant une agressivité et s'éloignent de l'esprit patriotique. Il regardent leur environnement en noir. Avec le temps, ce comportement les rend hébétés, passifs et acceptant tout. Ils deviennent en définitif narcissiques et désintéressés du corps social. Il se trouve que cette situation arrange le pouvoir législateur de gérer des robots manipulables au lieu d'une population consciente. C'est justement le but recherché par tout pouvoir autocratique.

*Consultant, économiste pétrolier

«Aux innocents, les mains pleines»

Le Mal n'est pas un concept scientifique avec une signification fixe, mais l'idée du Mal est un héritage culturel partagé par l'Humanité.



Par Mourad Benachennou

L'essence du Mal est la destruction des êtres humains. Cela inclut, non seulement, le meurtre, mais également la création de conditions qui détruisent, matériellement ou psychologiquement, les personnes ou réduisent leur dignité. Par Mal, j'entends les actions qui ont de telles conséquences. On ne peut pas juger le Mal par les intentions conscientes, parce que les distorsions psychologiques tendent à cacher leurs vraies intentions chez les «perpétrateurs» eux-mêmes... Les «perpétrateurs» du Mal... le considèrent comme nécessaire ou comme servant un plus haut Bien. De plus, les gens ont tendance à cacher, des autres, leurs mauvaises intentions et à justifier leurs mauvaises actions par des idéaux élevés ou par la mauvaise nature de leurs victimes. (Ervin Staub (1989: The Roots of Evil, The Origin of Genocide and Other Group Violence. Cambridge University Press, p. 25)

Les récents événements tragiques qui se sont déroulés dans notre proche environnement géopolitique, ont relancé, dans certains milieux officiels aux cœurs, particulièrement sensibles, et aux hautes valeurs morales, toutes imbuës d'humanisme, comme d'humanité, et profondément ancrées dans leur civilisation, le débat sur la guerre des civilisations et la barbarie.

LE GÉNOCIDÉ, FORME EXTRÊME DE LA BARBARIE

La barbarie, qui est la forme extrême du Mal, auquel l'auteur de la citation donnée en chapeau de la contribution, a ses degrés. Et il serait difficile pour ceux qui se targuent de représenter ce qui peut y avoir de mieux chez l'être humain, de ne pas reconnaître que la forme suprême de la barbarie est le génocide. Car l'objectif du génocide est, non de faire du mal à un ou plusieurs individus qui se trouvent être au mauvais endroit et au mauvais moment, non seulement de manifester l'intention de détruire, systématiquement, une collectivité humaine, d'en effacer toute présence sur cette planète, mais également d'être capable de mobiliser et d'utiliser les moyens, à la fois, politiques et matériels pour mettre à exécution et réussir cette destruction.

UN GÉNOCIDÉ N'EST PAS UNE « PME »

Un génocide n'est pas une « petite et moyenne entreprise ». Ce n'est pas non plus une addition d'actes de barbarie, plus ou moins opportunistes, destinés à faire le maximum de mal aux membres d'un groupe que l'on veut faire disparaître de la face de la terre. Ce n'est pas un ensemble d'actions isolées, perpétrées par des groupuscules clandestins, plus ou moins coordonnés, qui agiraient dans l'ombre et au gré des circonstances, en lançant des opérations, plus ou moins, bien ou mal, préparées et aux résultats, au vu de l'objectif plus ou moins positif. En bref, un génocide ne peut pas être le fait de petits groupes isolés de la société dans laquelle ils agissent. Un génocide est - et ne peut être par la nature même de ses objectifs - le fait d'individus, si bien nantis intellectuellement ou matériellement qu'ils soient.

DERRIÈRE TOUT GÉNOCIDÉ, IL Y A UN ETAT ORGANISÉ ET RECONNU, INTERNATIONALEMENT

Un génocide ne peut être perpétré que par une collectivité humaine organisée en Etat. Derrière tout génocide, il y a un Etat, capable de mobiliser sa collectivité, au profit de cet acte de suprême barbarie, de prendre, au nom et pour le compte de cette collectivité, dont le salut ne viendrait que de l'élimination totale de la collectivité visée par le génocide, les mesures de types législatif, financier, idéologique, informationnel, administratif et militaire, nécessaires pour la réussite de ce projet. Tout projet génocide implique, par définition, un état dans sa totalité, et, au vu de l'ampleur de la tâche d'annihilation, la mobilisation de toute la puissance dont même le faible des Etats est seul capable d'effectuer. Si important que soit le potentiel synergétique d'une collectivité humaine, et si urgent que soit son envie de détruire une autre collectivité, en son sens, elle ne peut aboutir à rien sans l'engagement direct de l'Etat qui l'incarne.

L'ETAT MAINTIEN L'ORDRE ET PEUT ORGANISER LE DÉSORDRE

L'Etat maintient l'ordre, comme il peut organiser le désordre, nécessaire à l'aboutissement de son projet génocide, quelque engagée que soit sa

propre population dans les actions de perpétration de ce génocide. Là où il a génocide, même sous la forme d'émeutes « spontanées », d'attaques « provoquées », contre le groupe ethnique ou religieux visé, de boycott et d'isolement social de ce groupe, il y a un Etat qui encourage, finance, arme et organise, même lorsqu'il se cache derrière des « groupes extrémistes », religieux ou politiques, qui pourraient laisser croire que cet Etat ne serait pour rien dans ces actions.

Les « génocidaires » ne sont pas des « criminels » dont les intentions ne seraient pas partagées par un Etat au-dessus de la mêlée, et qui tenterait de rétablir un minimum de sérénité dans les relations entre différents groupes antagonistes, échappant totalement, à son contrôle. Sans intervention directe et indirecte de l'Etat, il ne peut y avoir de génocide.

L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES GÉNOCIDES, UNE LOI D'AIRAIN

Cette loi d'airain, qui constitue une grille d'analyse universelle, est prouvée, sur le terrain, par tous les génocides passés, présents et à venir. Sa validité a été démontrée par le génocide à échelle industrielle mené, entre 1939 et 1945, par l'un des Etats-phares de la civilisation occidentale, entreprise dans laquelle de nombreux Etats appartenant à la même civilisation que lui, dont il est inutile de rappeler la liste, par simple charité religieuse, ont trempé avec allégresse et quasi-spontanément, les mains.

Et même si les organisations religieuses y jouent un rôle avéré, rien de Mal ne peut se faire sans qu'elles aient l'appui d'un Etat, qu'il déclare sa neutralité religieuse ou qu'il proclame sa foi.

LA RELIGION AU SERVICE DES GÉNOCIDES

Les différents génocides perpétrés contre les Tutsis dans certains pays des Grands Lacs, au cours de la dernière décennie du siècle dernier- et dans lesquels la Sainte Eglise catholique universelle n'a pas fait preuve des vertus chrétiennes, enseignées par le « Christ-sauveur », dans les quatre évangiles reconnus, constituent, également, une confirmation de cette loi (voir **L'Eglise catholique et le génocide des Tutsis : de l'idéologie à la négation**, Par Jean Damascène Bizimana, Docteur en Droit de l'Université de Toulouse I, auteur du livre *L'Eglise et le génocide au Rwanda : Les Pères blancs et le négationnisme*. Ancien membre de la Commission rwandaise d'enquête sur le rôle de la France, dans le génocide, mis en ligne le 21 octobre 2008)

Le génocide contre le peuple slave bosniaque musulman n'aurait pas pu être mis en œuvre, sans la complicité de plusieurs Etats et la bénédiction de l'Eglise orthodoxe. Le génocide du peuple palestinien, toujours en cours, n'est possible que du fait des actes de l'Etat d'Israël, et en application des enseignements du « Deutéronome », tel que compris par le clergé rabbinique.

UNE JUNTE MILITAIRE CONSTITUTIONNALISÉE

La même grille d'analyses peut s'appliquer au génocide en cours d'achèvement de la minorité musulmane Rohingya, en Birmanie, dont, pourtant, certains observateurs « objectifs et avertis », vantent les changements politiques récents. Les Birmanes qui sont plus au fait de ce qui se passent dans le pays continuent pourtant à qualifier de junte militaire le gouvernement birman, mais également à l'accuser de n'avoir pas changé de politique à l'égard de ses minorités ethniques et religieuses, dont les Rohingyas.

Pour ces hommes qui ont l'avantage de connaître la langue du pays, l'ouverture politique affichée n'est qu'un trompe-l'œil facile à confirmer lorsqu'on lit la fameuse constitution du 8 avril 2008, malgré les affirmations élogieuses des représentants de cette Union, tant au niveau du Comité des Nations unies pour les droits de l'Homme, qu'au niveau des réunions de « dialogues » tenues avec les officiels de ce pays. Cette junte est, sous un nom ou un autre, au pouvoir depuis le coup d'état militaire de Ne Win en 1982. Ainsi, dans un article intitulé : « Brève analyse de la Constitution birmane (2008), paru dans une publication de la Fédération internationale des droits de l'Homme (site Internet FIDH, Bangkok, Mai 2009, pp. 53-59) », et regroupant des interventions faites par des juristes internationaux sur le système politico-juridique mis en place par la junte birmane en 2008, Hang Htoo, secrétaire général du Conseil de l'Ordre des Avocats de Birmanie, démontre, sans réserve, que la Junte militaire a, sans changer de nature, simplement constitutionnalisé son pouvoir sans partage, et affirme ce qui suit pour ce qui concerne la situation des minorités ethniques, dont les Rohingyas font partie:

« Discrimination raciale: la majorité des organisations de résistance des ethnies non-birmanes pensent que la Constitution de 2008 exacerbera la discrimination raciale, le droit à la vie et à la liberté des nationalités ethniques continuera à être violé, de même que empireront les souffrances des nationalités ethniques, comme le travail forcé, le transfert brutal des populations, la torture, les viols, les disparitions forcées, les meurtres organisés, la destruction extensive et la confiscation des propriétés, des récoltes, des stocks de produits alimentaires (de même que leur destruction), la conscription forcée de enfants-soldats.»(p.57) Rien dans les décisions de la Junte, depuis 2008, n'est venu apporter un démenti, tant à l'analyse de ce juriste birman, quant à la réalité de l'ouverture politique, dont la Constitution ne donne aucune preuve, qu'à la politique de cette Junte, à l'égard des minorités non-birmanes, dont la plus maltraitée continue à être celle des Rohingyas.

UNE UNION EUROPÉENNE « NÉGATIONNISTE »

Et pourtant, l'Union européenne, qui se veut l'incarnation des droits de l'Homme, dans ce qu'il y a de plus parfait, tient à faire croire, malgré les multiples preuves du contraire, qu'en fait non seulement le génocide des Rohingyas, en marche depuis déjà plus de quarante années, échappe à cette loi d'airain développée plus haut, mais qu'il pourrait être réduit d'un côté à un conflit religieux entre deux communautés religieuses, entre lesquelles l'Etat birman se poserait en arbitre, hélas! impuissant au vu de ses « faibles capacités de maintien de l'ordre public, » et de l'autre à un problème de gestion « d'un groupe d'émigrés clandestins, » qui tenteraient, à tout prix, d'obtenir l'égalité juridique avec les citoyens de plein droit.

Voici ce que déclare le document officiel de l'Union européenne définissant sa politique à l'égard du « Myanmar nouveau »:

« Le Myanmar/Birmanie s'est embarqué dans un processus remarquable de réformes sous le nouveau gouvernement qui a pris le pouvoir en mars 2011, processus significatif, à la fois, pour son propre peuple et pour la région. La prise en charge l'héritage de conflits, de pauvreté, d'oppression et de faibles organisations, constituent l'ouvrage de décennies. L'Union européenne qui a appelé, pendant des années, au changement et à l'imposition de sanctions- a la responsabilité d'aider. De même, les expériences européennes et les leçons apprises en ce qui concerne la transition politique et la démocratisation pourraient être activement partagées. »

Quelles sont les sources sur lesquelles s'appuie le document de l'Union européenne, daté du 22 juillet 2013, d'où est tirée la citation donnée plus haut, et qui constitue le cadre des relations entre ce groupe de pays, hauts lieux de la civilisation et de l'humanisme, comme de barrage contre la barbarie extrême qu'est le génocide? Il y a quelque part, dans un anti-monde cher aux métaphysiciens du post-modernisme, une Birmanie fictive que seule l'Union européenne connaît, et avec laquelle elle entretient des relations d'amour et de compréhension, et dans notre monde Birmanie d'extrême violence religieuse, d'intolérance, de rejet des notions les plus élémentaires des droits de l'Homme, que décrivent des milliers d'articles de journaux, appartenant à toutes les langues connues, de rapports détaillés d'organisations non gouvernementales, sur la réalité des souffrances et des exactions comme des crimes perpétrés par la Junte.

UN VOYAGE DE MILLE LI QUI A COMMENCÉ PAR UN PAS EN ARRIÈRE !

Effectivement, comme le dit le fameux proverbe chinois: « Un voyage de Mille Li commence par un premier pas. » Le problème est que, non seulement, la Constitution birmane, comme le prouve, amplement, le juriste birman cité plus haut, est le contraire d'une ouverture politique, mais également la politique de la Junte à l'égard des minorités ethniques n'a pas changé d'un iota, la preuve étant, s'il en fallait une supplémentaire, les lois sur « la Race et la Religion » votées le 7 juillet 2015 par le Parlement birman, et inspirées directement des fameuses lois nazies, dites lois de Nuremberg, passées le 15 septembre 1935 par le Reichstag, interdisant les mariages inter-raciaux et limitant le droit à la citoyenneté des enfants de couples mixtes, mais ajoutant des mesures de limitation des naissances chez les minorités et que ces lois nazies ne comportaient pas.

LA PROPAGANDE GÉNOCIDÉ DE LA JUNTE DIFFUSÉE PAR DES MÉDIAS OFFICIELS

Ce n'est pas la Birmanie qui s'est alignée sur les critères « civilisationnels, portés par l'Union européenne, mais cette dernière qui a pris en charge la défense des lois raciales de la Junte, faisant des mé-

dias officiels des instruments de propagande de ses thèses. Il suffit de voir sur TV5 Monde (cf p.e. le journal télévisé de 20 h daté du 11 juillet 2015, qui met tout le tords du génocide en cours des Rohingyas sur la hiérarchie bouddhiste birmane et suggère que le projet génocide des Rohingyas peut être combattu par des « selfies » publiés sur Facebook !), ou d'écouter sur les radios publiques officielles la présentation de ce génocide.

Une émission de France-culture, consacrée à la propagande défendant le bien-fondé de la politique étrangère française, sous le couvert d'analyses « d'experts objectifs et bien informés, » a tenté d'expliquer à ses auditeurs le problème des Rohingyas. Les médias officiels birmanes pourraient, sans risques, pour leurs animateurs, rediffuser cette émission in extenso, car, bien qu'animée par un maître de conférence, au prestigieux Institut d'Etudes politiques de Paris, avec la collaboration d'une « comparse » de haute compétence intellectuelle, et en fonction dans la même institution, elle n'a fait que reprendre, in extenso, et en français, toute la thématique justificative de la Junte, qui se résume dans l'introduction de l'animateur de l'émission. (Les Enjeux Internationaux, Thierry Garcin, le 10 juin 2015 de 18:45 à 18:57)

« La question des Rohingyas est plus complexe qu'il n'y paraît. Musulmans dans la Birmanie bouddhiste, les Rohingyas sont originaires du Bangladesh. Installés (depuis quand ?) sur la façade nord-ouest de la Birmanie, dans la province d'Arakan, ils peuvent vivre dans des camps de réfugiés chez eux, sont des citoyens de second ordre et ne votent pas.» Cette présentation, d'apparence neutre, passe sous silence la loi birmane sur la citoyenneté, datant de 1982, qui exclut les Rohingyas des droits civiques dont ils jouissaient pleinement entre 1948 et cette date, laisse entendre que leur arrivée en Birmanie date de la création du Bangladesh, Etat créé en 1972, tout en faisant allusion à une certaine sympathie de sa part, (et on laisse juger, le lecteur intéressé) pour leur cause, le présentateur affirme, sans ambages, que ce seraient des émigrés clandestins nouvellement arrivés sur le territoire birman qui ne sauraient donc bénéficier de la citoyenneté birmane.

UNE PRÉSENTATION AUSSI DUPLICE QUE LA POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE VIS-À-VIS DE LA JUNTE BIRMANE

Le présentateur, tout comme son interlocuteur, est un fonctionnaire de l'Etat et ne fait que défendre, non une vérité qui correspondrait à la réalité du terrain et qui serait fondée sur une analyse approfondie de faits démontrés, mais une version politique conçue, en conformité avec la ligne officielle de l'Union européenne, et qui n'a donc rien d'académique, en dehors des titres universitaires du présentateur et de sa « comparse. » C'est une présentation d'une duplicité toute en finesse qui va constituer le fil de la discussion avec l'invité, mais dont la conclusion finale se trouve en plein accord avec la thèse officielle des autorités birmanes, innocentes du crime de génocide, jamais d'ailleurs prononcé au cours de l'émission, et même présentées comme victimes, à la fois d'une émigration « illégale, » et du « fanatisme de la hiérarchie bouddhiste, » en pleine harmonie avec l'opinion publique birmane, qui aurait toutes les raisons de craindre une « invasion musulmane. » Il faut reconnaître que cette émission constitue une chef-d'œuvre de falsification de l'histoire et de la situation actuelle, en Birmanie, une manipulation destinée à rassurer l'auditeur moyen français que les autorités de son pays, dans leurs relations « amoureuses » avec la Junte birmane, ne violeraient aucune des valeurs civilisationnelles que la France incarnerait.

EN CONCLUSION :

Si l'Union européenne ne voit pas le mal et la mal-faisance officiels qui règnent en Birmanie, et fait preuve de tant de naïveté, vis-à-vis de la Junte birmane, de ses fausses promesses d'ouverture politique et d'amélioration des conditions des droits de l'Homme, tout comme de cessation de sa politique de génocide des Rohingyas et de diabolisation et d'isolement de la faible minorité musulmane, qui est la seule à ne pas utiliser la violence pour imposer le respect de ses droits dans ce pays, c'est probablement en référence à la fameuse phrase de « Christ-sauveur : Aux innocents les mains pleines. »

Car la barbarie, dans son sens le plus complet du terme, continue à être le guide idéologique de la Junte birmane. Et, quand certains font référence à la guerre des civilisations, sans doute font-ils allusion à la guerre barbare que mène la Junte birmane contre toutes les valeurs si chères à l'âme occidentale qui justifie, cimente et meut l'Union européenne. Il ne leur reste donc plus qu'à imposer à leur gouvernement d'ajuster sa politique vis-à-vis de la Junte birmane, sur la base de ces valeurs. Ils ont, en plus, le pouvoir, et, quoique se réclamant d'une laïcité pure et dure, même le « devoir religieux, » de le faire !

la **Chronique**
de Paris

Par Pierre Morville



Morne lassitude dans les rues d'Athènes, manifestations de joie et coups de klaxon à Téhéran

Pour les Grecs, ça ne rigole pas. Malgré des efforts de médiation de François Hollande qui a su au moins éviter un humiliant et catastrophique Grexit. Mais l'addition reste très lourde pour Athènes : pour «rétablir la confiance», perdue aux yeux de l'Union européenne, la Grèce est condamnée à «légiférer sans délai», indique le texte de l'accord signé lundi. En deux jours, elle doit «rationaliser le système de TVA et élargir sa base pour augmenter ses revenus», «améliorer la soutenabilité du système de retraites», «assurer l'indépendance de l'institut statistique Elstat», «mettre en place une Autorité fiscale indépendante et un mécanisme de réduction automatique des dépenses en cas de ratage des objectifs budgétaires». Le gouvernement doit aussi «mettre en œuvre un programme de privatisation plus développé», à travers la création d'un fonds de privatisation : «les actifs grecs de valeur seront transférés à un fonds indépendant qui les monétisera par des privatisations ou d'autres moyens» : Wolfgang Schäuble, l'intraitable ministre de l'économie allemand, a exigé que ce Fonds doive générer 50 milliards d'euros, dont 50 % serviront à recapitaliser les banques grecques au bord de l'asphyxie financière. 12,5 milliards serviront au désendettement et 12,5 milliards pour des investissements. Ce fonds sera basé en Grèce et sera géré par les autorités grecques sous bien sûr, la «supervision» tatillonne des autorités européennes.

Ces mesures doivent être mises en place avant même que l'on commence très éventuellement à discuter d'un plan d'aide.

De plus, d'ici le 22 juillet, la Grèce devra également revoir certaines des mesures adoptées par le gouvernement d'Alexis Tsipras qui sont contrairement aux engagements des précédents gouvernements grecs. Le texte ne précise pas lesquelles. Cela sera donc discuté au cas par cas. Souveraineté ? Vous avez dit «souveraineté» ?

LA CURÉE

En échange, la «Troïka» (FMI, Banque Centrale européenne, Commission européenne), de retour, s'engage, dans un grand flou artistique sur les modalités concrètes, à investir 82 à 86 milliards de financement (le FMI pour 1,5 milliard), en Grèce ... mais d'ici à la fin 2018. Les sommes transiteront par le fonds d'intervention de l'UE, le MES, Mécanisme européen de stabilité. Sur tous les dossiers, la Troïka veillera quotidiennement à ce que le fourbe et dépensier gouvernement grec ne sorte pas de l'austère voie sacrée de la rémission des péchés par le fouet.

«Athènes met en gage sa souveraineté», annonce Libération. Il est vrai qu'Alexis Tsipras est contraint de proposer aux Grecs un chapelet de mesures pires que celles qu'ils avaient refusé lors du dernier référendum, le 5 juillet ! Le 1^{er} ministre grec qui se disait hier «contraint» d'avoir «signé un mauvais accord», pourra-t-il juste faire valoir d'avoir évité le Grexit et la faillite de son pays et d'avoir obtenu le maintien du siège du Fonds en Grèce (et non son transfert surréaliste au Luxembourg, paradis fiscal, comme l'Eurogroupe l'avait exigé). Quand à la dette, pas question pour l'Union européenne, d'en réduire la voilure : en clair, les Grecs empruntent à nouveau à leurs créanciers pour rembourser une partie des dettes envers ceux-ci, avec en sus les intérêts ! En clair également, l'argent ne servira pas à investir dans l'économie grecque, pour dynamiser l'offre et la demande pour reconstruire l'emploi, pour lui permettre enfin de sortir de la stagnation et de l'endettement ! Quelle importance, puisque les entreprises grecques, le système électrique, les aéroports (Tiens ! La compagnie aérienne allemande est plus qu'intéressée) vont être privatisés. Comme les petites îles grecques sont mis en vente...

L'UE avait mal pris l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement très à gauche, elle s'était empourprée à l'annonce du Non du référendum du 5 juillet, elle a décidé de prendre sa revanche : les Grecs paieront ou alors, c'est la sortie de l'UE et la ruine pure et simple ! Côté économique on ne fait même pas mine de croire

Accords : Athènes pleure, Téhéran rit



cent auprès d'elle. La baisse des taux d'intérêt est un soutien immédiat au secteur financier : les banques peuvent reconstituer leurs marges et les emprunteurs «à risques» doivent accepter des taux plus élevés. Important, pour les banques en besoin de financement, qui empruntent des liquidités à la BCE. Il est ensuite répercuté par ces mêmes banques, à des taux supérieurs, sur les intérêts des crédits qu'elles accordent à leurs propres clients. Par une réaction en chaîne, c'est finalement un outil monétaire qui permet à la BCE de contrôler la croissance et l'évolution des prix en zone euro : c'est la chute de l'inflation constatée en Europe mais aussi la forte hausse de l'endettement public et privé...

Curieusement, les taux d'intérêt ont baissé fortement dans toute l'Europe mais ceux de la Grèce d'abord, du Portugal, de l'Irlande ensuite, de l'Italie, de l'Espagne et de la Belgique ont fortement augmenté relativement aux taux des pays de référence (Allemagne, Pays-Bas, Finlande, France et Autriche). Ces hausses de taux signifient à la fois des emprunts des Etats à la BCE plus coûteux et des pertes de valeur de leur portefeuille. «L'évolution à venir de la dette d'un Etat dépend du taux d'intérêt auquel il peut emprunter; le taux d'intérêt dépend du jugement des créanciers sur la solvabilité, c'est-à-dire la trajectoire de dette future. La perception change le perçu. Une rumeur d'insolvabilité peut suffire, sans modification des fondamentaux (le solde primaire, la croissance), à créer l'insolvabilité induite par la hausse des taux d'intérêt. On parle alors de mécanisme auto-réalisateur», notait l'économiste Benjamin Carton.

Une baisse de l'écart de taux d'intérêt entre la zone euro et ses partenaires est aussi une indication pour le taux de change de l'euro face aux autres monnaies : l'euro est moins attractif qu'auparavant, car moins rémunérateur.

Des taux d'intérêt trop bas et un euro faible, une Europe trop endettée, tout cela n'arrange pas l'Allemagne qui, pays exportateur qui se fait payer en euros, et pays à faible démographie (avec un nombre croissant de retraités aisés), souhaite une remontée des taux, le retour à un euro fort et la mise au pas des pays «indisciplinés». Les taux négatifs pratiqués par la BCE, selon Berlin, épuisent les banques allemandes et mettent en danger la rémunération des épargnants. Des pressions de plus en plus fortes poussent Angela Merkel à revenir à un euro fort, quitte à mettre à la porte les Grecs !

«Pour y parvenir, il faut «nettoyer» la zone euro de ses éléments les plus faibles ou les plus rebelles. Le traitement réservé à la Grèce sert ici d'exemple public pour convaincre les membres de la zone euro (comme la France) et les non-membres de la détermination des Européens à remettre de l'ordre dans leurs économies», conclut Éric Verhaeghe, consultant.

Car l'Union européenne, chantre perpétuel de la démocratie, a montré que dans le quotidien, elle n'avait que foutre de l'opinion des peuples de ses états-membres ou de leurs référendums, et que l'euro n'est pas une monnaie commune mais une austérité commune, surtout pour les plus pauvres...

LES CALCULS ALLEMANDS

Car, derrière les grands discours vertueux sur la «nécessaire discipline commune», se cache des égoïsmes nationaux bien compris, et notamment allemands. Les politiques d'austérité en cours ont une origine historique récente, la grande crise financière de 2008 / 2010 où les grandes banques et autres institutions financières ont failli entraîner l'économie mondiale dans un collapsus total. Pour pallier, une seule solution a été retenue en Europe : la baisse des dépenses publiques et des taux d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne allège le coût de l'argent pour les banques qui se refinan-

cent auprès d'elle. La baisse des taux d'intérêt est un soutien immédiat au secteur financier : les banques peuvent reconstituer leurs marges et les emprunteurs «à risques» doivent accepter des taux plus élevés. Important, pour les banques en besoin de financement, qui empruntent des liquidités à la BCE. Il est ensuite répercuté par ces mêmes banques, à des taux supérieurs, sur les intérêts des crédits qu'elles accordent à leurs propres clients. Par une réaction en chaîne, c'est finalement un outil monétaire qui permet à la BCE de contrôler la croissance et l'évolution des prix en zone euro : c'est la chute de l'inflation constatée en Europe mais aussi la forte hausse de l'endettement public et privé...

cent auprès d'elle. La baisse des taux d'intérêt est un soutien immédiat au secteur financier : les banques peuvent reconstituer leurs marges et les emprunteurs «à risques» doivent accepter des taux plus élevés. Important, pour les banques en besoin de financement, qui empruntent des liquidités à la BCE. Il est ensuite répercuté par ces mêmes banques, à des taux supérieurs, sur les intérêts des crédits qu'elles accordent à leurs propres clients. Par une réaction en chaîne, c'est finalement un outil monétaire qui permet à la BCE de contrôler la croissance et l'évolution des prix en zone euro : c'est la chute de l'inflation constatée en Europe mais aussi la forte hausse de l'endettement public et privé...

cent auprès d'elle. La baisse des taux d'intérêt est un soutien immédiat au secteur financier : les banques peuvent reconstituer leurs marges et les emprunteurs «à risques» doivent accepter des taux plus élevés. Important, pour les banques en besoin de financement, qui empruntent des liquidités à la BCE. Il est ensuite répercuté par ces mêmes banques, à des taux supérieurs, sur les intérêts des crédits qu'elles accordent à leurs propres clients. Par une réaction en chaîne, c'est finalement un outil monétaire qui permet à la BCE de contrôler la croissance et l'évolution des prix en zone euro : c'est la chute de l'inflation constatée en Europe mais aussi la forte hausse de l'endettement public et privé...

IRAN : ACCORD HISTORIQUE

Trente-cinq ans après la rupture de leurs relations diplomatiques dans la foulée de la Révolution islamique de 1979 et de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran, après la longue guerre entamée par l'Irak avec le soutien occidental, les Etats-Unis et l'Iran ainsi que les autres pays négociateurs (Russie, Chine, Allemagne, GB et France), le «P5+1» - sont tombés d'accord, mardi, sur un document qui vise à empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire en échange d'une levée des sanctions qui étranglent littéralement l'économie iranienne.

«L'accord a été salué avec soulagement et joie par la rue iranienne. Il intervient au terme de 21 mois de négociations et d'un round final de 17 jours acharnés pour solder un dossier qui empoisonne les relations internationales depuis douze ans», note Le Parisien.

L'accord ouvre «de nouveaux horizons», a affirmé le président iranien Hassan Rohani, peu avant que Barack Obama ne salue depuis la Maison Blanche une victoire de la diplomatie mais un accord fondé sur «les vérifications, pas la confiance».

Il est vrai que le traité est d'abord le fruit de la volonté d'aboutir des deux hommes. Mais il doit être ratifié par le parlement iranien, l'aile dure du régime iranien n'a pas eu de cesse de dénoncer les concessions accordées aux Occidentaux et l'ayatollah Ali Khamenei n'a jamais caché sa très grande méfiance vis-à-vis des USA. Mais il doit être aussi validé par le Congrès américain, où les démocrates sont minoritaires... L'accord sera «très dur» à vendre au Congrès, a prévenu le leader républicain du Sénat, Mitch McConnell.

Sur le plan diplomatique et militaire, c'est néanmoins le 1^{er} réel apaisement dans un grand Moyen-Orient très troublé depuis des décennies. L'Iran va renforcer son influence régionale et cette redistribution des cartes déplaît autant à Israël qu'aux pays du Golfe.

Les Occidentaux et l'Iran (et d'autres pays de la région...) feront, à plus ou moins haute voix, front commun contre l'Etat islamiste-Daesh qui tentera de son côté de raviver les vraies / fausses tensions entre sunnites et chiites.

Seule mauvaise nouvelle, à cette étape : une nouvelle chute prévisible du pétrole, avec l'arrivée sur les marchés des stocks iraniens, quand la Banque d'Algérie révélait le 12 juillet que les recettes de pétrole et gaz du pays ont baissé de près de 50% au 1^{er} trimestre 2015, par rapport à l'an dernier.



Ooredoo vous souhaite Aid Moubarak

ooredoo



ooredoo.dz

Crise grecque : une certaine conception de l'Europe s'est éteinte à jamais

Par Anthony Escurat

C'est officiel, le Grexit est évité. Après plusieurs semaines d'après négociations et d'un suspense haletant, les dirigeants européens sont parvenus à un accord maintenant la République hellénique dans la zone euro. Une issue heureuse pour l'Europe certes, mais dont la construction européenne ne sortira pas indemne.

Depuis l'accession surprise d'Alexis Tsipras au Palais Maximos, se succèdent, un peu partout, en Europe, aux analyses laudatrices et flagorneuses des uns, les commentaires acariâtres et descendant des autres.

Des débats, la plupart du temps, manichéens, ad nauseam, faisant de la Grèce, tantôt le berceau du réveil des peuples européens contre la technocratie bruxelloise, tantôt le paria d'une Europe du Sud qui ne serait pas digne de ses voisins du Nord, traçant ainsi à gros traits et dans l'encre de l'ultralibéralisme, le plus fécond, une ligne Maginot sur les frontières européennes séparant l'orthodoxie d'un côté, la gabegie de l'autre.

La crise traversée, actuellement, par la Grèce et par l'Europe s'avère, pourtant, bien plus complexe que les tableaux clair-obscur que d'aucuns - experts en tout genre empreints de certitudes sans lendemain - se complaisent à broser depuis plusieurs mois. Dans ce tribunal politico-médiatique, se dressent, au premier rang, les figures tuméfiées du citoyen grec « dispendieux » et du fonctionnaire européen « intransigent », duo de coupables idéal, sans regardant en chiens de faïence, dans le box des accusés.

Derrière ces deux boucs émissaires « livrés aux chiens » se cachent, pourtant, les dirigeants du vieux continent, présidents d'institutions et commissaires européens, chefs d'État ou de gouvernement, dont le procès semble s'éloigner à mesure que le gouvernement grec paraphe les accords de l'Eurogroupe signés canon sur la tempe, chéquier dans la paume.

La question de la responsabilité des dirigeants européens se pose, pourtant, aujourd'hui, avec acuité. Sortir de cette crise suppose de regarder, en face, les raisons objectives qui nous y ont conduits et, le cas échéant, demander des comptes.

Certes, les Grecs ont triché, fraudé, maquillé, falsifié. Certes, ils ont profité des largesses offertes par l'euro et ses taux bas. Mais les gouvernants de l'UE, dans leur ensemble, ne sont pas non plus exempts de toutes responsabilités.

La première malhonnêteté des dirigeants européens a consisté à laisser croire à l'opinion européenne que la Grèce était l'unique responsable de la situation dans laquelle elle se trouve, aujourd'hui.

C'est pourtant mettre un voile sur la myopie complice de la Commission européenne et des États membres qui ont, sciemment, fermé les yeux sur les comptes de la Grèce, maquillés par la banque Goldman Sachs afin d'obtenir son ticket d'entrée au sein du club de l'Eurogroupe.

Les Européens, rappelons-le, étaient, en effet, très favorables au début des années 2000 à l'instau-

ration d'une union monétaire, la plus large possible, parachevant, ainsi, le marché unique, quitte à se montrer (trop) conciliants avec les fameux « critères de convergence » imposés aux pays candidats à la zone euro.

Sur l'autel des équations politiques, Athènes bénéficia, ainsi, de la mansuétude économique de Bruxelles. Une erreur dont les dirigeants européens sont comptables, aujourd'hui. Si la Grèce n'avait pas intégré l'union monétaire - ou à tout le moins si elle l'avait intégrée quelques années plus tard avec des finances publiques beaucoup plus saines - elle ne traverserait pas la même crise, aujourd'hui. Et l'Europe non plus.

Autre sophisme entretenu, ces dernières semaines, par certains dirigeants européens et savamment relayé par une partie des médias internationaux : les Grecs n'auraient consenti, aucun effort, depuis 2010. La Grèce a pourtant subi huit plans consécutifs d'austérité en contrepartie des prêts consentis par l'Europe et le FMI. Ce corset imposé par les créanciers (en l'occurrence les dirigeants européens) s'est traduit par une indiscutable cure d'amaigrissement mêlant réduction des pensions de retraite et des salaires des fonctionnaires, privatisations en chaîne, hausses de la TVA et des impôts, etc.

Résultat : en cinq ans, le taux de pauvreté a bondi de 30 % tandis que le taux d'emploi s'est, quant à lui, érodé de près de 15 %. Ne permettant ni d'enrayer l'atonie de la croissance ni d'accroître, substantiellement, les recettes fiscales pour rembourser la dette.

Face à cette situation, fait inhabituel, le FMI a effectué, il y a deux ans, un mea culpa inattendu ; reconnaissant, ainsi, que le plan de sauvetage de la Grèce, élaboré en 2010, par la Troïka avait permis aux créanciers privés (banques et fonds d'investissement) de quitter à bon compte et sur la pointe des pieds le bateau grec sur le point de couler, transmettant le « fardeau aux États » - selon les propres termes d'Olivier Blanchard, chef économiste du FMI - et laissant, ainsi, les contribuables européens seuls à bord.

D'une dette privée, la dette hellénique s'est, donc, muée en une dette publique, détenue, aujourd'hui, en premier lieu par les citoyens allemands, français et italiens. Un tour de passe-passe réalisé mezzo voce avec la bénédiction des dirigeants européens, de droite comme de gauche, et qui, faisant le miel des partis populistes, a contribué à alimenter l'euro-scepticisme de bon nombre d'Européens.

L'Europe doit donc changer. Et ses institutions avec. Le projet fédéraliste européen, tel qu'il se dessine depuis l'Acte unique et à travers les traités de Maastricht ou de Lisbonne, a fait long feu.

Ce fédéralisme, incarné par son lot d'institutions aussi pléthoriques qu'opaques, s'est, depuis trop longtemps, construit à côté des peuples ; ces citoyens ingrats et béotiens restés à quai, peu consultés, car risquant de répondre « mal » aux référendums qui leur sont posés. Désormais réveillés de leur stupeur par le cri populaire de la plus vieille démocratie du monde, les peuples d'Europe attendent et exigent un tout autre souffle des institutions et des dirigeants de leur continent.

Il n'y a qu'à jeter un rapide coup

d'œil sur ceux qui ont la lourde tâche de représenter l'Europe, aujourd'hui, pour comprendre le degré d'adhésion des Européens à leurs institutions et à leurs leaders.

En premier lieu, Donald Tusk, illustre inconnu dans la quasi-totalité des États membres et émérite président d'un Conseil européen dont aucun quidam du continent ne connaît, véritablement, les compétences propres. Jean-Claude Juncker ensuite, véritable apparatchik européen, grand architecte de l'optimisation fiscale du Luxembourg lorsqu'il était Premier ministre du Grand-Duché et président d'une Commission européenne symbole de la technocratie omnipotente.

Mario Draghi, patron de la BCE, fille aînée de la Bundesbank et unique banque centrale indépendante du monde, ancien hiérarque de Goldman Sachs (la banque qui a falsifié les comptes grecs), Européen le plus populaire à l'applaudimètre des marchés financiers, mais tout aussi inconnu par l'Européen-moyen que son prédécesseur, le Français et mal nommé Jean-Claude Trichet. Enfin, Martin Schulz, fantomatique président du Parlement européen, ainsi que Jeroen Dijsselbloem, jeune dirigeant de l'Eurogroupe - cette instance informelle bien plus puissante que la majorité des institutions officielles de l'UE - et éphémère ministre des Finances des Pays-Bas (trois mois à peine).

Une photo de famille peuplée d'inconnus qui en dit long sur l'appropriation par les Européens de leurs institutions et de ceux censés les incarner.

La crise grecque constitue, dès lors, une formidable opportunité : elle nous enjoint à rebattre les cartes de la construction européenne, faire table rase, repartir de zéro ou presque.

Comme l'avait prédit le général De Gaulle, seule l'Europe des États-nations pourra remporter l'adhésion des Européens. Le sursaut démocratique hellénique l'a révélé avec éclat : les nations du vieux continent - volontairement emmaillottées du linceul européen après la Seconde Guerre mondiale - ne sont pas mortes, loin de là. À l'instar de la Grèce, elles ne sont pas non plus hostiles à l'Europe. Elles aspirent, simplement, à un autre projet européen.

Qu'on le veuille ou non, ces derniers mois, Alexis Tsipras est entré dans l'histoire pour avoir défié une certaine conception de l'Europe. Qu'on le veuille ou non, avec cet épisode grec, une certaine idée de la construction européenne, telle qu'imaginée par Schuman, Monnet ou Delors s'est étioyée, balayée avec panache par les héritiers de Platon et Aristote. Balayée sans doute à jamais.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-135695-crise-grecque-une-certaine-conception-de-leurope-est-e-teinte-a-jamais>

LA CHRONIQUE DU BLEDAIR D

Paris : Akram Belkaïd



La Grèce sous tutelle euro-allemande



Il est à craindre que la date du 13 juillet 2015 demeure dans les annales de l'histoire européenne comme celle d'un jour de honte et d'infamie. Un jour de vérité aussi où l'Union européenne, ou plus encore, l'Union monétaire européenne, sont apparues sous un même et seul visage, celui du diktat néolibéral et de la haine de la démocratie. Car comment qualifier autrement cet accord que le Premier ministre grec Alexis Tsipras a signé avec un Luger Parabellum collé à sa tempe ? Un accord imposé à la Grèce quelques jours à peine après que son peuple a dit non par voie référendaire à l'austérité...

Pour ne pas être exclue de la zone euro et pour bénéficier d'un plan « d'aide » de trois ans, le gouvernement grec s'est vu imposer une longue liste de conditions drastiques. Certaines sont classiques et ressemblent à s'y méprendre aux mesures qui accompagnent habituellement tout plan d'ajustement structurel concocté par le Fonds monétaire international (FMI). Limitation des dépenses publiques, hausse de la TVA, réforme fiscale, allongement de l'âge de la retraite et baisse des pensions : la potion, amère, va continuer de faire des dégâts dans la population grecque mais, de cela, les dirigeants européens, notamment allemands, n'en ont cure.

« Une liste d'horreurs », c'est ainsi que de nombreux médias occidentaux, pourtant peu suspects de sympathie pour les idées de gauche du parti Syriza, ont qualifié l'accord du 13 juillet destiné donc à prévenir un « Grexit », autrement dit une sortie de la Grèce de la zone euro. Une liste d'horreurs et, surtout, une sorte de Traité de Versailles où ce pays a été traité comme s'il venait de capituler et qu'il convenait de le punir de la manière la

plus dure qui soit pour qu'il ne recommence plus. Recommencer quoi ? Certains diront que ce sont les errements de la Grèce qui méritent punition, notamment le fait d'avoir vécu au-dessus de ses moyens ou d'avoir maquillé ses chiffres afin d'entrer, puis de rester, dans la zone euro (des dérives réelles mais pour lesquelles le parti Syriza n'est pas responsable).

Le pire dans l'affaire, c'est que tout le monde sait que ce plan triennal ne servira à rien. La Grèce est dans une situation économique et financière dramatique - avec notamment une dette de 310 milliards de dollars soit 177% de son Produit intérieur brut - qui va mécaniquement gonfler en raison des intérêts. La solution idéale serait une remise des compteurs à zéro, c'est-à-dire un effacement de la plus grande partie de cette dette combinée à des mesures de relance mais aussi de réformes menées par le gouvernement Tsipras. Ce n'est pas ce qui est envisagé, loin de là, des dirigeants européens comme Wolfgang Schäuble continuant même à plaider pour le Grexit, autrement dit pour que la Grèce soit abandonnée à son sort.

Parmi les enseignements de cette grave crise, on peut aussi relever que l'Union européenne ressemble de plus en plus à une chimère. Ses idéaux de fraternité et de solidarité rabâchés à l'envi ne veulent plus rien dire à l'aune de l'humiliation subie par la Grèce. On relèvera aussi que la France, et c'est devenu une habitude, s'est distinguée par d'inutiles gesticulations dilatoires avant de rentrer dans le rang (à l'image de ce qui s'est passé d'ailleurs durant les négociations sur le dossier du nucléaire iranien). In fine, la vraie conclusion de toute cette tragédie, c'est que le vrai patron de l'Europe et de la zone euro - l'unique patron - c'est l'Allemagne. C'est elle qui décide, impulse et définit les lignes rouges à ne pas franchir. Ce pays qui, en 1953, a bénéficié d'un effacement presque total de sa dette de guerre - y compris celle contractée à l'égard de la Grèce - impose désormais sa loi et sa manière de voir les choses (on relèvera que la gauche allemande n'a guère pris ses distances avec Angela Merkel et Wolfgang Schäuble). Et, en prenant toutes les précautions oratoires qui s'imposent pour prévenir toute accusation de germanophobie, il est impossible de ne pas se dire qu'une Allemagne devenue ivre de sa puissance (économique et politique) est une très mauvaise nouvelle pour l'avenir de l'Europe.

Plus grave encore, l'accord prévoit qu'Athènes devra soumettre tout projet de loi relatif à l'économie ou aux finances à ses créanciers avant de le proposer au vote du Parlement (*). Voilà qui permet de mieux nommer les choses. Cela s'appelle une mise sous tutelle ou encore une mise sous protectorat. Cela rappelle l'Égypte ou la Tunisie du dix-neuvième siècle, toutes deux étranglées par la dette avant de perdre leur indépendance. Les temps changent mais les idées réactionnaires perdu-

(* Cette chronique a été rédigée quelques heures avant la décision du Parlement grec d'adopter ou non l'accord du 13 juillet 2015.

جازي يتمنى لكم عيد فطر مبارك



مرحبا بالغد

DJEZZY
جازي

Ce monde qui fait peur

Par Kamal Guerroua

En outre, la souveraineté des Etats modernes tend à disparaître de façon inquiétante, non sous l'emprise de l'interculturalité ou l'internationalité des liens entre eux mais à cause de leur incapacité à juguler la violence sociale et politique à l'origine des frictions récurrentes qui les touchent. Laisse en jachère depuis bien longtemps, le terrain des questionnements existentiels foisonne désormais de perplexes désolations: Sommes-nous à la hauteur des défis que nous exige la vie de demain ? Et encore, où va le monde à ce rythme démoniaque ? Et que deviendront les valeurs ayant fait jadis le lit de la tolérance entre les humains ? Et puis, enfin, où se trouve ce désir de vie qui irradie de sa quintessence le commun des mortels ? En d'autres termes, sommes-nous au bord d'un suicide civilisationnel imminent ? Ou n'espère-t-on par là que de nous engager dans un traitement palliatif de nos malheurs protéiformes par la thérapie létale d'euthanasie ?

Bien entendu, pour mourir lentement et doucement sans que l'on sente l'aigreur de la vieillesse. Vieillesse de la sagesse et de la lucidité. D'abord dans notre rapport à la biosphère (la pollution, le réchauffement climatique, la dégradation de notre environnement, etc.), ensuite dans notre relation avec la dignité humaine (guerres, massacres, exterminations, égocentrisme individualiste et manque de compassion avec les autres, etc.) et, au final, dans la défaillance de nos réseaux communicationnels devenus artificiels, obsolètes et porteurs de danger sur le vivre-ensemble (espionnage, renseignement abusif, délation, etc.). Bref, inscrite sous le signe du désenchantement, l'humanité s'accroche avec ses diversités à des identités fixes, fragiles et sèches, perdant ainsi son véritable capital d'espoir qu'est le mouvement.

Ce glissement vers l'immobilisme et le Crepli puise dans ce que vivent d'injustice nombre de peuples opprimés dont principalement ceux du monde arabo-musulman matière aux dérives. Dérive de culture, dérive d'éducation, dérive de religion, dérive de sens, dérive de morale et de valeurs, dérive de conscience, etc. On a beau tenter depuis de déblayer la gangue, rien n'y fait. A vrai dire, lorsque des communautés entières se sentent menacées dans leur existence propre, leur droit de vie, exposées effrontément qu'elles sont à l'iniquité des diktats des faiseurs de politiques mondiales, il y a mille et un motifs à se faire des soucis. En plus, l'état de ghetto culturel sous forme d'hégémonie américaine et occidentale dont pâtit le monde de nos jours édulcoré par l'email factice de la mondialisation a exacerbé ces craintes. Le melting-pot n'est qu'une semence d'un idéalisme forcené, le métissage s'est piégé dans l'enclos communautariste, les relents du néocolonialisme ont envahi les conceptions étatiques des dirigeants politiques, la mixité des races, des populations, des idées, des cultes et des cultures a été rattrapée par une stérile fragilité. Ce qui nous autorise à penser que l'aventure de la paix mondiale part déjà d'un marécage. Dans son ouvrage «les guerres de demain, (Le Seuil, 2001), le Français Pascal Boniface qui réfute d'emblée l'idée du clash des civilisations de l'Américain Samuel Huntington (1927-2008) recense avec enthousiasme le nombre impressionnant de dialectes, de langues et de cultures mondiales mais s'interroge en même temps sur le devenir d'un monde divisé et dévoré par ses minorités. Si cette multiplicité des langues, des ethnies et des races témoigne d'une véritable richesse, elle n'en demeure pas moins un ferment de conflits. Pour cause, l'intensité du sentiment d'appartenance locale ou nationale qui anime les populations

J'aimerais bien de prime abord rebondir en ce papier sur le concept du stéréotype dont j'avais déjà parlé dans l'une de mes précédentes chroniques. Mais pourquoi ce retour ? En ce contexte agité de haine planétaire où l'internationale terroriste a affûté ses armes pour semer le trouble à travers le monde entier, la rage révélatrice de la médiocrité l'aurait emporté sur le dialogue des cultures, la réconciliation des esprits et l'alliance des civilisations.



du monde ne forge que sectarisme, tribalisme, clanisme et luttes intestines des plus meurtrières où les plus faibles sont malheureusement passibles de tous les arbitrages (Darfour, Tibet, Tchétchénie, etc.). La pauvreté mentale des dictatures de l'argent n'a fait que nourrir la criminalité des dictatures du sang. En témoignent par exemple le gâchis irakien, la blessure palestinienne et la morgue syrienne. Ce qui a créé toute une littérature contestataire et subversive chez ces laissés pour compte de la planète. Une littérature faite de ressentiments, d'amertumes, de désarrois et surtout de pulsions de revanche traduites dans certaines de leurs dimensions en un penchant de révolte généralisée aux quatre coins de la terre (radicalisme religieux, intégrisme, terrorisme, etc.)

En effet, dans son célèbre ouvrage «Que veulent les Arabes?» (Page après page, 2004) l'Iranien Fereydoun Hoveyda (1924-2006) aura examiné avec une rare subtilité cet état d'embarras chronique dans lequel se trouvent ces Arabes partagés entre une certaine tradition préhistorique, momifiée et atone, baignée de surcroît dans le triomphalisme des fastes de la civilisation islamique ainsi que des récits prophétiques prolifères et une modernité d'ersatz où ils se voient à leur grand malheur l'incarnation de disciples aveugles, défaitistes et suiveurs en tous points de vue de la modernité occidentale.

Le cul entre deux chaises, ces Arabes-là se laissent partout embarqués aujourd'hui sur le flanc de l'incertitude. Incertitude du moment et des lendemains. J'insiste ici sur ce mot : incertitude. Car dans les pays évolués, c'est justement de cette incertitude-là même que part le processus indéfini du progrès. Le doute méthodique du philosophe Descartes (1596-1650) n'a-t-il pas permis par exemple à la civilisation occidentale d'étreindre la fameuse ère de l'Aufklärung (les Lumières)? Mehr Licht «plus de lumière» aurait répété bien plus tard Goethe (1749-1832) sur son lit de mort. La lumière ne jaillit que lorsque nous doutons de nous-mêmes et des autres. Ce qui nous mène vers la critique de nous-mêmes (l'autocritique) et celle des autres, base de la compréhension globale du monde (la mentalité analytique, selon Edward Said). Or, dans le contexte arabo-musulman, le doute s'est transfor-

mé en peur. Bien entendu, peur de soi-même et des autres. Une situation de méfiance extrême à l'origine des tensions de toutes sortes : culturelles, sociales, politiques, etc. J'en reviens maintenant au stéréotype cité au départ qui peut être à interchangeable, c'est-à-dire, provenant aussi bien de ceux qui sont censés éditer les valeurs morales hégémoniques du monde (l'oligarchie financière internationale) que des autres qui les subissent (ceux que je désigne personnellement par «l'infrastructure primaire de l'indigénat» : Le Tiers-monde, les Noirs et les Arabes). En ce sens que les premiers, enivrés par leur force, stigmatisent les seconds et ceux-ci, handicapés par leur faiblesse, se stigmatisent eux-mêmes pour accrédiiter la «fausse» thèse des premiers (renvoi d'ascenseur fort pathétique). Syndrome fataliste qui justifie à plus d'un titre la violence injuste de la vie par ceux-là même qui en sont les victimes propitiatoires.

Ou en principe il faudrait agir par la défensive et de façon intelligente, autrement dit, s'engager dans une guerre psychologique parallèle à celle de ses détracteurs. Celle-ci n'est d'ailleurs pas une invention moderne mais une tradition ancrée dans la conscience humaine depuis la nuit des temps. Le roi carthaginois Hannibal Barca (247 av. J.-C. -181 av. J.-C.) n'eut-il pas propagé la bonne parole sur lui et les siens avant sa traversée historique des Pyrénées et des Alpes pour gagner le nord de l'Italie avec ses 52 éléphants (stéréotype positif) afin de dissuader les populations romaines de se liguer autour de leur armée et le battre? Et par ricochet, galvaniser ses troupes qui souffraient de pénurie de munitions, en leur donnant une suprématie morale sur leurs adversaires. La stratégie militaire et politique fait de la rumeur et du stéréotype des armes de rechange quand le terrain paraît défavorable. Ainsi, le stéréotype (l'envahisseur bienveillant) est-il devenu idée (la non-obligation de le combattre) et vice versa.

Ce qui pourrait donner lieu au fil du temps aux idées stéréotypées. Bref, le stéréotype ou le cliché ne sont pas seulement négatifs mais aussi positifs. En réalité, cette combine bien rodée de Hannibal a aussi été mise à contribution par les armées napoléoniennes dans leurs différentes invasions européennes. La problématique fondamen-

tale qui renvoie à la complexité philosophique de la notion du stéréotype est la suivante : comment peut-on survivre, surtout si on est minoritaires ou marginalisés en société, exonérés du regard dévalorisant ou méprisant des autres (les fabricants de valeurs)?

Autrement dit, serait-il possible de circonscrire l'espace de nuisance du cliché sans un travail de réhabilitation personnelle et sociétale (c'est-à-dire s'arracher l'estime et le respect des autres dans la passivité comme le font les Arabes de nos jours)? En vérité, si le stéréotype (raciste, ségrégationniste, corporatiste, sexiste, etc.) survit, c'est en partie à cause du relais médiatique. Celui ou ceux qui en font usage visent à épuiser l'énergie de l'autre ou des autres (leur adversaire) et se l'injecter comme carburant de substitution. En un mot, imbibé comme une éponge la victime de clichés, puis l'essorer afin de ne lui laisser aucune échappatoire possible.

Et, bien évidemment, pour créer le stéréotype, ce monde de l'illusion par excellence même s'il ne s'agit que d'un monde-bidon, vaut mieux pour les manipulateurs de s'y mettre sérieusement. Bien entendu, ce monde de l'illusion, c'est le mythe à l'envers, c'est-à-dire, ce mythe qui déconstruit, défigure, déracine, mutile et castre le génie contrairement à celui qui aide à l'édification des nations. Dans son ouvrage au titre provocateur (Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes? Essai sur l'imagination constituante (Le Seuil, 1983) l'historien Paul Veyne assène ce jugement «à nos yeux, le mythe a cessé de dire vrai ; il passe, en revanche, pour n'avoir pas parlé pour rien : il a eu une fonction sociale ou vitale à défaut d'une vérité». L'enfantement de l'illusion se produit souvent au forceps, déformant le cours de la réalité, de l'histoire, des mythes, des événements, etc. Si la machine de la propagande fabrique des espoirs vastes comme des continents, des clichés ou des stéréotypes, c'est pour noyer les masses dans l'océan de la médiocrité, la routine, la peur de l'altérité et l'amour du fait banalisé. Chercher aujourd'hui par exemple la pure vérité sur la toile d'internet n'est-il pas comparable en bien des points à la recherche d'une aiguille dans une botte de foin? Enfin tout est fonction de ce que l'on pourrait appeler hic et nunc «l'algorithme des hasards improbables». Notre monde fait peur.



Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



L'HOMME ET SES MONDES

Pascal Boniface COMPRENDRE LE MONDE

Les relations internationales pour tous



COMPRENDRE LE MONDE.
Essai de Pascal Boniface.
Editions Anep, Alger 2010,
288 pages, 850 dinars.

L'état politique d'un monde qui change... Mais qui va, pour l'instant, toujours dans la même direction... avec, aux commandes les Etats-Unis d'Amérique. Une obsession ? Non, une réalité politique, économique et militaire incontournable et qui risque de durer un bon bout de temps. Le 6 août 1945 (fin de la Deuxième Guerre mondiale) avait fait entrer la planète dans une nouvelle ère, celle du nucléaire et du monde bipolaire... Le 9 novembre 1989 (effondrement du mur de Berlin) marquait la fin de l'époque bipolaire et la face du monde allait changer. Pour l'auteur, on a tort de croire que le 11 septembre 2001 allait apporter une structuration des rapports de force ou un état du monde différent de celui qui existait auparavant... il est venu seulement illustrer «la face tragique de la mondialisation»... et montrer que, dans un monde globalisé, le plus puissant au monde était, lui aussi, vulnérable... et, il a continué à poursuivre sa politique sur les mêmes fondements qui avaient prévalu avant les attentats du World Trade Center.

Il n'y a, en fait, pas eu de nouvelle rupture historique depuis la fin du monde bipolaire... On a seulement un monde en recomposition: Europe, Russie, Brésil, l'Asie tirée par le Japon puis, selon la théorie du vol d'oiseaux sauvages, par les Tigres asiatiques (les Quatre Dragons)

et les géants chinois et indien... De nouveaux pôles de puissance ? Le fin du monopole du monde occidental ? Un monde déjà multipolaire ? L'auteur n'y croit pas. Par contre, pour lui, le monde est en voie de multipolarisation... Avec, peut-être, plus de liberté, plus de vie... Mais moins de solidarité, moins de dignité individuelle... et pas trop de bonheur et encore moins de rire.

L'Auteur: C'est le directeur de l'Institut de relations internationales européennes de Paris 8. Auteur de plusieurs ouvrages, dont «Football et mondialisation» (2^e édition, 2010), ainsi que le «Dictionnaire incorrect de l'état du monde». Bien connu pour son franc-parler et son sens de la pédagogie.

Avis Un livre qui conjugue à la fois la rigueur du scientifique, l'esprit critique de l'universitaire et l'engagement d'un partisan d'un «monde meilleur». Presque complet (même si le livre date de 2010... et, entre-temps, les lignes ont beaucoup bougé, surtout sur les plans nationaux) avec sa partie explicative sur les défis globaux et des interrogations sur les valeurs du monde actuel.

Extraits: «Très souvent, par précipitation, par absence de mise en perspective ou par nécessité

de forcer le trait afin d'attirer l'attention, on confond événement et rupture historique» (p 12), «Dans la mesure où le principal facteur d'innovation est la créativité, qui dépend en grande partie elle-même de la sociabilité, l'isolement conservera des vertus limitées» (p 30), «Il est (...) plus facile pour une puissance économique ou technologique de se militariser (...) que pour une puissance militaire de se transformer en puissance économique» (p 61), «L'Histoire n'est pas écrite à l'avance (...), l'on peut en modifier le cours (...), et la volonté politique en reste l'élément déterminant» (p 99), «Les Etats-Unis se pensent et se veulent uniques. Ils le sont d'ailleurs puisque, effectivement, nul ne peut songer à se comparer à eux» (p 121), «La Russie a une natalité européenne et une mortalité africaine» (p 157), «Lorsqu'une partie de la population a la possibilité d'échanger des idées ou des nouvelles par téléphone mobile ou par le net, les régimes dictatoriaux ont du mal à garder le pouvoir» (p 170), «A montrer ou à désigner un adversaire éventuel, on contribue à le créer» (p 200), «Dans les conflits idéologiques, la question était: 'De quel côté es-tu ?'. Les gens pouvaient choisir leur camp et en changer. Dans les conflits entre civilisations, la question est: 'Qui es-tu ?'. Et les changements ne sont plus possibles» (p 202), «La popularité est une des composantes de la puissance, et l'impopularité une entrave» (p 272)



C'est une chose étrange à la fin que le monde.
Roman-essai de Jean d'Ormesson (de l'Académie française).
Editions Media-Plus, Constantine
2012, 313 pages, 1.200 dinars.

L'histoire du monde. L'évolution de la science. La découverte de la raison. Les croyances qui s'entrechoquent ou qui cohabitent ou se surajoutent. Les théories qui se succèdent, à travers plus de trois mille ans. L'infiniment petit et l'infiniment grand. Le rien et le tout. L'Histoire qui s'accélère. Le règne de la foi. L'existence de l'être humain. L'existence de Dieu...

Avec l'auteur et sa dernière œuvre, c'est un peu (dans un style léger mais profond... comme lors d'une discussion tranquille «au coin du feu»), une réflexion, plus même, un véritable roman (fabuleux) du monde et de l'homme à la recherche de Dieu.

Les civilisations (avec l'homme au centre, toujours) naissent, croissent et disparaissent... mais l'être est toujours là, car il y a «quelque chose au lieu de rien»... Mais, tout cela, seul, le «Vieux» le sait et comprend le «fil du labyrinthe».

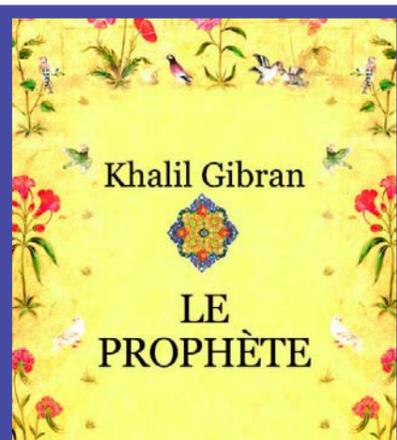
L'Auteur: Normalien, agrégé de philosophie, membre de l'Académie française depuis 1973,

journaliste-chroniqueur, ancien directeur du Figaro, ... homme du monde ne boudant jamais les médias et les plateaux de télévision, amoureux du beau et du bon, fin bretteur de la langue française, à l'humour et l'érudition aiguisés... acteur aussi, Jean Bruno Wladimir François de Paule Lefèvre d'Ormesson, fils et neveu de diplomate, famille de la mère monarchiste, ultra-catholique, «homme de droite avec beaucoup d'idées de gauche», époux d'une héritière Beghin, 90 ans aujourd'hui, est l'auteur de plusieurs ouvrages (romans, essais, contes pour enfants, biographies...).

A lire pour mettre fin à vos problèmes existentiels... et pour méditer, avec l'auteur, sur «le temps qui passe»... et pour ceux qui n'ont pas (ou plus) la foi, agnostiques (comme l'auteur) ou même athées, afin de «renouer avec l'espérance». Des pages superbement et simplement rédigées qui résument l'humanité, son passé et son (probable) devenir.

Extraits: «Nous venons tous de la même source. Nous sortons tous de la même matrice. Nous sommes tous des Africains modifiés par le temps» (p 30), «L'histoire est une nécessité aléatoire. Son avenir m'appartient. Son sens est un mystère. Et, seule la fin du temps éclairera ce mystère» (p 41), «Dieu vit à jamais parce que les hommes doutent de lui» (p 79), «La vérité est contraignante comme la nature. La beauté est libre comme l'imagination» (p 83), «Dieu est éternel, et il a pourtant une histoire -qui est l'histoire des hommes» (p 101), «La science d'aujourd'hui détruit l'ignorance d'hier et elle fera figure d'ignorance au regard de la science de demain» (p 113), «Le roman de l'univers a été un secret.

Grâce à la science, le secret s'est changé en énigme» (p 168), «Les hommes font l'histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font» (p 276), «Les bons livres sont ceux qui changent un peu leurs lecteurs» (p 279), «Il faut toujours penser comme si Dieu existait et toujours agir comme s'il n'existait pas» (p 292).



LE PROPHÈTE. Essai... en prose et poésie de Khalil Gibran. Hibr. Alger, 2013, 143 pages, 300 dinars

Sa mystique est au confluent de plusieurs influences: christianisme, islam, soufisme, grandes religions de l'Inde, théosophie... Globalement, c'est ce que l'on trouve dans le chef-d'œuvre de Gibran Khalil, ouvrage (dont la première mouture a été écrite en arabe à l'âge de quinze ans, mais il a fallu attendre encore vingt ans, deux révisions en arabe et quatre en anglais ans... pour avoir la version définitive) qui accompagne, quotidiennement, depuis plus d'un demi-siècle et près d'un siècle, tous ceux qui recherchent un supplément d'âme encore introuvé, ceux qui recherchent une lumière (sous forme de conseil ou de parabole), même très infime, pour éclairer leur vie. Et les aider à cheminer.

C'est dit, c'est écrit avec amour, avec tendresse, avec humanité, poétiquement... ce qui facilite la lecture, la compréhension... et l'adhésion, quelle que soit la foi.

Les thèmes universels sont abordés. «Il» doit partir ailleurs. On «le» questionne. «Il» répond sur: Au départ, l'Amour, le Mariage, les Enfants, Le Don, le Manger et le Boire, le Travail,

la Joie et la Tristesse, les Maisons, les Vêtements, l'Achat et la Vente, le Crime et le Châtiment, les Lois, la Liberté, le Raison et la Passion, la Douleur, la Connaissance de soi-même, l'Enseignement, l'Amitié, la Parole, le Temps, le Bien et le Mal, la Prière, le Plaisir, la Beauté, la Religion, ... et, à la fin, la Mort.

Et, «lorsque vous vous souviendrez (de «lui»), vous vous souviendrez de ceci: ce qui semble le plus faible et le plus désorienté en vous est le plus fort et le plus déterminé».

L'Auteur: Gibran Khalil Gibran, poète, peintre, le «Victor Hugo libanais», issu d'une famille maronite assez pauvre, est né en 1883 et est décédé en avril 31 à New York. 52 ans à peine. Son livre, publié en 1923, a été encore plus populaire dans les années 60, dans le courant de la contre-culture et des mouvements New Age. Son livre, continuellement épuisé, a été traduit dans près d'une trentaine de langues. Son premier livre Les Esprits rebelles, violente critique de l'hypocrisie de la société libanaise et du statut des

femmes, fut, à l'époque, brûlé publiquement par les autorités occupantes turques, car jugé hérétique par la hiérarchie maronite.

A lire pour mettre fin à vos problèmes existentiels. Vous allez planer et le produit n'est pas interdit ! De la sagesse immémoriale pour pas cher.

Extraits: «Tout savoir-faire est vain sans travail. Et tout travail est vide sans amour. Et travailler avec amour revient à se relier à soi-même, et à autrui, et à Dieu» (p 47), «La soif de confort assassine la passion de l'âme, et va en ricanant à son enterrement» (p 56), «Si vous voulez détrôner un despote, voyez d'abord si son trône, érigé en vous-mêmes, est bien détruit» (p 79), «Si la raison règne seule, elle confine la force (...). Laissez la raison diriger votre passion (...). Vous devez aussi reposer dans la raison et vous mouvoir dans la passion» (p 82), «Ne dites pas: 'j'ai trouvé la vérité', mais plutôt, 'j'ai trouvé une vérité'» (p 88).

ETAT D'URGENCE

Tunisie : après Sousse, la tentation de « taper » sur tout ce qui bouge ?

Après l'attentat de Sousse, qui a fait 38 morts et une quarantaine de blessés le 26 juin, de nombreux Tunisiens ont posté des témoignages sur les réseaux sociaux. Pour exprimer leur compassion à l'égard des victimes, leur crainte d'un retour de l'Etat policier et leur incompréhension face aux incohérences de la lutte antiterroriste en Tunisie.

Rue89

Parmi ces messages, celui d'une avocate, qui flirte avec la trentaine. Sur Facebook, elle a raconté ses galères, alors qu'elle partait en vacances avec sa mère. A l'aéroport de Tunis, les autorités lui ont demandé une attestation pour pouvoir quitter le territoire, à cause d'une escale à Dubaï. «Toute personne de moins de 35 ans a besoin de l'autorisation de son père pour voyager dans les pays arabes», lui a-t-on expliqué.

Une mesure censée refroidir les jeunes Tunisiens tentés par les groupes extrémistes – la Tunisie est le premier pourvoyeur de combattants, par habitants, au Moyen-Orient. En plus d'être archaïque sur la forme, cette disposition se heurte à une contradiction majeure sur le fond : les candidats pour Daech privilégient le périple clandestin, via la poreuse frontière libyenne. Sans leur maman.

«ARRÊTE-T-ON D'ÊTRE TERRORISTE À 35 ANS ?»
N'ayant plus son père, la jeune femme aurait dû présenter un certificat de décès selon la douane. Après un bref interrogatoire, elle a fini par passer. «J'ai cru à une caméra cachée.» A Dubaï, galère bis pour les deux voyageuses. Alors qu'elles avaient réservé un hôtel pour leur escale, les autorités leur ont refusé un visa de transit. Là-bas, les Tunisiens de moins de 40 ans ne sont pas les bienvenus depuis 2014, pour des raisons sécuritaires pas vraiment détaillées, mais que l'on pourrait cyniquement paraphraser ainsi : s'ils font flipper leur propre gouvernement, pourquoi ceux des pays étrangers ne flipperaient-ils pas aussi ?

La jeune avocate s'interroge :
«Je suis financièrement indépendante et vis seule depuis sept ans. Est-ce que mon père pourrait y changer quelque chose si j'étais terroriste ? Arrête-t-on d'être terroriste à 35 ans ?»

Et s'inquiète :
«Je serai amenée à voyager régulièrement pour mon nouvel emploi. Comment faire pour le garder si je ne suis pas en mesure de quitter le territoire quand je le souhaite ?»

«IL A LA TÊTE DE QUELQU'UN QUI PART EN SYRIE !»

Certains médias tunisiens ont rapporté des cas similaires au sien. Sayida Ounissi, députée Ennahdha à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), précise :

- cette mesure d'exception existe depuis 2013 et n'a pas vocation à durer ;
- elle témoigne d'un code de la famille dépassé (l'autorisation du père) et d'une diabolisation contre-productive ;

«Le terrorisme n'est pas un problème générationnel. D'ailleurs, c'est la jeunesse qui paye le plus lourd tribut des problèmes socio-économiques que rencontre la Tunisie depuis des années. L'offre qui lui est proposée dans son propre pays est insuffisante, à tel point que certains sont prêts à mourir en Syrie ou en mer pour rejoindre l'Europe.»

- D'ordinaire, elle n'est pas vraiment appliquée. Ou bien, c'est à la tête du client. Un article de nos confrères de Nawaat le raconte très bien. Il rapporte les propos d'un policier après l'interrogatoire d'un jeune couple. L'homme était barbu, la femme voilée : «Il a la tête de quelqu'un qui part en Syrie !»



■ C'EST MIEUX D'AVOIR LE NUMÉRO DU MINISTRE...

La panique post-attentat pousse au zèle, le bordel aussi. Dans son enquête (abonnés), Pierre Puchot, journaliste à Mediapart, met en lumière les graves défaillances de l'appareil sécuritaire tunisien. Si le terroriste de Sousse a eu une demi-heure pour massacrer, c'est parce que le coup de fil qui indiquait sa présence n'est pas arrivé jusqu'aux services compétents – lesquels auraient pu intervenir en dix minutes.

La faute aux guéguerres qui minent le ministère de l'intérieur. C'est la patronne de l'hôtel, l'un des théâtres de la tuerie, qui a dû prévenir elle-même le ministre de l'Intérieur. Que se serait-il passé si elle n'avait pas réussi à le joindre ?

Au-delà des défaillances, Sayida Ounissi insiste sur la nécessité d'arrêter de tourner en rond pour court-circuiter la tentation djihadiste :

«La Tunisie, à défaut d'avoir des ressources naturelles, a longtemps capitalisé sur son image d'exception dans le monde arabe. Un peuple pacifique, ouvert et lettré. Il faut désormais reconnaître que nous avons un terreau favorable au terrorisme, du fait, entre autres, des injustices sociales qui perdurent. Le phénomène n'est pas nouveau, puisque dès les années 80, des Tunisiens sont partis combattre à l'étranger – en Afghanistan, par exemple. Depuis la révolution, il y a de l'attentisme. Personne ne prévoyait que l'élaboration de la Constitution, puis l'organisation d'élections dans la foulée, prendrait autant de temps. Cela a favorisé une politique de "Wait and See" [attendez et voyez, ndr], à tous les niveaux décision-

naires, alors que sur le terrain socio-économique, il y a urgence.»

■ LE PRÉSIDENT MET EN CAUSE LES GRÉVISTES

Le témoignage de l'avocate rapporté ci-dessus date du 1er juillet. Depuis, Beji Caid Essebsi, le président de la République, a décrété l'état d'urgence. Pour trente jours, après une allocution très peu rassurante samedi, dont cette prophétie qui doit faire ricaner l'Etat islamique autoproclamé :

«Si les événements de Sousse se répètent, l'Etat va s'effondrer.»

Parmi les passages marquants, celui au cours duquel le rais épingle les grévistes de tous bords, qui multiplient les mobilisations depuis la révolution et qui contribuent selon lui à la désobéissance civile. Pendant un mois (voire plus, en cas de prolongement), les mouvements sociaux pourront être interdits.

D'ailleurs, ça n'a pas traîné. Quelques heures après le discours présidentiel, un sit-in de chômeurs a été dispersé au gaz lacrymogène à Gabès (Sud-Est) et trente personnes auraient été arrêtées. Si l'on est un poil pessimiste, on pourrait interpréter cela comme une manière de renouer avec la formule du passé, si chère aux nostalgiques à la mémoire sélective :

- restriction des libertés (y compris celle de la presse pour tout planquer et maintenir l'illusion) ;
- matraque à volonté (la meilleure alliée de la propagande djihadiste, d'où la facture très salée qu'a laissée Ben Ali) ;
- bricolage pour résoudre les problèmes de fond (le culte du court-terme). Car «BCE» n'a toujours rien dit à

propos de la question fondamentale : comment compte-t-il s'y prendre pour endiguer durablement l'attrait d'une frange de Tunisiens pour des projets suicidaires comme celui de Daech ? A priori, il ne sait pas encore.

■ «TU FAIS DES ÉTUDES ? TU N'AS PAS D'AVENIR»

L'état d'urgence ? C'est plus ou moins pour la frime. Celui-ci ne pourra pas transformer des forces de sécurité matériellement et stratégiquement démunies en corps d'élite, capable de tout pacifier comme par magie. En revanche, cela pourrait encourager certains de ses membres à faire du zèle et taper sur tout ce qui bouge.

Après Sousse, de nombreux internautes ont ironisé sur l'action de la police, plus encline à traquer les non-jeûneurs qu'à assurer la sécurité intérieure. «La seule chose que l'état d'urgence peut faire, c'est protéger les responsables de cette déconfiture contre l'obligation de rendre des comptes», commente à la Depeche.fr le fondateur d'Inkyfada. Le site d'information a récemment publié un portrait de Seifeddine Rezgui, le terroriste de Sousse, étudiant discret et ancien breakdancer. Ses proches n'auraient rien vu venir. Dommage qu'il n'ait pas été pris vivant.

L'un de ses potes dit cela :

«Dans ce pays, tu veux danser, tu ne peux pas ! Je ne veux plus rester dans ce pays, il te détruit. Tu fais des études ? Tu n'as pas d'avenir. Tu travailles ? Le salaire ne suffit pas. Tu voles ? Tu vas en prison. Tu veux te marier ? Tu ne peux pas, pas assez d'argent.»

MarocHebdo

La méfiance des touristes augmente



Assassinat d'Hervé Gourdel en septembre 2014 en Algérie, Ebola à l'automne de la même année, les attentats à Paris en janvier 2015, les attentats de Copenhague en février et du Bardo (Tunis) en mars, et pour finir les attentats de Sousse, en Tunisie, le 26 juin, qui ont coûté la vie à 38 personnes, en majorité des touristes britanniques. Ces événements ont eu successivement des conséquences fâcheuses sur le tourisme marocain et ont suscité un esprit de méfiance chez les Français, premier contingent his-

torique de touristes, qui évitent depuis le début de l'année de se rendre au Maroc. Les annulations de réservations se confirment et avec l'attentat de Sousse, l'on craint le pire. Si l'attentat de Paris au mois de janvier a joué, ceux de Sousse ont également freiné les départs des Français vers l'ensemble des pays musulmans, notamment Maroc, où le tourisme pèse 10% de la richesse nationale, et où plus d'un vacancier étranger sur quatre vient de l'Hexagone. Selon le baromètre du Syndicat des agen-

ces de voyages (Snav), la destination Maroc a enregistré une baisse de 46% sur janvier-mai (48% en volume d'affaires) par rapport à la même période de 2014. Conséquence de cette «désaffection croissante», le Maroc ne fait plus partie des cinq destinations préférées des vacanciers français. Même son de cloche chez le Syndicat français des entreprises du tour-opérateur (Seto) qui a, à son tour, rapporté une chute vertigineuse de 31,1% du nombre de voyageurs à forfait, sur une période comparable.

■ PROBLÈMES STRUCTURELS

Toutes provenances confondues, le nombre de touristes arrivant au Maroc a baissé de 1,5% sur janvier-mai par rapport à l'année précédente, a reconnu le ministre du Tourisme, Lahcen Haddad. La déprime gagne petit à petit les opérateurs touristiques et notamment les hôteliers. La saison s'inscrit depuis le début déjà dans une tendance baissière. A Agadir, principale destination touristique du pays aux côtés de Marrakech, la morosité règne toujours. «Pour l'instant, nous sommes dans l'attentisme. On va voir la réaction des touristes à l'attentat de Sousse dans les prochains jours.

Mais nous craignons des annulations de réservation. En Tunisie, les annulations se sont confirmées. Il y a deux cas de figure à envisager: soit les touristes se tourneront vers les destinations européennes, soit on va en profiter en partie. Mais, généralement, et nous en avons l'expérience, ça va se retourner contre tous les pays arabo-musulmans, y compris le Maroc», déclare Salaheddine Benhammane, président du Conseil régional du tourisme (CRT) d'Agadir. En février, soit quelques semaines avant l'attentat du Bardo à Tunis, le gouvernement a lancé un plan d'action doté de 10 millions d'euros, dans le but de réaffirmer la stabilité du Maroc. Une stratégie qui ne porte pas encore ses fruits. Il est temps peut-être de rectifier le tir.

Libye: la version de Sarkozy remise en cause par des mails de Clinton

L'EXPRESS

Dévoilés dans le cadre d'une enquête sur un attentat anti-américain en Libye, les emails de l'ex-secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton apportent un autre éclairage sur la position de la France au printemps 2011.

Les emails de l'ancienne secrétaire d'Etat rendus publics par le département d'Etat dans le cadre de l'enquête sur l'attentat anti-américain de 2012 en Libye contre le consulat de Benghazi réservent des surprises. A en croire le conseiller d'Hillary Clinton qui les a envoyés, les services secrets français auraient organisé et financé la rébellion contre Mouammar Kadhafi.

Plusieurs milliers de courriers électroniques envoyés ou reçus par Hillary Clinton, lorsqu'elle dirigeait la diplomatie américaine, ont été rendus publics sur internet, par le département d'Etat, sous le coup d'une ordonnance judiciaire.

Parmi ces documents, une série de mémos transmis à la chef de la diplomatie par un ami et homme d'affaires, Sidney Blumenthal, conseiller informel sur la Libye, qui se targuait de disposer de "sources" au sein du régime de Tripoli de l'époque. Ces missives auraient été écrites, selon le site Al Monitor qui couvre l'actualité du monde arabe et du Moyen-Orient, par une tierce personne, un ancien agent de la CIA, Tyler Drumheller. Ces documents mettent en cause le récit fait par la France du déroulement des événements en Libye en 2011.

RENCONTRES SECRÈTES DÈS FÉVRIER 2011

La version officielle de la France est que Paris a choisi d'intervenir à l'appel d'opposants libyens pour éviter un bain de sang causé par



la répression du dictateur libyen contre les mouvements contestataires lancés à la fin de l'hiver 2011. Al Monitor, basé à Washington, rappelle que Bernard-Henri Levy, aurait, selon la version officielle, rencontré le chef de Conseil national de transition Moustapha

Abdel Jalil, le 4 mars 2011, appelé aussitôt Nicolas Sarkozy qui aurait invité l'opposant à l'Elysée, et reconnu le CNT le 10 mars. Mais selon un mail daté du 22 mars, des agents de la DGSE ont entamé des rencontres secrètes avec Jalil et le général Abdelfattah Younés -

qui venaient de quitter le gouvernement de Kadhafi- dès la fin février à Benghazi. Paris aurait fourni argent et conseils pour la formation du CNT. "En échange de ce soutien, indique la note, la France attendait que les nouvelles autorités favorisent les entreprises fran-

çaises, en particulier dans le secteur pétrolier." La France a été le premier pays à reconnaître le CNT.

DES CADRES DE TOTAL, DE VINCI, ET DE L'EADS À BORD DE VOLS HUMANITAIRES

Al-Monitor souligne l'existence d'un autre mémo, daté du 5 mai, qui évoque des vols humanitaires organisés mi-avril de la même année, qui auraient compté parmi les passagers des cadres de Total, de Vinci, et de l'EADS. Le site a également consulté un mémo datant du mois de septembre selon lequel la France demanderait que 35% des contrats pétroliers soient attribués à des entreprises françaises. Dans un autre email, au début de l'année 2012, selon Mediapart, Blumenthal évoque la potentielle partition de la Libye, dans laquelle il voit la main de la France. "Une source extrêmement sensible indique que la DGSE et le SIS (les services secrets britanniques) entendent organiser le mouvement vers un État semi-autonome dans un système fédéral." Mais, précise, Mediapart, Hillary Clinton qui, en transmettant ce message à ses équipes, ajoute un mot: "Cela me paraît difficilement crédible d'après ce que je sais".

L'auteur des mails, Sidney Blumenthal, souligne Le Temps, n'est pas précisément neutre. Il avait des intérêts en Libye où "il conseillait la société américaine Constallations Group avec deux associés dont Tyler Drumheller, l'agent de la CIA et présumé auteur des notes envoyées à Hillary Clinton".

Le Qatar s'offre un centre commercial géant pour 1,2 milliard de dollars



«Mall of Qatar», c'est le nom très symbolique du centre commercial géant qu'est en train de construire le Qatar. «Le projet devait coûter 800 millions de dollars au départ, mais il atteindra 1,2 milliard finalement compte tenu des ajouts qui ont été faits», explique Rony Mourani, le directeur général de ce projet emblématique de l'émirat qui est déjà à 75 % construit.

LE FIGARO

Autre terme, une autoroute deux fois quatre voies doit donner accès à ce nouveau point d'attraction en quelques minutes depuis Doha, une station de métro est prévue et la future ligne de chemin de fer qui doit relier le Qatar aux pays voisins sera, elle aussi, toute proche. Tout près du stade de football de la Coupe du monde 2022, ce mall géant devrait ouvrir ses portes en août 2016 juste avant la saison d'automne. Le calendrier prévoit que les bâtiments seront livrés en mars et que les différentes enseignes auront ensuite quelques mois pour s'installer.

Ce sont finalement quelque 500 boutiques qui sont prévues sur les 500.000 mètres carrés du projet (avec 256.000 mètres carrés de surfaces commerciales). Ce mall sera deux fois plus grand que le Villaggio, le luxueux centre commercial du Qatar, ouvert en 2006 où il est

possible de faire de la gondole. «Nous aurons à la fois des enseignes de luxe, dont les contrats sont en cours de signature, des enseignes plus accessibles et un hypermarché Carrefour de 14.000 mètres carrés», explique Rony Mourani. Le géant français de la distribution a d'ailleurs conçu des ambiances particulières pour ce magasin de Doha, allées faussement pavées et auvents pour rendre plus chic la zone abritant l'alimentaire par exemple.

DES SPECTACLES DEUX FOIS PAR JOUR

Pour que le pari soit réussi, il faut que les clients restent le plus longtemps possible dans cette enceinte. Aussi, ses promoteurs n'ont-ils pas lésiné sur la partie divertissement. Les larges allées (13 mètres de hauteur sous plafond pour le premier étage) conduiront à un espace central agrémenté d'un bassin où se dérouleront deux fois par jour des spectacles. «Nous aurons une troupe résidente et l'organisateur, la société

allemande Premium Project, est celle qui a travaillé aux spectacles de Céline Dion à Las Vegas», annonce Rony Mourani. Le plus grand écran Imax du monde, une zone de jeux pour enfants «innovante» sont aussi au programme. Celle-ci sera dédiée au parc à thème éducatif Kid's Mondo prisé au Moyen-Orient. Il occupera 8 000 mètres carrés. Le concept consiste à permettre à des enfants de jouer à être des adultes en développant une ville, exerçant telle ou telle profession et en apprenant la valeur de l'argent. Un monde virtuel qui a d'ailleurs sa propre monnaie, le «Kidlar». Un hôtel cinq étoiles de 210 chambres, exploité par Hilton (Curio collection), un spa, des restaurants, un bowling compléteront l'offre. Une deuxième phase est d'ailleurs prévue ensuite. Conçu d'abord pour les Qataris (pour qui un quartier résidentiel de 12.000 villas est d'ailleurs en projet non loin de là), ce centre commercial a aussi pour objectif d'attirer les habitants du Moyen-Orient et plus ponctuellement les fans du ballon rond.

Une nouvelle preuve que le Maroc espionne ses citoyens ?

Le Maroc figurerait parmi la liste des clients de l'entreprise Hacking Team, qui vend des outils d'espionnage informatique.

TELQUEL

En mai dernier, le site spécialisé Reflets.info démontrait l'achat par le Maroc d'infrastructures de surveillance électronique de masse à l'entreprise française Amesys. Une nouvelle affaire semble confirmer que le Maroc investit dans des programmes d'espionnage de ses citoyens.

Le 5 juillet, l'entreprise italienne Hacking Team, qui vend elle aussi des outils de surveillance et espionnage informatique, a été victime d'un piratage informatique. Les pirates auraient volé 400 giga-octets de données confidentielles. Le compte Twitter de Christian Pozzi, l'un des responsables de la sécurité de Hacking Team, a lui aussi été piraté et utilisé pour diffuser ces données.

LE CONSEIL SUPRÊME DE LA DÉFENSE NATIONALE COMME CLIENT

Si certaines sont maintenant indisponibles, un document publié sur la plateforme Pastebin (dont nous n'avons pas pu vérifier l'authenticité) liste les différents clients de l'entreprise italienne (une soixantaine). Or, le Maroc y figure bien. Le client précis porte le nom de CSDN, qui semble ici être l'acronyme du Conseil suprême de la défense nationale.

Un autre document semble prouver que le Maroc est bien client de Hacking Team. Il s'agit d'une facture en date du 15 février 2013 que la société italienne adresse au CSDN, domicilié à Agdal, à Rabat. L'objet de la facture est le «RCS Android platform» et sa maintenance. Facturé à 100 000 euros, le RCS est le Remote control system, un produit vendu par Hacking Team capable d'infecter la majorité des systèmes d'exploitation sans être détecté par les antivirus. Il peut enregistrer des conversations Skype, voler des emails, des sms ou même des clés de chiffrement utilisées pour échanger des informations confidentielles.

DES JOURNALISTES MAROCAINS PIÉGÉS EN 2012

En 2012, des journalistes marocains de Mamfakinch.com prétendaient déjà être victimes de tel système. Ils auraient été piégés par un mail présenté comme contenant un scoop. Les experts qui ont ensuite travaillé sur les ordinateurs concernés ont découvert un logiciel espion et le code du cheval de Troie faisait fréquemment référence à l'acronyme... RCS. Hacking Team avait à l'époque été pointée du doigt. Contactée à l'époque par l'ONG Reporters sans frontières, Hacking Team n'avait pas nié son déploiement au Maroc.





Hydra Store .Tél.: +213 (0) 21 48 33 45 / bab ezzouar Store .Tél.: +213 (0) 770 96 93 62

Brandt
Pour tous les jours et même les autres.



Renault SYMBOL
Saha aidek ya djazair.

 **RENAULT**
Passion for life

DernahaDjazairia

 renault.dz

Projet de 900 logements de Cheklaoua

L'OPGI passe à la vitesse supérieure après la levée des contraintes

Houari Saaidia

« Nous mettons la pression qu'il faut sur l'entreprise de réalisation en charge du chantier des 137 logements, deuxième îlot du programme de 900 unités LPL de Cheklaoua. Un jour de retard en réalisation équivalait à un mois de retard en termes d'attribution. D'un autre côté, nous prenons en considération, comme il se doit, les contraintes techniques pouvant surgir sur ce site, auxquelles nous veillons à apporter les solutions adéquates », a déclaré au « Quotidien d'Oran » le directeur général de l'OPGI de la wilaya d'Oran, Ahmed Saber, interrogé hier au sujet de ce projet qui revient quasiment en boucle dans les visites du wali. A l'évidence, de telles sorties ont pour idée-force de mettre la pression sur les exécutants dans un souci de respect des échéances de livraison, a fortiori lorsqu'il s'agit de LPL. De ce fait, leur « fréquence » -tout comme la tonalité des instructions- augmente roportionnellement au déphasage -justifié ou pas- qu'en-

gistre le chantier. « Toutes les contraintes qui se posaient ont été levées, y compris les préoccupations exprimées par l'entreprise (chinoise) par rapport à la ligne de haute tension », assure M. Saber. Le passage d'une ligne HT sur le site imposait, en effet, une bande de sécurité minimale. Un retrait de 8 mètres de la surface bâtie, soit une marge sécuritaire optimale par rapport à la ligne électrique a été opérée, précise le premier responsable de l'OPGI. Par ailleurs, M. Saber a souligné que le problème de remontée des eaux d'une nappe phréatique a été définitivement réglé par la vidange puis la mise en place d'un système de drainage adapté. « L'analyse effectuée a montré qu'il s'agissait d'eaux agressives. Pour cette raison, nous avons eu recours à un dispositif de protection des fondations, au contact avec le sol, à base de HTS (ciment à haute teneur en silice) ainsi que la mise en place de couches successives de ballast et l'installation de gros regards pour l'évacuation des eaux. Sur les six blocs que comporte

cet îlot, quatre ont été déjà équipés en regards », ajoute encore le DG de l'OPGI d'Oran. Sur le délai prévisionnel de livraison de cette tranche de 137 logements, il affirme que le délai contractuel est de 14 mois, mais il faut compter jusqu'à décembre 2016 pour la réception de l'ouvrage. L'autre tranche du programme, la plus consistante puisqu'il s'agit de 763 unités, est, quant à elle, bien en avance, rassure-t-il. Suite aux instructions du wali, l'OPGI a également « pressé » l'entreprise de réalisation chinoise ZGIGC pour renforcer son personnel et ses moyens de bord à ce chantier. Il est à noter que le chantier, qui fait partie des programmes qui déploreraient un net déphasage par rapport aux échéances de réception de la wilaya, a connu une nouvelle dynamique, notamment depuis l'arrivée de Saber Ahmed à Oran. Localisé initialement sur le site de Hayat Regency, ce programme LPL avait été transféré fin 2013 vers Cheklaoua, après l'éradication « au-forceps » du bidonville qui y était érigé.

Gdyel

Inauguration de deux nouvelles Sûretés la semaine prochaine

K. Assia

Deux nouvelles infrastructures policières seront inaugurées la semaine prochaine à Gdyel. Il s'agit de la nouvelle sûreté de daïra qui est implantée dans les alentours du siège de la daïra alors que l'autre structure est une sûreté urbaine réalisée dans la cité 1500 logements sociaux sur l'axe qui mène à Sidi Benyebka. Une visite sur site a conduit avant-hier mardi le président de l'APC de Gdyel et les services de la sûreté afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de finition. Les deux nouveaux services visent à renforcer la sécurité des biens et des personnes surtout après les différentes opérations de relogement de familles à la cité 1500 logements. L'inauguration de ces infrastructures se fera en présence du directeur général de la Sûreté nationale, le général-major

Abdelghani Hamel et probablement du ministre de l'Intérieur. Le patron de la DGSN aura également à inaugurer d'autres structures et services dont l'unité aérienne de la police. Par ailleurs, ces nouvelles sûretés font partie de l'important programme de modernisation initié par la DGSN. Sept sûretés urbaines et une brigade mobile de la police judiciaire -BMPJ- sont prévues dans le cadre de ce programme à Oran. Ce projet initié dans le cadre d'un meilleur rapprochement entre les citoyens et la police vient à la demande de nombreux habitants qui ont exprimé ce vœu. Ces infrastructures seront donc implantées à Sidi El-Bachir, Belgaid, Chahid Mahmoud, la nouvelle cité 800 logements de Oued Tlélat, Gdyel, Bousfer, Mers El-Hadjadj et une BMPJ à Cahid Mahmoud. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du plan de modernisation des infras-

tructures lequel vise à améliorer l'accueil, l'orientation des habitants et surtout veiller à sécuriser l'ensemble des zones et quartiers des villes. D'autre part, la sûreté de la wilaya d'Oran s'est renforcée de trois nouvelles structures qui ont été réceptionnées en mai dernier. Il s'agit de trois sûretés urbaines implantées respectivement à Aïn El-Beida, le quartier d'El Emir (ex- Les Plateaux) sur les hauteurs d'Arzew et à Fellaoucene, El-Barki. Au total, 33 projets sont retenus pour toute la wilaya d'Oran. Ils seront implantés respectivement à Sidi El-Bachir, Hai Bouaâma, Hai Es-Sannouber, Hai Belgaid, Hai Nedjma, Bir El-Djir, Bousfer et Es-Senia. Ainsi, il est prévu la création d'une sûreté urbaine et une BMPJ dans les localités de Sidi El-Bachir, de Hai Bouamama, Hai Es-Sannouber (Les Planteurs), Hai Belgaid, Hai Nedjma.

Récitation du Saint Coran à Arzew Les lauréats primés

B. Lahouari

La place publique du 1^{er}-Novembre 1954 dans la commune d'Arzew a été animée dans la soirée du mardi où des familles sont venues assister à la finale de la récitation du Saint Coran. La cérémonie qui a été inaugurée par le maire d'Arzew, Mokhtar Ayachi, en présence du président de l'APW d'Oran, Abdelhak Kazi Tani, a vu la participation d'une dizaine d'enfants,

filles et garçons, ayant été qualifiés après le concours spécial ramadhan organisé dans les mosquées de la ville depuis le début du mois. En effet, cette activité culturelle qui a coïncidé, rappelle-t-on, avec la célébration de Leilat El Qadr, a drainé une foule nombreuse et l'ambiance était bon enfant. Les lauréats sous les feux de la rampe ont reçu des mains des imams et des notables de la commune d'Arzew, des cadeaux, entres autres le Saint Coran.

Cette activité religieuse a été sponsorisée par des entreprises privées locales. Sur le plan technique, on peut parler de réussite puisque une assistance professionnelle a pris en charge l'organisation. En effet, dira Zouaoui Noredine, « le mérite revient à Mohamed Benzaid de l'AVS de Bejaia qui a mis à notre disposition un équipement moderne ». A la fin de la cérémonie, des effets spéciaux ont impressionné le public arzewien.

Union nationale des commerçants et artisans, UGCAA

133 boulangers réquisitionnés pour l'Aïd

K. Assia

En prévision de la fête de l'Aïd-el-Fitr, l'UGCAA d'Oran a pris les devants afin de réguler l'approvisionnement du marché en pain. Un programme d'action a été élaboré dans ce cadre, a souligné hier M. Mouad, coordinateur local de l'UGCAA, afin de garantir la disponibilité du pain. Pas moins de 138 boulangers ont été désignés pour assurer la permanence durant les deux jours de fête, a noté le responsable précisant que le pain sera donc disponible conformément au programme mis en place. En veillant ainsi à l'approvisionnement du marché local durant ces deux jours de fête, M. Mouad a précisé qu'une séance de travail a regroupé la semaine dernière le directeur du commerce et les membres du bureau de l'union afin d'instaurer ce programme et garantir une fête où tous les produits seront disponibles. Tous les grands axes de ce programme ont été passés en revue afin de cerner les insuffisances et surtout assurer un approvisionnement des produits à travers toutes les communes de la wilaya. La fédération des boulan-

gers a instauré un programme de sensibilisation afin que les permanences soient assurées pour réguler l'approvisionnement.

Le même dispositif sera également appliqué pour l'ensemble des produits dont les fruits et légumes, les transporteurs et tous les prestataires de service. Un appel a été lancé dans ce cadre par l'UGCAA à l'intention de toute la corporation pour veiller au respect de ces mesures. Des communiqués appelant au respect de ces dispositions seront donc diffusés dans toutes les boulangeries, boucheries et autres commerces affiliés à l'union, fait-on savoir.

Il est à rappeler que l'année dernière, au quatrième jour voire le cinquième jour de l'Aïd-el-Fitr, les Oranais sont restés sans pain. Les quelques boulangeries qui ont ouvert se sont contentées d'approvisionner les restaurants et les magasins d'alimentation générale. La population quant à elle a été négligée. En l'absence d'un contrôle rigoureux de la part des responsables locaux, les boulangeries d'Oran ont imposé leur diktat provoquant une véritable tension. Celle-ci a été perceptible à Arzew, Gdyel et dans plusieurs quartiers et communes de la wilaya d'Oran.

Pour tentative de vol à Aïn El-Turck

Un individu arrêté en état d'ébriété dans une mosquée

Rachid Boutlélis

Sous les chefs d'accusation d'atteinte aux moeurs et de tentative de vol dans une mosquée, un individu a été présenté hier devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Aïn El-Turck. Au terme de son audition, il a été placé en détention provisoire. Cet accusé, répondant aux initiales A.M., âgé de 37 ans et originaire de Mascara, a été appréhendé la veille, après la prière des « tarawih » dans la

mosquée El Qods, située dans le quartier commandant Ferradj, communément appelé douar Maroc, dans la commune d'Aïn El-Turck par les agents de la police judiciaire de la Sûreté de daïra. Lors de son arrestation à l'intérieur de la mosquée, l'individu, qui était en état d'ébriété, a été trouvé en possession de plusieurs exemplaires du Coran qu'il avait l'intention de voler, apprend-on de sources policières. Le mis en cause avait dissimulé sous ses effets deux bouteilles d'alcool.

Bd Marceau

Des habitants dénoncent des perturbations de l'AEP

D. B.

Des habitants du Bd Marceau qui se sont déplacés hier au siège de notre rédaction, ont lancé un appel pressant en direction des responsables de la SEOR pour la prise en charge de leur problème qui perdure depuis près de six mois. Selon les habitants du 34 Bd Marceau, il s'agit surtout d'un problème de pression, puisque les étages supérieurs sont contraint d'attendre jusqu'à 22 heures pour pouvoir remplir quelques seaux. « L'an dernier nous n'avions aucun problème en matière d'AEP. Il y a quelques mois des travaux ont été effectués sur le réseau et depuis la pression a diminué ce qui nous a privé d'eau. Seul les habitants du rez-de-chaussée et du « premier sont alimentés régulièrement », assure un habitant. Ce dernier affirme que malgré les nombreuses réclamations, rien n'a été fait. Le pire, assure notre interlocuteur c'est que la commune d'Oran va procéder au lancement des travaux d'aménagement de la chaus-

sée, ce qui empêcherait une intervention des services de la SEOR. « Il est impératif que les services de la SEOR interviennent avant le lancement des travaux d'aménagement. De toutes les manières les habitants se sont engagés à empêcher les travaux jusqu'à ce que notre problème soit résolu », assurent-ils. Contacté à ce sujet, le responsable de la communication a d'abord affirmé que les services de la SEOR n'ont reçu aucune réclamation et qu'une équipe des services techniques sera dépêchée sur les lieux pour constat. « Nos équipes s'attelleront à vérifier le réseau. S'il s'agit d'un problème de canalisation il sera pris en charge par nos équipes, mais si le problème est lié au colonnes montantes c'est aux locataires de procéder aux travaux », explique la même responsable. Pour clore, les habitants ont lancé un appel en direction des services de l'APC pour retarder un tant soit peu ses travaux pour permettre tout d'abord à la SEOR d'effectuer les réparations.

Tranche de Vie

Quelqu'un m'a dit qu'il cherchait chez moi la consolation. La surprise passée. La réflexion installée. On comprend que consoler quelqu'un c'est d'abord l'écouter. Il y a quelque chose de l'ordre du fatalisme. Accepter d'être « consolé », c'est accepter un état de fait pour mieux avancer dans sa vie. La consolation pour moi est temporaire, elle doit aider à un passage douloureux. Elle consiste à soulager la douleur. Elle peut également être synonyme d'adoucissement.

De la consolation à la désolation, le pas est petit dans certaines situations. L'optimisme ici est de rigueur, il faudrait appliquer la règle du verre à moitié plein ou à moitié vide. En général, l'affliction d'une personne se démontre par un abattement, un désespoir ou encore la détresse devant une montagne qu'on ne peut escalader et en même



temps qu'on ne peut ignorer. Dressée sur son chemin, elle vous empêche de voir ce qu'il y a derrière et

donc de vous projeter. Le tourment n'empêche pas le danger. Donner de la résonance à la consolation. Cela veut dire qu'il faut réagir face aux situations qui semblent vous échapper. Le chagrin est le début du calvaire. Il ne faut pas le laisser s'installer. On doit le chasser à chaque fois qu'il pointe son nez. Apprendre à le relativiser en le confrontant à d'autres situations qui devraient nous procurer quelques douceurs. Rien n'est noir ou blanc ; tout est matière à valorisation. Ainsi, la guerre de libération a eu des effets positifs pour le pays, combien ont été sacrifiés à ce destin du pays. L'énigme de la consolation collective réside dans l'espérance d'une autre chose « mieux ». La pudeur est celle qui protège les consolables et les consolateurs. La confiance reste le moteur principal. Tout peut être abordé, avec beaucoup de délicatesse. Dépêche-toi de vivre mon ami.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

DAOUD Farida, 65 ans, Maraval
MOUSSA Hasna, 81 ans, rue Khelifa Ben Allal
CHERGUI Helima, 63 ans, USTO
BRIKSI TANI Zahra, 90 ans, 18 rue Kouidi AEK

Horaires des prières pour Oran et ses environs

29 ramadhan 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h15	13h09	16h58	20h22	21h57



TLEMCCEN

Les constructions en ruine de Bab Zir, une véritable plaie dans la ville

Khaled Boumediene

A l'instar des anciens quartiers de Sidi El-Djabbar, derb Sensela, derb Messoufa, Sidi El-Yeddoune, derb El-Hadjamine, derb Sidi Hamed et R'hiba, le quartier historique de Bab Zir, situé au cœur de la médina de Tlemcen, grouillait jadis de monde; il y avait plein de maisons, de petits commerces, de hammams, de fontaines..., c'était la vie ! Aujourd'hui, il faut faire preuve d'une certaine imagination pour visionner cette scène citadine d'un autre temps. Jouxant l'emblématique kissaria, cet espace d'habitat de la ville de Tlemcen, qui abritait des maisons traditionnelles à patios, reflétant parfaitement le mode d'organisation culturelle et sociale de la famille tlemcénienne d'autrefois, est aujourd'hui en état de déliquescence : insalubrité, murs et terrasses en ruine, amas de gravats, air poussiéreux, refuge pour les délinquants, prolifération de rats et insectes... Ce quartier, oublié et marginalisé, est une véritable plaie dans la ville. Depuis la délocalisation des familles occupant pendant des décennies ce grand site urbain vers des logements neufs dans la périphérie de la ville, le processus de détérioration de ces maisons de type traditionnel, colonial et postcolonial s'est fortement accéléré durant ces dernières années. Certaines bâtisses pré-

sentent même un danger imminent pour les riverains, qui ne comprennent pas l'absence d'actions de démolition pour certaines maisons en état de délabrement, et de protection et sauvegarde pour d'autres. Actuellement, une part importante des constructions du parc immobilier de la médina de Tlemcen dont l'habitat traditionnel compose la plus grande partie, reste en marge de la vie courante. «Cela fait 10 ans qu'on vit au milieu des rats, dans des conditions que vous n'imaginez pas. Nos enfants sont nés dans ce cauchemar. On espère juste que tout ce qui est détruit autour de nous se reconstruit un jour ou s'aménage», se lamente un habitant du quartier de Bab Zir. «Il y a urgence pour les pouvoirs publics de mettre en place des mécanismes de sauvegarde pour cette médina si l'on veut mettre en valeur et protéger ce patrimoine architectural usé par le temps. Les terrains d'assiette des constructions à démolir peuvent servir d'implantation à des projets commerciaux, de parkings à étages qui font crucialement défaut dans la capitale des Zianides, ou ils peuvent être aménagés en espaces verts ou aires de jeux. Le meilleur moyen pour protéger le patrimoine, c'est de l'occuper, de lui attribuer une fonction, de lui accorder un rôle dans la société actuelle, bref de l'habiter. Le ministère de l'Habitat et de

l'Urbanisme doit mettre un programme national de réhabilitation des médinas algériennes, de renforcement des infrastructures et d'entretien des édifices. En ce qui concerne les équipements de proximité, les constructions démolies peuvent céder la place à la création de nouveaux équipements socio-administratifs et sportifs et la réalisation de nouveaux établissements de santé et d'enseignement. Il faut aussi penser à l'amélioration du cadre bâti des quartiers périphériques des médinas.

La participation citoyenne est déterminante dans la réhabilitation et l'amélioration du cadre de ce bâti », explique un professeur en architecture de l'université de Tlemcen.

Selon un autre spécialiste de la médina de Tlemcen, «le schéma d'organisation spatiale de la médina est basé essentiellement sur le rôle déterminant des fonctions économiques et plus particulièrement des fonctions commerciales dans l'organisation spatiale fondée sur une très forte différenciation entre les parties centrales où se concentrent l'activité économique, et les secteurs consacrés à la résidence ». La réhabilitation des maisons traditionnelles de la médina de Tlemcen pourra participer à la revitalisation de son noyau historique et contribuera aussi à accroître son activité touristique et économique.

MASCARA

65 familles bénéficient de l'électricité

Pas moins de 65 familles des zones rurales de la wilaya de Mascara ont bénéficié dernièrement de l'électricité, a-t-on appris jeudi auprès de la wilaya. Le réseau d'électrification rurale a été mis en service lundi et mardi derniers aux douars de Deghamcha dans la commune d'Ain Farès, Sidi Daho (Mamounia) et Hammama dans la commune de Tizi au profit de 65 familles dont la moitié réside au douar

de Sidi Daho (34 familles). Une partie des familles concernées par cette opération ont regagné leurs maisons qu'elles ont quittées durant plusieurs années et une autre partie a bénéficié du réseau électrique dans de nouvelles habitations construites à la faveur de l'aide à l'habitat rural, a-t-on ajouté.

Au moins 152 familles, réparties sur plusieurs communes rurales de la wilaya de

Mascara, avaient bénéficié lors de la deuxième quinzaine du mois de juin dernier de l'électricité grâce au raccordement de leurs collectivités au réseau desservant cette énergie. Il est attendu le lancement prochain de l'alimentation en électricité de 624 familles résidant dans 43 centres ruraux relevant de 25 communes, à la faveur du programme du ministère de l'Energie doté de 233 millions DA.

EL-BAYADH

Un jeune homme retrouvé pendu

Le corps sans vie d'un jeune homme âgé d'une trentaine d'années a été retrouvé pendu au bout d'une corde dans l'une des pièces de son habitation au quartier Liouz. Selon les premiers éléments de l'enquête diligentée par la brigade criminelle relevant de la police judiciai-

re de la sûreté de wilaya, le drame s'est produit en milieu de soirée de ce lundi dernier. Toutefois, l'enquête suit son cours pour faire toute la lumière sur ce décès. La dépouille mortelle a été déposée auprès de la morgue de l'hôpital afin de subir l'autopsie d'usage.

Colère du corps médical

La colère a atteint son paroxysme au sein du corps médical relevant de l'hôpital de Chellala après que l'une de leur consœur eut été violemment agressée dans l'exercice de ses fonctions par un citoyen. Pris dans un tourbillon de colère, ce dernier, les nerfs à fleur de peau et mâchant du noir, qui accompagnait l'un de ses proches, n'a pas trouvé mieux pour exprimer sa colère que de se dévouer sur une jeune femme médecin sans défense qui assurait la permanence au sein de cet hôpital. Dans un élan de solidarité avec leur consœur qui souffre de

diverses blessures, les médecins et infirmiers ont observé un sit-in durant toute la matinée de ce mardi devant le siège de leur structure médicale, exigeant des mesures sévères à l'encontre de cet énergumène qui a également mis sens dessus dessous le service des consultations. De son côté, la direction de la santé et de la population de la wilaya a dépêché une commission d'enquête sur les lieux et s'est déclarée partie civile dans cette affaire qui a plongé toute la population locale dans l'émotion et la stupeur.

Hadj Mostefaoui

AÏN TÉMOUCHENT

La future école paramédicale bientôt en chantier

Mohamed Bensafi

La future école paramédicale d'Aïn Témouchent va bientôt être mise en chantier, apprend-on auprès d'une source proche du secteur de la santé publique. Ce projet, dont les travaux vont débuter incessamment, s'étend sur une superficie de plus de 10.000 m² localisée dans la zone sud-est de la ville d'Aïn Témouchent et non loin du pôle universitaire. Cette future réalisation, qui aura une capacité d'accueil de 800 étudiants dont 350 en régime d'internat, devra coûter quelque 300 millions de dinars. La création de cet établissement, qui s'inscrit en droite ligne des efforts visant la qualification et la valorisation des ressources humaines du secteur de la santé, contribuera à «comblé» le déficit en personnel paramédical spécialisé. La future école pa-

ramédicale d'Aïn Témouchent devra assurer, outre l'encadrement dans le domaine du paramédical, le recyclage et le perfectionnement des agents paramédicaux, ainsi que l'accès des jeunes filles des wilayas limitrophes aux formations paramédicales, a ajouté notre source. Il a été remarqué, aussi, que le secteur de la santé est de plus en plus convoité par les jeunes, notamment la gent féminine, à la recherche d'emploi stable. La création de cette école permettra ainsi de «meubler» les carences en personnel de la santé dans cette wilaya devenue, ces dernières années, un pôle médical pour les habitants, avec, en plus des structures du secteur public, l'ouverture de plusieurs cliniques et cabinets de spécialistes privés. Rappelons aussi que la pose de la première pierre de cette école paramédicale a eu lieu en novembre 2012.

AÏN TÉMOUCHENT

Des vêtements de l'Aïd pour des enfants malades

Mohamed Bensafi

A la veille de la fête de l'Aïd El-Fitr, la solidarité bat son plein à Aïn Témouchent. Cette fois-ci, elle nous vient de l'association El Fedjr d'aide aux personnes atteintes du cancer de la wilaya d'Aïn Témouchent qui a procédé, dimanche dernier, à la distribution de plus de 60 trousseaux au profit d'enfants malades. Les trousseaux comprenaient des vêtements et des chaussures pour l'Aïd El-Fitr, ainsi que des jouets. Cette action bienfaitrice, qui s'est déroulée au siège de l'UNJA, a ciblé aussi 100 familles nécessiteuses qui sont réparties chacune avec un couffin chargé de denrées alimentaires. Cette association charitable, active depuis plusieurs années dans la wilaya d'Aïn Témouchent, a pour objectif de venir en aide aux enfants malades, de leur rendre quelque peu espoir en leur offrant un environnement sain, agréable et confortable. Elle prend en charge à la fois la conva-

lescence des enfants malades, ainsi que la prise en charge des parents.

Aujourd'hui, son objectif immédiat est de demander la disposition d'un service de radiologie dans l'un des centres hospitaliers de la wilaya, au profit de cette catégorie de malades, afin d'avoir des diagnostics rapides et des soins immédiats et leur éviter des déplacements longs et inutiles vers d'autres hôpitaux. Quoique le cas des médicaments et les prestations médicales telles que les analyses, non remboursés totalement, se pose toujours avec intensité pour ces malades, certains vivent dans la précarité sinon déjà ruinés par les dépenses largement au-dessus de leurs moyens. Pour la présidente de cette association, très active d'ailleurs, Mme Berrichi Aziza, ce qui lui tient à cœur aussi, c'est l'envoi d'une clinique mobile pour la sensibilisation et le dépistage du cancer du sein à travers les zones d'habitations les plus reculées de la wilaya.

BÉNI-SAF

Un doyen de l'éducation s'en va

Mohamed Bensafi

Une foule nombreuse a assisté, jeudi dernier à Béni-Saf, à l'enterrement du regretté Amrani Mohamed, ancien directeur d'école primaire bien connu et très estimé à Béni-Saf, comme un peu partout dans la région. Celui que la communauté enseignante appelait respectueusement «Ammi Mohamed» était considéré comme un exemple de sagesse, de savoir et d'humilité. Un véritable doyen de l'éducation qui s'en va à l'âge de 73 ans. Cet éducateur émérite a consacré plus de la moitié de sa vie à servir l'administration enseignante avec amour, compétence et dévouement de 1960 jusqu'à 1998. Son parcours est atypique. A 19 ans, il était déjà instituteur, puis membre de la commission d'inspection à 28 ans, ensuite directeur d'école, 05 années plus tard. Larbi Bachir, lui aussi, l'un des premiers instituteurs de l'après-indépendance et ami de toujours du défunt, nous raconta une anecdote, histoire de revivifier les belles années passées avec Amrani Mohamed dont les traits reflétaient déjà l'image d'un homme sérieux et assidu. «Je me souviens comme si c'était hier. C'était le 26 juin 1970, l'école tirait à sa fin, les élèves étaient déjà en vacances, les instituteurs, presque.

Mais pas la commission d'inspection de la daïra de Béni-Saf (à l'époque relevant de la wilaya de Tlemcen) dont était membre Amrani Mohamed aux côtés des Kazi et Hankour. Et après avoir passé en revue Azzaoui Hamida, Khalidi Mohamed et le regretté Zigh, dans les alentours d'Aïn-Youssef et Souk-El-Tenine, c'était mon tour, moi qui enseignais dans un village (Beni-Khaled, anciennement café maure) situé en haut d'une colline que la commission devait rendre visite. Et de crainte de voir leur voiture ne pouvant grimper jusqu'au sommet de ce village, l'un des membres proposa au groupe d'annuler cette visite d'inspection et de rentrer directement sur Béni-Saf (30 bornes plus à l'Est). Au retour, il était midi passé. Et avant de regagner son domicile, le défunt Amrani Mohamed décida d'aller siroter un café au cafétéria «Benaisa» (lieu qui se trouve toujours à la rue de la république à Béni-Saf mais transformé en restaurant). Et quelle fut sa surprise ? Il me vit installé dans un coin en train de jouer aux cartes (belotte) avec des amis. Il s'approcha de cette table et échangea un sourire avec moi avant de quitter les lieux. «Ah, Mohamed Amrani, c'était déjà un modèle, un homme respecté et respectueux», conclut avec émotion Larbi Bachir.

BOUIRA

Un réseau souterrain endommagé par des travaux : El Adjiba sans eau ni électricité

Un réseau électrique souterrain de moyenne tension a été endommagé par des travaux de terrassement qu'effectuait une entreprise privée pour le compte de l'Algérienne des eaux (ADE), au barrage de Tilesdit.

Farid Haddouche

L'ouvrage électrique qui fournit de l'électricité à toute la région, a été abîmé en deux endroits, selon les responsables de la direction de distribution de Bouira. Ces derniers ont tenu à déclarer que, cet acte d'agression sur l'ouvrage a, en conséquence, privé d'électricité plus de 3.400 abonnés de la commune d'El Adjiba, et les habitants d'une

partie de celle de Bechloul, limitrophe. Ajouté à cela tous les citoyens qui sont alimentés en eau potable, à partir du barrage de Tilesdit qui se sont vu privés d'eau, également. Cette agression a nécessité l'intervention des services de l'entreprise SDC Bouira, afin de mettre en place 05 boîtes de jonction, vu l'ampleur des dégâts, d'après le dirigeant de la SDC. Et la station d'eau du barrage de Tilesdit ne pourra reprendre

son fonctionnement que lorsque les travaux de réparation soient achevés par le rétablissement de tous les câbles souterrains qui ont été détériorés, a indiqué la chargée de la communication de la SDC Bouira, Mlle Benyoucef Widad.

En somme, cette agression sur un ouvrage électrique a, doublement, affecté les abonnés, les privant, ainsi, d'eau et d'électricité, en ces derniers jours du Ramadhan.

BOUIRA

7 morts et 210 blessés sur les routes

Farid Haddouche

Un bilan établi par les services de la Sécurité routière, relevant de la Gendarmerie nationale, de la wilaya de Bouira, a fait connaître

que, depuis le début du mois de carême, c'est-à-dire 19 juin, à ce jour, 135 accidents ont eu lieu, à travers le réseau routier de la wilaya de Bouira. Ces accidents ont engendré la mort de 7 personnes et

des blessures à 210 autres. 70% des cas sont dus à des dépassements dangereux, constatent les mêmes services. Le reste étant imputé à l'excès de vitesse, à l'état des routes, et aux véhicules.

THENIA

Solidarité : les bénévoles au premier rang

O. M.

Un groupe de jeunes bénévoles, à leur tête Youcef Mazzouz, aidé de Mohamed plus connu sous le nom de 'Boufarikqui' a permis à plus de 300 familles d'avoir un repas chaud, quotidiennement, durant tout ce mois du Ramadhan, en plus de la prise en charge de passants occasionnels, a clôturé son acte de solidarité en ce mois sacré par une soirée festive au profit d'enfants circoncis. Une semaine après la

circoncision qui s'est déroulée à l'hôpital de Thenia, grâce à la collaboration des médecins de l'EPH de la ville, c'était la soirée de cadeaux à la Maison de la Culture «Hamid Bentaleb», où plus 400 personnes ont pris place pour partager la joie des enfants et de leurs parents. Pour cette occasion, dira M. Mazzouz : «tous les enfants ont été pris en charge, nous leur avons acheté des tenues pour la circoncision.

On leur a aussi offert des cadeaux et ceci grâce aux

dons de certains bienfaiteurs que nous remercions, au passage, en plus une centaine d'enfants issus de familles nécessiteuses ont bénéficié d'habits pour l'Aïd».

La soirée s'est caractérisée par la présence de clown et de la poétesse Melikchi qui grâce à des «bocalats» et autres histoires du terroirs, a donné une autre dimension à la soirée, où des femmes, sous les yoyou de la salle, ont mis le henné aux circoncis et aux autres enfants.

MÉDÉA

Une série d'accidents de la route en une seule journée

Rabah Benaouda

La liste noire des drames de la route, sur le réseau de la wilaya de Médéa, continue, malheureusement, de s'allonger avec, cette fois-ci encore, pas moins de 3 accidents enregistrés, durant la seule journée de mardi dernier. Trois accidents de la route qui ont fait 10 blessés parmi lesquels 4, dont une fillette de 7 ans, ont été gravement atteints, selon le communiqué de la Protection civile de la wilaya de Médéa. Ainsi, le premier de ces trois accidents de la route a eu lieu, à 13h30, au lieu-dit

'Ruisseau des singes', sur la RN 1, suite à un violent carambolage entre 3 véhicules de tourisme et qui a causé des blessures graves à 3 personnes qui ont été évacuées vers les urgences de l'hôpital de Médéa. Moins de 3 heures plus tard, à 16h plus exactement, le deuxième accident de la route eut lieu sur la RN 40, dans la commune de Boughezoul, daïra de Chahbounia. Cette fois-ci, c'est un véhicule utilitaire qui a percuté de plein fouet une fillette âgée de 7 ans, lui causant des blessures graves à la tête. La petite victime a été évacuée à la

polyclinique de Chahbounia par les éléments de la Protection civile. Quant au troisième accident de la route, il est intervenu, en fin d'après-midi, au lieu-dit 'Djenane Tobal', sur la RN 1, dans la commune de Berrouaghia, à la suite du dérapage d'un véhicule de tourisme, de marque 'Toyota-Yaris', à bord duquel se trouvaient 6 passagers de nationalité tanzanienne, âgées entre 12 et 40 ans, qui est allé percuter de plein fouet un poteau électrique. Souffrant de blessures diverses, les 6 victimes ont été évacuées à l'hôpital de Berrouaghia.

79 ha de blé et 210 amandiers, partent en fumée

Rabah Benaouda

Un important incendie s'est déclaré dans la journée de mardi dernier, aux environs de 11h, dans un vaste champ de blé dur, dans la commune de Ouled Daïed, daïra de Berrouaghia. Sept éléments de l'unité secondaire d'intervention de la Protection civile de la daïra de Berrouaghia, appuyés par 3 engins, ont été

mobilisés. Et ce n'est qu'au bout de 3 heures d'efforts que le feu a été circonscrit mais avec des dégâts matériels s'élevant à 79 ha de blé dur. Les gros efforts entrepris ayant épargné, heureusement, le même sort à 720 autres ha de ce champ de céréales. C'est ce qu'indique, en effet, un communiqué de presse émanant de la Protection civile de la wilaya de Médéa, qui ajoute qu'un deuxième

me foyer d'incendie a touché, aux environs de 18h30, de cette même journée de mardi dernier, une plantation d'amandiers, située au lieu-dit «Ouled El-Abed», dans la commune de Tablat. Et, là il aura fallu plus de 2 heures d'efforts soutenus pour parvenir à maîtriser ce sinistre, pas moins de 210 amandiers ont été totalement calcinés, en plus de 2 ha de broussailles.

BLIDA

Plus de 700 commerçants désignés pour la permanence de l'Aïd

Sept cents-douze commerçants et opérateurs économiques ont été désignés, dans la wilaya de Blida, pour garantir la continuité des activités commerciales, durant les deux jours de Aid El Fitr, a-t-on appris, auprès de la direction locale du Commerce. Selon le chargé du service «Observation du marché et d'information économique», El Hadi Bouzekar, 117 boulangeries, représentant un taux de 45 % de la corporation, et 557 commerces de produits alimentaires divers assureront la permanence, durant les deux jours de l'Aïd, parallèlement, à cinq minoteries et deux laiteries à Beni Tamou et Chiffa, dans l'objectif de «garantir l'approvision-

nement permanent des citoyens, en produits alimentaires, dont notamment le pain et le lait». Le même responsable a, également, fait part de la mobilisation de 54 agents de contrôle, à la même période, en vue de «veiller à la mise en application de cette mesure», soulignant que toute infraction à la procédure de permanence du service expose le contrevenant à une amende de 30.000 à 200.000 DA, voire, même, à la fermeture du local pour une durée de 30 jours. Il a ajouté que le plan de permanence en question sera placardé à la direction du Commerce de la wilaya et de son site électronique, de même que dans toutes les communes.

Saisie de 15 tonnes de produits alimentaires

Quinze tonnes de produits alimentaires, dont notamment des laits et dérivés et des viandes, ont été saisies par les services de la direction du Commerce de Blida, depuis le début du mois de Ramadhan, a-t-on appris d'un responsable à la direction locale du secteur.

Les mêmes services ont proposé à la fermeture 102 commerces, en infraction avec la législation en vigueur, selon la même source. La valeur des produits saisis a été estimée à plus de 2 millions de DA, selon le chargé du service de Protection du consommateur et de la Répression des fraudes, qui a fait part de la destruction d'une partie de ces produits, car avariés, alors que l'autre partie, saisie pour des raisons liées au non respect

des règles d'hygiène et de conservation, et absence de registre de commerce, a été offerte à des associations caritatives et autres foyers de personnes âgées. Les raisons avancées pour les locaux commerciaux proposés à la fermeture sont, essentiellement, représentées par le non respect des clauses du registre de Commerce et le défaut d'hygiène.

Depuis le début du mois sacré, les agents de contrôle de la direction du Commerce, ont fait le constat de 5.521 infractions, au cours de 6.025 interventions effectuées et ce, pour des causes liées, notamment, à l'absence d'affichage des prix, absence de facturation, non possession du registre de commerce et défaut d'hygiène, a ajouté la même source.

BISKRA

La chaleur et le jeûne modifient des habitudes

La canicule de l'été, avec des températures de plus de 40°, allié au Ramadhan, semble avoir modifié «l'horloge biologique» des artisans des Ziban qui sont, de plus en plus, nombreux à travailler la nuit. Ce chamboulement des habitudes a transformé des activités, foncièrement diurnes en activités nocturnes, obligeant les tenants des métiers artisanaux à besogner la nuit et à récupérer durant les suffocantes et bien longues journées d'été. Des chantiers de construction, des ateliers de menuiserie, de couture, de ferronnerie ou de plomberie sont ouverts la nuit et leurs travailleurs vaquent à leurs tâches, sous la lumière de puissantes lampes électriques. Même les mécaniciens et les réparateurs de cycles et motocycles ouvrent leurs locaux de nuit pour répondre aux besoins d'une clientèle qui semble apprécier ce type d'offres de services nocturnes, a-t-on observé, dans plusieurs villes de la wilaya.

Des médecins, des bouchers, des vendeurs de téléphones portables, les commerces de matériaux de construction, de bois et de pièces de rechange et

même les tenants d'auto-écoles affichent «ouvert», durant ces nuits fraîches d'été. Le secteur agricole ne refuse pas non plus le changement puisque de plus en plus d'agriculteurs irriguent leurs vergers de palmiers-dattiers, durant la nuit ou encore louent les services de grimpeurs de palmiers pour traiter les régimes de dattes sous la lumière de projecteurs.

Pour le président de l'Association des producteurs de dattes, Khaled Laâdjaj, cet traitement des régimes de dattes, localement appelé «Ettaâdal» est vital, à ce stade précis du processus de croissance des dattes qui a coïncidé, cette saison, avec le Ramadhan et ne peut de ce fait, être repoussée au-delà de la mi-juillet, sous peine de compromettre la récolte. Cette transformation des habitudes commerçantes s'ajoute aux habituelles activités des soirées de Ramadhan, notamment de vente de grillades, de sandwiches d'oeufs durs et de thé à la menthe. Cela insuffle un dynamisme, sans précédent, aux villes des Ziban qui semblent ne plus vouloir dormir lorsque le soleil plonge derrière l'horizon.

TÉBESSA

Un accord sur les saisies du carburant

La direction régionale des Douanes de Tébessa et celle de Naftal viennent de conclure un accord, au titre duquel les services de la Douane restituent les quantités de carburant saisies, aux sites de stockage appartenant à Naftal. Ces opérations de restitution d'essence et gasoil saisis, par les services des Douanes, entrent dans le cadre de lutte contre la contrebande. Ainsi les services de la Douane sont aux aguets, pour les saisies de véhicules utilisés dans la contrebande de carburant à destination des frontières.

Agressions, rixes, accidents...

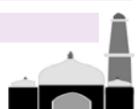
Depuis le début du mois de Ramadhan, les services des urgences médico-chirurgicales de l'hôpital 'Alia Salah' de Tébessa ont enregistré 90 cas d'agression avec armes blanches et autres instruments tranchants et ce, au cours de rixes et altercations. Notons que 6 cas graves ont nécessité des interventions chirurgicales. A cela, se sont ajoutés une soixantaine de cas dus à des accidents de la route. A signaler que les personnels médical et paramédical des services médico-chirurgicaux de l'hôpital 'Alia Salah' accueillent et prennent en charge quelque 300 personnes par jour, entre malades et accidentés.

Ali Chabana

Horaires des prières pour Alger et ses environs

29 ramadhan 1436

El Fedjr 03h54	Dohr 12h54	Assar 16h45	Maghreb 20h10	Icha 21h47
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



FÉLICITATIONS

Les familles **BENNOUN** et **HADDAD**
félicitent leur fils **OUSSAMA**
pour sa réussite au baccalauréat avec mention Bien.
Nous sommes vraiment fiers de toi et on te souhaite
beaucoup de succès à l'avenir **INCHA'ALLAH.**
Ta tante Souad



FÉLICITATIONS

BLAHA Narimane Widad Nesrine
BLAHA Fouad

Bravos pour ton Bac ma petite fille adorée, tu nous as honorés, j'espère que cette joie brisera le signe indien et apportera une vague de série de bonheur.
Je tiens aussi à remercier mon fils pour sa Licence en Communication Option Journalisme.
Et je vous souhaite une bonne continuation et un avenir prometteur.
Votre père qui ne cessera jamais de vous aimer.



AVIS DE DISSOLUTION

Il est porté à votre connaissance à l'ensemble des créanciers et des tiers de la dissolution des deux (02) Coopératives de consommation de la DAG / ACTIVITE AVAL / SONATRACH. A ce titre les créanciers et les tiers sont invités à se présenter au siège de la liquidation situé à Ain El Bia CAMP VI, munis de toutes les pièces justificatives dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de parution de ce présent communiqué.
Passé ce délai aucune réclamation ne pourra être prise en considération.
Le Liquidateur

Al Weessem

100, Bd Mostefa Benboulaïd H. Khemisti
(face Clinique Hikma) Oran
Tél : 041.62.23.36 // 06.61.44.82.79 // 07.71.08.17.38

TUNISIE « Hammamet »
11 Jours en Demi-Pension
Héberg. Htl 4 ****

A partir de **54.900,00 DA / Personne**

Du 25/07 au 04/08/15 == Du 02/08 au 12/08/15
Du 10/08 au 20/08/15 == Du 18/08 au 28/08/15

Importante Société à ORAN

RECRUTE

- Directeur des Finances et de la Comptabilité (DFC).
- Ingénieur en Electronique Biomédical.
- Ingénieur en Electrotechnique.

Il est exigé :

- Diplôme dans la filière.
- Expérience professionnelle plus de 5 ans.
- Bonne présentation.

Envoyer CV + Photo à :

entrepriseoran.recruite@gmail.com



مركز الدراسات و الإنجازات العمرانية
CENTRE D'ETUDES & DE REALISATIONS EN URBANISME
«URBOR»



E.P.E. S.P.A. - au capital social 385.000.000 DA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE TRAVAUX DE REALISATION DU SIEGE DEL'AGENCE URBOR ADRAR

En application de l'article 49, alinéa 2 du Décret Présidentiel N° 10/236 du 07/10/2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics et suite à la décision de la commission d'évaluation des offres, les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres National ouvert N° 01/2015 en date du 15/02/2015 relatif aux travaux de réalisation du siège de l'agence URBOR Adrar sont informés de l'attribution provisoire du marché conformément au tableau ci-dessous :

N°	Désignation	Soumissionnaire	NIF	Montant HT	Observation
01	Travaux de réalisation du siège de l'agence URBOR ADRAR	BENMOULEY MOULEY HASSANE	198001010064348	36 975 488.60	Mieux-disant

Conformément à l'article 114 du Décret Présidentiel N° 10/236 du 07/10/2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics, les soumissionnaires contestant le choix opéré, peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marchés de l'entreprise à l'adresse suivante : 124, Avenue Aspirant Hammou Mokhtar dans un délai de 10 dix jours à compter de la date de la première communication de cet avis d'attribution provisoire.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Adresse : 124, Avenue Aspirant Hammou Mokhtar

Oran - Tél : 041 45 23 27 - 041 45 23 54 Fax : (041) 45 21 78

Email: contact@urbor.com - RC : 31 00 01 04 787.B

Compte bancaire CPA N° : 00 400.402.401.71128.01.67

FÉLICITATIONS

Les familles **KOTNI** et **KENDOUCI** félicitent chaleureusement leur fille **KOTNI HAYET** pour l'obtention de son Bac et lui souhaitent d'autres réussites.
Ton père, ta mère, tes tantes, tes oncles, tes cousines sont fiers de toi.
A d'autres succès **INCHA'ALLAH.**
Ton père



FÉLICITATIONS

Bravo mon fils **MOHAMMED MEHDI ABDELKADER** pour ta brillante réussite aux épreuves du baccalauréat, tu as honoré toute la famille **BENHAMZA.** Je te souhaite beaucoup de succès à l'avenir.
Ton père ABIBAKEUR ES-SEDDJIK BENHAMZA



FÉLICITATIONS

A notre prince adoré **KHALDI ALI REDA.** A l'occasion de ton succès au Baccalauréat, ton papa, ta maman, ton frère et ta sœur te félicitent. Merci ALI pour la joie que tu nous as apportée. On est très fiers de toi, vers beaucoup d'autres succès **INCHA'ALLAH.**
Tes parents



FÉLICITATIONS

Les familles **SOUAS** et **BOUCHENAK**

de Sidi Bel-Abbès félicitent

leur fille **NASSIMA**

pour sa réussite au Bac.

Tous sont fiers de toi et te souhaitent

d'autres succès à l'avenir **INCHA'ALLAH.**



FÉLICITATIONS

Bravo **HANANE** pour ta réussite au BEM.
Les familles **OURZINE** de Hassiane-Ettoual et **BENMANSOUR** de Béni-Saf - Tlemcen - Oran te souhaitent bonne réussite et continuité dans tes études **INCHA'ALLAH.**



FÉLICITATIONS

Les familles **KHETTOU** et **HATTOU** souhaitent à leur fille, petite-fille, sœur et nièce **YOUSRA** un brillant avenir après un brillant succès au Bac.
Pour tout le bonheur et la fierté que tu nous as offerts : Merci et Bravo.



FÉLICITATIONS

A ma très chère fille **BELBACHIR ASMA.** Avec beaucoup d'émotion et de fierté pour l'obtention du Bac, tu as fait plaisir à toute la famille **BELBACHIR.** Tes parents te souhaitent d'autres succès à l'avenir **INCHA'ALLAH.**



FÉLICITATIONS

La famille **BENYELLOUL** félicite chaleureusement son fils **Med REDA** pour l'obtention de son Bac et lui souhaite d'autres succès à l'avenir. Ton papa et ta maman sont fiers de toi.
Encore Bravo ! Et bonnes vacances !



FÉLICITATIONS

A mon très cher fils **SAHI Med YACINE.** Avec beaucoup d'émotion et de fierté pour l'obtention du Bac, tu as fait plaisir à toute la famille. Nous te souhaitons d'autres succès à l'avenir **INCHA'ALLAH.**
Ton papa SALIM qui t'aime



FÉLICITATIONS

La famille **FOURAR** félicite sa fille **FOURAR HABIBA NOUR EL HOUDA** pour l'obtention de son BAC 2015 avec mention et une moyenne de 16,92 et lui souhaite beaucoup d'autres succès dans sa vie **INCHA'ALLAH.**
Tes parents qui t'adorent



FÉLICITATIONS

Les familles **MEZOUGH** et **MOKHTAR KHARROUBI**

ont l'immense joie d'annoncer la réussite de leurs enfants

MEZOUGH SALIM :



Licence en science économique, **MEZOUGH RYM : BEM mention**

Très Bien

avec une moyenne de 17.06.

Nous vous disons Bravo et nous vous souhaitons

d'autres succès à l'avenir. إن شاء الله

Toutes nos félicitations

Cas d'hépatite C dans une clinique privée En attendant les résultats des analyses

Après avoir suspecté des risques sérieux d'apparition de foyers d'hépatite C au sein de leur établissement, les gérants de la clinique privée «Les violettes», un établissement situé sur le plateau de Zouaghi Slimane de Constantine, ont été destinataires d'une mise en demeure d'une semaine pour lever les réserves émises par la commission d'inspection, qui a visité dernièrement cet établissement, et se conformer aux cahiers des charges et à certains protocoles sous peine de fermeture.

A. Mallem

Cette mesure a été prise par la direction de la santé de la wilaya de Constantine sur la base des conclusions d'une inspection, suivie d'une enquête approfondie, effectuée par les membres de la commission ad hoc composée de médecins de la direction de la santé et de la CNAS qui ont émis des suspicions sur un risque élevé d'hépatite C dans cet établissement de santé.

D'après les informations données hier dans une conférence de presse tenue au siège de la direction de la santé de Constantine, animée par le secrétaire général de la DSP M. Ahmed Brachia et les membres de la commission ad hoc, une enquête a été déclenchée à la clinique «Les violettes» à la suite des plaintes qui ont été déposées par deux malades pensionnaires sous dialyse auprès de la DSP et de la CNAS. «L'inspection a révélé, explique le Dr Benamoune de la DSP, des insuffisances en matière d'hygiène hospitalière universelle, le lavage normé et le lavage des sols qui sont des protocoles de respect de l'hygiène ne sont pas correctement observés. Ensuite, la seconde, il y avait absence de protocoles affichés au niveau des générateurs. Le troisième point porte sur l'absence de la salle d'isolement qui doit être équipée d'un générateur et le quatrième concerne le non respect du circuit du linge.

Et enfin la vaccination systématique des malades et des membres du personnel qui n'est pas respectée. Toutefois, on ne peut pas dire formellement que ces insuffisances sont à la base de la provocation de l'hépatite C. Il y a seulement des suppositions et des suspicions et nous avons transmis les résultats des prélèvements que nous avons transmis au laboratoire du CHU de Constantine,

seule autorité médicale habilitée à se prononcer en la matière ».

Intervenant ensuite, M. Brachia a indiqué qu'une inspection inopinée sera déclenchée la semaine prochaine au sein de cet établissement. Et dans les cas où il sera constaté que les réserves contenues dans la mise en demeure n'ont pas été levées, la clinique sera fermée et ses gestionnaires en supporteront les conséquences. «Et nous espérons que, entre-temps et dans l'attente des résultats du laboratoire du CHU qui vont tomber sous peu, les gestionnaires de cette clinique aient levé les réserves émises et répondu aux cahiers des charges et des protocoles d'accord», a souhaité le secrétaire général de la DSP.

A propos de la propagation de la maladie, les membres de la commission n'ont pas voulu se prononcer avec exactitude supposant seulement que le virus de la maladie, qui se transmet par le sang et les relations sexuelles, peut avoir été véhiculé par des dialysés qui effectuaient des traitements dans les structures publiques ou ailleurs. « En tout cas, dira un épidémiologue membre de la commission, en l'absence des résultats probants certifiés par le laboratoire du CHU, on ne peut pas prendre le risque de se prononcer. Et c'est ce résultat également qui déterminera le nombre de malades de la clinique qui sont atteints de l'hépatite C ».

En matière de chiffre, le représentant de la CNAS dira que les malades de la clinique qui sont subventionnés par la sécurité sociale sont au nombre de 90 et sur ce nombre nous avons dénombré 28 cas qui sont supposés avoir été atteints d'hépatite C. «Il n'y a pas encore de résultats exacts de sérologie et seul le rapport de référence délivré par le laboratoire du CHU peut confirmer le nombre exact des cas», a conclu le docteur Kehili, le médecin-conseil de la CNAS.

Des «exclus du logement» protestent

A. El Abci

Près d'une quinzaine d'occupants du site d'habitations précaires El Ménia, non concernés par l'opération de démantèlement à Ali Mendjeli, qui a touché leurs voisins de la cité en ce début du mois de juillet, ont tenu hier un rassemblement devant la daïra, pour réclamer leur logement à l'instar de leurs, désormais, anciens voisins.

Selon le représentant de ces quinze familles d'«exclus» du logement, «près de 60 familles habitant le même site ont bénéficié le 2 de ce mois de juillet 2015, d'appartements neufs à l'unité de voisinage (UV) 16 à la nouvelle ville d'Ali Mendjeli, alors que nous, nous nous sommes retrouvés écartés et ne figurant pas sur la liste des heureux élus. Pourquoi? Et bien, c'est tout simplement, nous disent des responsables de la daïra, qu'il n'y a plus d'appartements libres à l'unité de voisinage en question». Pourtant, poursuivra-t-il, nous avons eu les décisions de pré-affectations à peu près au même moment et à la même unité de voisinage 16, composée de F3. Et lorsque nous avons protesté, l'on nous a signifié que notre problè-

me sera réglé dans une semaine au plus tard, malheureusement, nous en sommes à deux semaines après et il n'y a toujours rien en vue », lanceront-ils avec colère accompagnée de gestes d'impatience.

«En vérité, expliqueront-ils, c'est parce que la majorité d'entre nous font partie de la catégorie des nouveaux mariés, que l'on nous a proposé des logements à l'UV 18 avec des appartements de type F2 et ce, en attendant, nous a-t-on dit, d'être transférés à l'UV 20 qui comporte des F3 et à laquelle il ne manque que les aménagements extérieurs, qui sont d'ailleurs en cours de réalisation. Nous ne comprenons rien à ce désordre et confusion extrême», ont-ils souligné. «Nous doutons que cela soit là la raison véritable et nous nous sommes résolus à venir aujourd'hui, accompagnés du président du comité de quartier pour relancer notre cas, voir ce qu'il en est de notre dossier et insister pour retrouver nos voisins et nos F3 ». Vers la fin de la matinée et après avoir fait longtemps le pied de grue en vain, devant le siège de la daïra, pour avoir une entrevue avec le 1^{er} responsable de cette dernière, les protestataires ont fini par se disperser non sans promettre de remettre ça avant l'Aïd.

Mendicité

Tous les moyens sont bons !

Rekibi Chikhi

Maintenant c'est connu, si on frappe avec insistance à une porte très tôt le matin, ces tout derniers jours de jeûne, il n'y a pas de quoi s'alarmer et imaginer le pire, c'est juste un mendiant "professionnel" qui fait son travail habituel en pareille période de l'année.

Au centre-ville de Constantine, tout le monde a remarqué que durant ces derniers jours, il y a toujours un mendiant entre deux autres mendiants, la ville est envahie de toutes parts. Mais le phénomène prend, non pas une nouvelle dimension, parce que de ce côté-là, la mesure a été déjà atteinte depuis bien des années, mais il prend des formes, le moins que l'on puisse dire, humiliantes à l'essence humaine même de ces faux mendiants. Incroyable mais vrai, ces derniers jours, dans la rue 19 Juin (ex-rue de France), une femme âgée d'une cinquantaine d'années aborde les âmes charitables non pas avec des prières mais en exposant sur une petite table une poche d'urines d'une couleur très foncée raccordée à une sonde. Des urines foncées suggèrent que la dame souffrirait d'une insuffisance rénale. Mais la poche

et la sonde, c'est pour les personnes alitées subissant un traitement avec du sérum et cela ne peut se faire dans la rue sans un encadrement médical, et même si elle souffrait d'une quelconque pathologie, il y a des alternatives bien plus décentes. «On prend les gens vraiment pour des c..., 'si tu n'a pas honte, fais ce qui te plaît', c'est ce que je dirais moi à propos de ces gens», lance sans ménagement un homme âgé à la figure de la femme. «Mais la ruse a bien marché et j'ai vu des personnes bonnes et simples d'esprit lui offrir volontiers le contenu de leur porte-monnaie, c'est la fête et les gens veulent bien faire», lance un monsieur outré par le phénomène de la mendicité qui est devenue de la pure et dure escroquerie.

Avec la canicule, leur nombre s'est quelque peu atténué dans la rue, et c'est après le F'tour, qu'une marée de mendiants de différents horizons s'abat sur le centre-ville, ceux de chez nous, des Nigériens revenus en force ces trois derniers jours et les Syriens, eux, plus discrets. A l'approche de l'Aïd El-Fitr, l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain de Constantine (ETC) ayant garanti, entre autres, le trans-

port vers le centre-ville, jusqu'à deux heures du matin et cela a été considérablement profitable à ces fonctionnaires hors norme. On n'a pas besoin de beaucoup de matériel pour exercer cette fonction, un vieux tapis déposé par terre, une vieille ordonnance qui ne dit pas grand-chose, deux ou trois boîtes de médicaments déchiquetées, une mine abattue de désœuvré et le tour est joué. «L'autre jour, j'étais dans un restaurant, une mendicante que je connais bien est entrée et imaginez qu'elle a commandé un S'hour très copieux que je ne pourrai jamais me permettre», raconte un vrai fonctionnaire. «Le phénomène ne s'arrêtera jamais si la police ne vient pas les prendre dans la rue devant tout le monde et si on n'entend pas qu'un mendiant est allé au tribunal à cause de cela, la mendicité est punie par la loi, non? Et alors, qu'est-ce qui empêche les autorités compétentes d'être fermes et appliquer la loi et nous débarrasser une fois pour toutes de ces êtres qui vivent aisément aux dépens des gens qui suent pour gagner leur vie?», se sont demandés beaucoup de citoyens avec lesquels on a abordé le sujet de la mendicité.

Place «Les Martyrs»

La cascade manque déjà aux Constantinois

Rekibi Chikhi

Enfin une réponse à ce qui s'est passé à la cascade de la place «Les Martyrs» face au palais de la culture Mohamed El Aïd Al Khalifa, dégarnie dernièrement de son beau revêtement noir. La cascade, qui figure parmi les tous derniers projets à être finalisés, réceptionnée juste quelques jours avant la date du lancement officiel des festivités organisées dans le cadre de l'événement culturel «Constantine capitale de la culture arabe», n'est pas tombée en décrépitude d'elle-même. «Les carreaux ont été délibérément détachés par une équipe de la DUC, maître d'ouvrage de ce projet », nous a affirmé avant-hier, M. Boutraâ Samir, chef de ser-

vice construction de la DUC. Ce revêtement posé par l'entreprise en charge de la réalisation du projet, ajoute notre interlocuteur, «a utilisé un ciment colle qui s'est avéré pas du tout compatible avec des surfaces humides exposées au soleil, comme une cascade d'eau et que ce produit d'origine allemande était plutôt conçu pour le revêtement intérieur». En réponse à tous les questionnements posés par les citoyens déçus par l'arrêt du rafraichissant ruissellement d'eau au square Ahmed-Bey, M. Boutraâ dira : «Il y a un suivi technique des projets réalisés afin de remédier au fur et à mesure aux éventuels vices qui remontent à la surface, et c'est justement dans ce cadre qu'on a constaté

que quelques carreaux commençaient à gonfler. Une petite lecture du mode d'emploi du ciment colle utilisé par l'entrepreneur nous a éclairé sur les causes, le ciment en question renferme une forte concentration en dioxyde de fer.

Donc exposé au soleil, il s'est dilaté et a créé du vide qui a facilité l'infiltration de l'eau de la cascade sous les carreaux et les premiers se sont effectivement détachés du mur de la cascade. Il a fallu donc anticiper la chute de tout le reste du revêtement en procédant à l'enlèvement par notre équipe de ce revêtement défaillant en attendant de le reposer avec un autre ciment mieux adapté aux cascades d'eaux et aux fortes chaleurs».

Un enfant chute dans un avaloir

Un enfant âgé de sept ans a fait, avant-hier, une chute peu avant le F'tour dans un avaloir au niveau de la cité AADL à la nouvelle ville de Ali Mendjeli, apprend-on auprès des services de la protection civile.

Selon le responsable de la cellule de communication de ce corps, Nouredine Taffer, un enfant âgé de sept ans est tombé aux environs

de 19 heures dans un avaloir d'un bâtiment de l'Agence algérienne de développement du logement (AADL), situé en face de la mosquée «Erriane», au niveau de la nouvelle ville de Ali Mendjeli. L'enfant, qui a perdu l'équilibre et est tombé dans un avaloir, a été ainsi repêché par l'équipe des sapeurs-pompiers envoyée sur les lieux.

La victime a reçu les premiers secours de l'équipe de la protection civile sous la supervision d'un médecin de cette dernière, avant d'être évacuée à l'hôpital Bencharif de Ali Mendjeli pour des soins complémentaires. Toujours selon la même source des pompiers, d'après une communication avec les services concernés de l'hôpital en question, l'enfant a passé un mauvais moment mais a été finalement sauvé et commence à récupérer.

A. E. A.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

29 ramadhan 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h43	12h40	16h30	19h55	21h31



En recrutant Van Persie

Fenerbahçe frappe un grand coup

À l'instar de Podolski, Nani, Mbia ou Eto'o, Robin van Persie va découvrir le championnat turc. L'ancien buteur de Manchester United, qui a signé un contrat de 3 ans avec le "Fener", a été accueilli en héros par les supporters du club stambouliote. La nouvelle destination européenne à la mode. En pleine expansion, le championnat turc tient sa tête de gondole en la personne de Robin van Persie. Après une décennie passée à martyriser les défenses de Premier League (sous les couleurs d'Arsenal puis de Manchester United), l'attaquant néerlandais (31 ans) a tenté le pari d'Istanbul pour donner un nouveau souffle à sa carrière. Plus vraiment dans les petits papiers de Louis van Gaal chez les Red Devils, RVP s'est engagé pour trois ans avec le club stambouliote de Fenerbahçe, ce mardi. En contrepartie du transfert de son avant-centre, Manchester United récupère 5 millions d'euros. Considérant les talents de buteurs de Van Persie (58 buts en 105 apparitions sous le maillot de Manchester lors des trois dernières saisons), le "Fener" réalise un bon coup sur le marché des transferts. Le club de la rive asiatique du Bosphore, qui s'était déjà sérieusement renforcé en engageant le défenseur danois de Lille Simon Kjær et l'ailier portugais des Red Devils Nani (le milieu brésilien de Chelsea Ramires pourrait suivre), tient son "Monsieur plus" pour les trois prochaines saisons. Arrivé diman-



che soir à Istanbul, Van Persie a été accueilli à l'aéroport avec ferveur par les supporters de son nouveau club. "J'ai vu beaucoup de choses au fil des années mais je n'ai jamais vu quelque chose comme cela. J'espère que je vais vous rendre heureux. C'est un honneur", a réagi RVP sous le coup de l'émotion. L'attaquant néerlandais, qui va

percevoir 350.000 euros par semaine en Turquie, aura la lourde tâche de qualifier Fenerbahçe pour la prochaine édition de la Ligue des champions (le club turc doit disputer deux tours préliminaires cet été pour y accéder). Mais aussi d'aider le "Fener" à supplanter au niveau domestique son rival éternel du Galatasaray.

Tour de France

Christopher Froome sur une autre planète



Un peu plus d'un an après son abandon dans la 5e étape du Tour 2014, le Britannique Chris Froome a revêtu le costume qu'il avait endossé une première fois en 2013: celui de patron d'un Tour de France qui semble lui tendre à nouveau les bras.

Le "Kenyan blanc", impressionnant vainqueur au terme de la première ascension de la Grande Boucle mardi à La Pierre Saint-Martin, avait prévenu: "dès la minute qui avait suivi mon abandon l'an dernier, j'avais déjà le regard tourné vers l'édition 2015. Ma préparation avait débuté!" Froome est "un perfectionniste", selon son directeur sportif français, Nicolas Portal. Dans son esprit, tout doit

être réglé comme du papier à musique. Et au sein de la formation Sky, qu'il a rejointe lors de sa création en 2010 en provenance de Barloworld, il a trouvé un environnement qui correspond à son style méticuleux. Froome, le diamant brut, sera taillé et poli par le manager Dave Brailsford, malgré des débuts contrariés par une grave infection parasitaire contractée lors d'un voyage en Afrique du Sud et qui aurait pu précipiter la fin de sa carrière. C'est été un gâchis: Froome va se révéler en pleine lumière lors du Tour d'Espagne 2011. Il termine 2e d'une Vuelta qu'il aurait pu gagner, si l'équipe Sky n'avait pas privilégié la carte de son compatriote Bra-

dley Wiggins. Cette performance va toutefois convaincre sa formation de poursuivre avec lui, notamment sur le Tour 2012. Il s'y effacera de nouveau en faveur de Wiggins avant de revenir comme leader unique en 2013, l'année de sa victoire après avoir remporté cette saison-là le Tour d'Oman, le Critérium international, le Tour de Romandie et le Critérium du Dauphiné. Christopher Froome devance au classement général le Colombien Nairo Quintana de plus de trois minutes. De quoi augurer d'une domination sans partage de Froome sur le Tour? Pas si vite! Car le cyclisme est aussi fait d'impondérables, comme sa chute et son abandon en 2014. Le 26 juillet prochain à Paris pourrait sonner comme une revanche sur cette fatalité. Froome pourrait alors reprendre sa marche en avant vers de nouveaux grands succès colorés de jaune. Pourtant, rien à l'origine ne laissait présager un tel destin au natif de Nairobi, au Kenya, qui a grandi en Afrique du Sud.

Lui-même a longtemps cru qu'il ne serait qu'un coureur moyen. "Avant le Tour d'Espagne 2011, j'avais des performances fluctuantes mais cette année-là, je me suis dit qu'un jour, je pourrais gagner un grand Tour", avait-il expliqué. De coureur moyen à vainqueur du Tour: le soupçon s'est rapidement invité dans la vie de ce champion qui n'a de cesse de répéter qu'il est un coureur propre. "Je demande que l'on me respecte à ce titre, pour le travail énorme que j'ai accompli pour en arriver là", a-t-il encore dit mardi à La Pierre Saint-Martin.

PSG - Ayant paraphé un contrat de quatre ans

Nikola Karabatic appelé à compléter son riche palmarès

C'était attendu, c'est officiel. L'international tricolore Nikola Karabatic rejoint l'armada du PSG handball. Le désormais ex-Barcelonais a signé pour les quatre prochaines saisons. "Sur la scène internationale, Nikola Karabatic, fort de 249 sélections en Équipe de France, a remporté trois Championnats du Monde (2009, 2011, 2015), trois Championnats d'Europe (2006, 2010, 2014) et deux médailles d'or successives aux Jeux Olympiques (2008, 2012). Nikola Karabatic est également un collectionneur de titres en Club. Il compte à son actif trois victoires en Ligue des Champions (2003, 2007, 2015), deux Coupes du Monde des Clubs (2014, 2015), treize championnats nationaux (2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2014, 2015) et 27 titres nationaux", comme le rappelle le club de la capitale sur son site internet. Nikola Karabatic, 31 ans, retrouvera notamment son frère, Luka, à Paris (arrivé le mois dernier). Mikkel Hansen, Didier Dinart, Luc Abalo, Daniel Narcisse, Thierry Omeyer, Luka Karabatic et maintenant Nikola Karabatic! Depuis, qu'il a repris le PSG

handball en 2012, QSI affole le marché des transferts. L'arrivée de Nikola Karabatic constitue un énième renfort de poids pour le nouvel entraîneur, l'allemand d'origine croate Noka Serdarsusic, que l'international français a connu à Kiel entre 2005 et 2008. A 31 ans, Karabatic donne donc un nouvel élan à sa carrière, après avoir certainement connu sa saison la plus prolifique sur l'aspect sportif (champion du monde avec les Bleus, champion d'Espagne, vainqueur de la Ligue des champions et de la Coupe du monde des clubs avec le Barça), mais aussi la plus tourmentée sur le plan judiciaire (il a été condamné à 10.000 euros d'amende pour escroquerie dans l'affaire des paris suspects). Il rêve désormais de compléter son palmarès à Paris. Dans le même temps, le club de la capitale espère enfin tenir le joueur qui lui permettra de remporter la Ligue des champions. Et d'imiter ainsi Montpellier, seule équipe française à avoir soulevé la plus prestigieuse des compétitions européennes, en 2003. A l'époque, le MAHB comptait dans ses rangs un jeune joueur prometteur, un certain... Nikola Karabatic.



Le journal des transferts

● Di Maria

au PSG ce week-end ?

Cible numéro 1 du PSG cet été, Angel Di Maria n'a jamais semblé aussi proche de signer avec les champions de France en titre. Ainsi, selon L'Equipe, l'ailier argentin pourrait rejoindre ses futurs partenaires aux Etats-Unis lors du stage d'avant-saison. Un dénouement pourrait même avoir lieu ce week-end. Pour rappel, le joueur de Manchester United se serait mis d'accord avec le PSG sur un contrat de cinq ans. Le montant du transfert est estimé à 65 millions d'euros.

● Sergio Ramos, c'est 90M euros

Le quotidien espagnol As rapporte que Manchester United a proposé la rondelette somme de 45 millions d'euros au Real Madrid pour Sergio Ramos. Insuffisant aux yeux des patrons du club espagnol, qui ont dit non et rappelé à leurs homologues anglais qu'ils attendent... le double pour transférer leur joueur, soit 90 millions d'euros. Les Red Devils auraient par ailleurs rappelé qu'ils ne laisseront pas David De Gea signer au Real Madrid si Sergio Ramos ne fait pas le chemin inverse en direction d'Old Trafford. Ancien joueur du FC Séville, Sergio Ramos, 29 ans, est sous contrat jusqu'en 2019 avec la Casa Blanca. Son compatriote David De Gea, 24 ans, est quant à lui lié à Manchester United jusqu'en 2016.

● Giovanni dos Santos en MLS

Après deux saisons à Villarreal, Giovanni dos Santos (26 ans) rejoint la ligue nord-américaine. L'attaquant international mexicain, dont le contrat avec le club espagnol courrait jusqu'en 2017, a signé pour quatre ans avec le Los Angeles Galaxy. Il pourrait gagner environ 5,5 millions d'euros par saison. L'officialisation devrait intervenir dans les prochaines heures.

● Echange Di Maria-Cavani ?

Et si le transfert d'Angel Di Maria au PSG était conditionné à un départ d'Edinson Cavani pour Manchester United? Selon le Daily Express, l'attaquant uruguayen pourrait effectuer le chemin inverse de l'Argentin. Les dirigeants manchiens n'auraient en effet pas abandonné l'idée de récupérer l'ex-buteur de Naples et aurait fait savoir à leurs homologues parisiens qu'ils aimeraient bien le faire signer dans le cadre d'un échange avec Di Maria.

● Fournier et les 50 millions d'euros pour Lacazette

«Je n'ai pas de crainte pour Alex (Lacazette). Bien sûr, si quelqu'un propose 50 ou 60 millions, je me doute bien que j'aurai seulement à acter son départ et à lui souhaiter bonne chance mais, sinon, j'ai vraiment l'impression qu'il veut rester», a déclaré Hubert Fournier, dans les colonnes de L'Equipe, au sujet d'Alexandre Lacazette, annoncé notamment du côté du PSG cet été.

● Higuain retenu par Naples

Annoncé sur les tablettes de plusieurs clubs européens, Gonzalo Higuain n'ira nulle part selon Aurelio De Laurentiis. Le président de Naples s'est montré très clair quant à l'avenir de l'attaquant argentin, sous contrat jusqu'en 2018. «Il n'y a aucune chance qu'il s'en aille. Gonzalo est et sera un joueur du Napoli», a-t-il affirmé au micro de la chaîne italienne Sport Mediaset. Il a ajouté qu'aucune demande ne lui était parvenue concernant son joueur.

● Ça se complique pour Otamendi à Manchester United

Selon AS, la dernière offre de 45 millions d'euros de Manchester United pour l'international espagnol, Nicolas Otamendi aurait été rejetée par Valence. Le Daily Mirror affirme que l'Argentin aimerait connaître son avenir d'ici dix jours, date de départ du FC Valence en stage de pré-saison. Le défenseur n'aurait aucune intention de repartir pour une saison supplémentaire avec le club chéri et serait prêt à aller au clash avec ses dirigeants pour forcer son départ chez les Red Devils.

● Nacho Monreal à l'Athletic Bilbao

Selon AS, l'Athletic Bilbao serait intéressé par Nacho Monreal. L'international espagnol des Gunners ne devrait pas prolonger son contrat qui se termine la saison prochaine à Arsenal. Pour arracher la signature du défenseur, l'Athletic Bilbao serait prêt à mettre la somme de 10 M euros pour le transfert.

MC El Eulma

Herada veut relever le challenge

M. Benboua

Prévue depuis plusieurs jours, l'assemblée générale du CA, qui s'est tenue avant-hier soir au siège du club, a connu des changements importants sur le plan organisationnel. En effet, lors de cette réunion de travail, les membres présents ont fixé les prérogatives liées à la fonction des membres du bureau afin d'ouvrir la porte à d'autres actionnaires pour renforcer le conseil d'administration. Aussi, une décision importante a été prise. Il s'agit de la nomination de Herada à la tête du CA. Ayant trouvé un accord avec le président intérimaire, Abderzak Harkat, pour son installation comme président du CA, Herada a annoncé qu'il fera tout son mieux pour faire accéder l'équipe en Ligue 1, ce qui constitue le principal objectif du club. C'est dire qu'il s'agit là d'une marque de confiance et d'un travail collégial, car en dépit de tous les problèmes, les dirigeants ont su privilégier l'intérêt du club. Pour le directeur de la société,

Anane, «le bon sens a finalement prévalu», évoquant une décision courageuse des responsables du club. En tous cas, pour permettre au Mouloudia de retrouver la place qui lui sied, Herada a prévenu que le chemin sera long et difficile. «Si je suis revenu, c'est pour faire accéder l'équipe parmi l'élite. Le MCEE doit vite se ressaisir car sa vraie place est en Ligue 1. J'espère bénéficier de l'aide de tout le monde pour réaliser cet objectif, car la saison s'annonce pénible et la course à l'accession sera certainement lancée dès les premières journées», dira Herada.

Cependant, sur le plan financier le problème reste posé, les moyens de financement devant permettre au club de faire face à ses besoins immédiats ne sont pas disponibles. C'est d'ailleurs là, le principal souci des dirigeants, qui espèrent bénéficier au plus vite des subventions de l'Etat afin d'entamer la nouvelle saison sur de bonnes bases. Côté effectif, la direction du club a décidé également de se séparer du joueur Farès Hamiti, appelé à trouver un club preneur. Selon des sources

bien informées, cette décision a été prise en concertation avec le staff technique. Aux dernières nouvelles, le joueur en question aurait déjà trouvé un accord avec les dirigeants de l'USMB. Il attend juste de récupérer sa lettre de libération pour officialiser son départ. Aussi, et dans l'impossibilité d'utiliser ses deux joueurs étrangers en Ligue 2, le MCEE, qui avait privilégié l'option du prêt auparavant, envisage désormais de vendre carrément Samson Mbingui et Azougha Tembeng afin de bénéficier d'une entrée d'argent conséquente. C'est d'ailleurs le milieu axial Camerounais Tembeng, arrivé l'hiver dernier et auteur d'un parcours correct avec le Mouloudia, qui est le plus convoité, notamment par le CSC, l'ESS, le CRB et le DRBT. Enfin, il est utile de signaler que dans le cadre de sa préparation pour la troisième journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique (Groupe B), face à l'USMA, prévue le 24 juillet prochain à Bologhine, l'équipe devait affronter hier soir le DRBT en amical.

USM Blida

Benchadli exige des renforts



M. Zeggai

La reprise et la préparation de la nouvelle saison se sont faites sur fond d'interrogations. Il y a eu d'abord la démission de Nacer Akli de son poste de manager général, quelques jours après son installation. Des proches de l'équipe nous ont fait savoir que Mohamed Doudene aurait commis des erreurs de jugements, d'où le dernier remaniement opéré au niveau du CA qui a délégué les pleins pouvoirs à Abdelhamid Foufa en ce qui concerne toutes les décisions qui seront prises à l'avenir. Selon toujours notre source, les différents problèmes ayant surgi dernièrement ont été à l'origine de ce changement. On reproche également la qualité du recrutement préconisé par le tandem Benchadli-Doudene qui reste, aux yeux de nombreux observateurs, peu convaincant par rapport aux aspirations du club et de la dure exigence de l'élite. Il faut savoir que la liste des libérés a fait débat dans le milieu blidéen et créé des divergences

entre la direction et l'entraîneur Benchadli qui a voulu imposer d'entrée son diktat. La décision de libérer Maroci et Belabidi a provoqué la colère des supporters. Ensuite, c'est Zidane qui est prié de plier bagages sur décision de Benchadli. Encore plus, le cas Maroci n'est pas totalement résolu. Du côté de Blida, on estime que Benchadli veut pousser Maroci vers la porte de sortie, selon ce dernier. A propos du staff technique, Benchadli a insisté pour être secondé par Bachir Mecheri (ex-MCO), mais la direction lui a préféré Mohamed Bacha, alors que Sebaâ Hakim a été désigné comme nouvel entraîneur des gardiens de but en remplacement de Bentalaâ. Concernant la préparation, à l'instar des autres formations de l'élite, l'USMB poursuit la préparation à Blida depuis presque trois semaines. Pour évaluer le travail accompli jusque-là, le staff technique a programmé un match amical face au Paradou AC. Cette rencontre où les Blidéens n'ont pas été assez convainquants, s'est achevée sur un score nul

d'un but partout, le but blidéen a été inscrit par Mesfar, transfuge du CAB. Dans ce contexte, il reste à déterminer le lieu du prochain stage et à arrêter l'effectif. On vient d'apprendre qu'à l'issue du match face au PAC, l'entraîneur Benchadli a réclamé du renfort, insistant sur l'engagement de deux attaquants étrangers.

L'entraîneur dispose actuellement d'un effectif de 21 joueurs et il compte l'arrêter à 23 tout en laissant deux places vacantes en prévision du mercato hivernal. En somme, la désignation de Foufa Abdelhamid comme nouveau patron du club est conçue de manière à mettre fin à toutes les spéculations, notamment quant aux décisions prises auparavant. Abdelhamid Foufa semble confiant et estime que l'USMB dispose d'un bon effectif qui a, selon lui, la capacité de réaliser un bon parcours en championnat. Il a affirmé que l'USMB a toujours su relever les défis pour prouver son statut de locomotive du football et du sport dans la région.

Ligue des champions d'Afrique

Les dates des trois prochaines journées fixées

La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé le calendrier des trois prochaines journées de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique, qui a déjà consommé deux journées sur six. Ainsi, la 3e journée débutera avec le match Smouha (Egy)-TP Mazembe (RD Congo) le vendredi 24 juillet (18h30 heure algérienne), dans le cadre du groupe B. La rencontre entre les deux représentants algériens USM Alger-MCE Eulma (20h30) se jouera également le vendredi. La sa-

medi 25 juillet, une seule rencontre est au programme : ES Sétif - Al-Merreich du Soudan (21h30). Le lendemain, le dimanche 26 juillet, se jouera la dernière rencontre de cette 3e journée entre le MA Tétouan (Maroc) et Al-Hilal du Soudan. La 4e journée va débuter le vendredi 7 août avec deux affiches : Al-Hilal du Soudan - MA Tétouan et MCE Eulma - USM Alger (21h00). La journée se poursuivra samedi 8 août et dimanche 9 août avec respectivement les rencontres TP Mazembe - Smouha et Al-

Merreich - ES Sétif (20h00 algérienne). Enfin, la 5e journée se jouera à partir du vendredi 21 août avec Al-Hilal du Soudan - TP Mazembe et le choc USM Alger - ES Sétif (21h15). Le samedi 22 août, le MCE Eulma sera opposé à Al-Merreich du Soudan (21h00), alors que le dernier match au programme de cette journée est prévu le dimanche 23 août entre le MA Tétouan et Smouha. La CAF n'a pas dévoilé le calendrier de la 6e et dernière journée de la phase des poules de la Ligue des champions.

USM Bel Abbès

Djediat et Deham, deux atouts pour relever le défi



Ph.: Arch.

Le milieu de terrain Lamouri Djediat (CR Belouizdad) et l'attaquant Nouredine Deham (ASO Chlef) se sont engagés pour deux saisons chacun au profit de l'USM Bel Abbès, a appris l'APS auprès de ce club relégué en Ligue 2. La formation de la «Mekerra» aspire retrouver dès la saison prochaine l'élite du football national, après une saison cauchemardesque marquée par une instabilité criarde au niveau du staff technique et de la direction.

L'USMBA a traversé une conjoncture difficile née de la relégation de l'équipe qui a conduit à la démission du président du club Yahia Amroun remplacé par le revenant Djilali Bensenada qui s'est

occupé personnellement du volet recrutement. Le club de l'Ouest avait assuré auparavant l'engagement de Lyes Sidhoum (ex-CR Belouizdad), Houari Touil (ex-ASM Oran), Hichem Aouelmi (ex-ES Sétif), les deux gardiens de but, Mohamed Ghalem (ex-NA Hussein Dey) et Hassan Toual, le milieu de terrain Yahia Laâbani (USMM Hadjout), le défenseur central Mohamed Amine Aouamri (ex-MC Oran) et le milieu de terrain, Hamid Znasni (ex-WA Tlemcen). La direction du club a confié la barre technique au technicien tunisien Mouaz Bouakaz qui a remplacé Ali Mechiche, parti au terme de la saison dernière.

RC Relizane - Le problème financier refait surface

Ain Temouchent ou Tlemcen pour peaufiner la préparation

Le RC Relizane, qui retrouve l'élite algérienne après 25 ans passés dans les divisions inférieures, effectuera son stage d'intersaison à Ain Temouchent ou Tlemcen, a indiqué hier son nouvel entraîneur Omar Belatoui. «Une décision finale sera prise prochainement. Les dirigeants ont entamé les procédures d'usage pour la réservation de l'un des deux sites et tout sera fixé selon la disponibilité des lieux en question dans les dates souhaitées», a déclaré Belatoui à l'APS. L'ancien défenseur international des années 1990 mise énormément sur ce regroupement pour peaufiner la préparation de son équipe en vue de la saison prochaine. Il espère notamment livrer le «maximum de matchs amicaux» afin de travailler la cohésion de son effectif qui a connu beaucoup de changement au cours de l'actuel mer-

cato estival. «Le RCR a enregistré l'arrivée de 15 nouveaux joueurs, ce qui nécessite un travail énorme dans l'optique de former un groupe cohérent et homogène.

Néanmoins, tout cela sera possible si nous parvenons à disputer un bon nombre de matchs amicaux au cours du prochain stage qui débutera la semaine prochaine», a encore dit l'ex-entraîneur du MC Oran. Le «Rapid» a entamé sa série de rencontres d'application par un nul à domicile face à la JS Saoura, pensionnaire de la Ligue 1 algérienne (2-2), lundi passé. Mais les ambitions de Belatoui de réussir une bonne préparation de pré-saison risquent d'être confrontées à un problème financier qui a surgi mardi lorsque ses joueurs ont boudé la séance d'entraînement de ce jour pour réclamer la régularisation de leur situation financière.

Tunisie

Kasperzack à la tête de la sélection nationale

Le nouveau sélectionneur de la Tunisie, le Franco-Polonais Henri Kasperzack touchera le même salaire que son prédécesseur le Belge Georges Leekens, a rapporté la radio tunisienne Shems FM. «Le salaire du nouvel entraîneur de l'équipe nationale avoisinera les 67 000 dinars, à savoir le même salaire que celui qui était perçu par l'entraîneur belge Georges Leekens», a indiqué la même source, citant la fédération tunisienne de football (FTF). L'instance fédérale du football tunisien a précisé que l'annonce officielle de Kasperzack en tant qu'entraîneur de la sélection des «Aigles de Carthage» sera faite

lors d'une conférence de presse prévue le 22 juillet 2015, et les entraînements débuteront le 1er août prochain. Le nouveau sélectionneur de la Tunisie aura pour première mission de qualifier les «Aigles de Carthage» à la phase finale de la CAN-2017 qui aura lieu au Gabon. Après la première journée des éliminatoires du groupe A composé aussi du Togo, Liberia et Djibouti, la Tunisie avait balayé Djibouti (8-1), alors que le Togo avait battu le Liberia (2-1). Le premier test du technicien franco-polonais sera en déplacement face au Liberia pour le compte de la deuxième journée prévue entre le 4 et 6 septembre.

Liste des gagnants du 1^{er} tirage de **La Grande Tombola**



1^{ER} LOT



Ayoub Lakayli Chlef
Youb Guerab Sidi Bel Abbès

Fatiha Boukedra
Rezika Meddour
Houria Abdelmoula
Nassima Afer
Bilel Benyakoub

Mascara
Sétif
Alger
Alger
Mostaganem

Houari Merzouk Mostaganem
Radia Amokrane Alger
Amel Benamara Mostaganem
Nacera Afer Alger
Tahar Khelifi Ain Témouchent

2^E LOT



Salah Eddine Bouanani Saida
Louiza Amokrane Alger
Younes Hadj Ahmed Alger
Fadila Amied Alger
Lamine Loutmani Jijel
Khalida Bouali Alger
Katiba Semmar Alger
Hayet Bouakdia Oran
Amina Ghezali Alger
Amine Kerrar Alger
Abdelkader Damou Ain Témouchent

3^E LOT



Ryad Megari
Kheira Selmat
Amira Meghoul
Mimouna Abdelhadi
Aouad Laroui
Fatima Tidar
Abdelkader Hadj Sadouk
Said Sahki
Fathi Kabati
Fatima Allioua
Keltoum Mansouri
Ryad Hadj Sadouk
Mohamed Laid Makhlach

Alger
Relizane
Mostaganem
Saida
Mostaganem
Tlemcen
Blida
Constantine
Tlemcen
Sidi Bel Abbès
Annaba
Blida
Relizane

Saida Boufanaya Jijel
Lila Mahssas Bordj Bouarerdj
Taib Chaibi Oran
Alima Khanfar Khenchla
Said Abde Bakhchou Ain Témouchent
Fayçal Seghir Alger
Amine Djedri Sétif
Zahira Djallal Ain Defla
Salim Ramdhan Ouergla
Nawel Arabech Relizane
Ismail Senoussaoui Tlemcen
Mahieddine Dida Oran
Omar Djilali Mostaganem
Soumia Mokhtari Alger
Fatima Belkhoudja Mostaganem

METIDJI

Ensemble Consommons Algérien

AVEC LA PARTICIPATION DE



GROUPE DE PROMOTEURS EL MENZEH CANASTEL

PORTES OUVERTES

SUR PROJETS IMMOBILIERS
LOGEMENTS PROMOTONNELS EL MENZEH CANASTEL ORAN

du 7 Juillet au 30 Août 2015

Horaires d'ouverture
De 22h 00 à 01h00 pendant le Ramadhan

AU CARREFOUR DE LA CITE DU FRONT DE MER
SQUARE PORT SAÏD ORAN
- (PLACE DES CRÉMERIES)

KNAUF Plâtres Sarl

Avis d'Appel d'Offres National N° 001/2015

KNAUF Plâtres SARL lance un Appel d'Offres National pour les besoins de réalisation suivants :

N° du Lot	Description du Projet
LOT-01	La réalisation d'un Abri pour le Poste Transformateur

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent se rapprocher du Service des Approvisionnements du Site industriel à Fleurus, Commune de BENFREHA, W. ORAN, pour retirer le cahier des charges.

Les offres doivent être déposées sous doubles plis fermés. L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne porte que la mention suivante :

«Avis d'appel d'offres national n° 001/2015»

«A Ne Pas Ouvrir»

La date limite de la réception des offres est fixée à Sept (07) jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de Quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

E-mail : achats@knaufalgerie.com / Fax : 041 52 11 93 /

Tél : 041 52 10 50 ou 51



12.30 Moudoun wa bouldane
13.00 Journal télévisé
13.30 Bint el chahbander
15.00 Even stevens
15.45 Moutaât el maïda
16.20 Sit-com oualid mama
17.00 Journal télévisé amazight
17.30 Voyage dans l'imaginaire
17.50 Biyen chetartek
18.15 Taqdar tarbah
19.00 Journal télévisé
19.30 H'na fi H'na
19.50 Ki nissa ki ridjal
20.05 Tilawat el coran
20.30 Sit com rayah djaye
20.50 Cercala
21.05 Aas rouhek
21.20 Houb fi qafasse el itiham
22.15 Fatima Fatma et Fatouma
22.15 Lamat ramdhan
23.30 100 fi saâ
01.00 Rihât zaman



19.50 Le maître de guerre



Avec Clint Eastwood, Marsha Mason, Everett McGill, Mario Van Peebles
Vétéran des guerres de Corée et du Vietnam, Tom Highway ne se résout pas à la vie civile. Instructeur chez les marines, il est considéré comme un homme d'un autre âge. Pourtant, ses méthodes musclées se révèlent très efficaces. Dans le même temps, il retrouve son ex-femme Aggie, dont il est toujours amoureux. Mais alors qu'il envisage enfin de décrocher, l'unité reçoit l'ordre d'embarquer pour la Grenade.



JEUDI



19.55 Profilage



Saison 5 - Episode 3 - Face caméra
Avec Odile Vuillemin, Philippe Bas, Jean-Michel Martial
Une équipe de tournage télé suit la DPJ sur une enquête criminelle. Jessica Serrano, une serveuse, a été tuée d'un coup de marteau. En fouillant son appartement, Chloé découvre une importante somme en liquide cachée dans le système de climatisation. Rocher apprend aussi que la victime avait un lourd passé judiciaire.



19.55 Bones



Saison 10 - Episode 11 - Esprit es-tu là ?
Avec Cyndi Lauper, Emily Deschanel, David Boreanaz, Sunnie Pelant
L'équipe enquête sur des restes humains qui ont été dissimulés dans un arbre. La victime aurait été tuée un mois plus tôt alors que son père, un révérend, a déclaré sa disparition beaucoup plus tard. James Aubrey apprend bientôt que la défunte était médium. Dans le même temps, Angela est contactée par Avalon Harmonia.

19.56 Les carnets de voyage d'Envoyé spécial



Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly
Les phobies : vacances sous haute tension. Ces peurs irraisonnées et maladroites gâchent les vacances de nombreux Français. Thérapies, stages antistress, applis 2.0 se sont développés • Voyager avec les séries. Les fans des fictions comme «Game of Thrones», «Plus belle la vie» ou «Breaking Bad» adorent marcher dans les pas de leurs héros.

21.25 Complément d'enquête



- Platini : l'homme qui aimait le pouvoir
Présenté par Nicolas Poincaré
Portrait de Michel Platini qui occupe, depuis 2007, le fauteuil de président de l'UEFA, l'organisme qui régit le football européen. L'ex-capitaine tricolore, qui vient de publier Parlons football, a été suivi lors de la dernière coupe du monde, au Brésil, mais aussi à Chypre, Londres ou Athènes. Avec les témoignages d'anciens joueurs comme Alain Giresse ou Dominique Rocheteau, de dirigeants de clubs, mais aussi de Sepp Blatter, patron de la fédération internationale et rival de Platini.



19.55 Scandal



Saison 4 - Episode 10 - Cours !
Avec Kerry Washington, Katie Lowes, Darby Stanchfield, Guillermo Díaz
Jake est bouleversé par le drame qui s'est produit dans l'appartement d'Olivia et met tout en œuvre pour essayer de la retrouver. Il contacte aussitôt Huck et lui transmet le numéro d'une plaque d'immatriculation qui pourrait mener à une piste. De son côté, Olivia se réveille dans une cellule de prison en compagnie d'un journaliste américain.



19.45 Cellular



Avec Kim Basinger, Chris Evans, William H Macy, Eric Christian
Jessica, professeure de biologie, est enlevée puis séquestrée par des hommes armés. Mère de famille, cette dernière n'a aucune idée de l'identité de ses agresseurs, ni de leurs motivations. En rafistolant les morceaux d'un téléphone cassé par ces derniers, elle parvient à joindre un certain Ryan, un inconnu, et lui demande de l'aider.



13.20 Prière du vendredi (direct)
14.30 Bouyout el rahmane
15.00 Dessin animé
15.30 Culinart
16.00 Dessin animé
16.40 Point culturel
17.20 Taqdar tarbah
18.00 Journal télévisé en français
18.25 En attendant el maghreb
19.00 Journal télévisé en arabe
19.30 Le ramadhan et le rire 4
19.40 Causerie religieuse
19.50 Coran sous titré en français
20.30 Boudhou 3
21.10 Madame Joséphine
21.30 Daltî
21.50 Studio 27
22.15 Chitaa bared
23.00 Sfar fi el khayal - Série
23.15 Les nuits sacrées du ramadhan
01.00 Alg-rire



19.50 Thalassa



- Espagne, bleu méditerranée : de l'Andalousie à la Catalogne
Présenté par Georges Pernoud
Aventures andalouses. Visites de Cadix, plus vieille ville d'Europe, de Vejer de la Frontera, de Tarifa, Mecque des sports de glisse, de Malaga et du désert de Tabernas, où furent tournés des westerns • Costa Brava : la marée russe. L'été, les Russes débarquent par milliers à Lloret del Mar et certains élisent domicile sur cette côte baignée de soleil • Minorque l'authentique. Cette île des Baléares est un écrin de verdure.



VENDREDI



19.55 Koh-Lanta



Saison : 13 - Episode 13
Présenté par Denis Brogniart
Après des semaines d'efforts et de privations, l'heure de la dernière élimination a sonné. L'un des naufragés va quitter l'aventure aux portes de la finale. Pour rester maître de son destin, une seule alternative : gagner la dernière immunité. « Jeu de confort : les pirates » Les aventuriers doivent envoyer quatre noix de coco dans un filet flottant portant leur nom.



19.55 NCIS



Saison 9 - Episode 23 - Ennemi public n°1
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Michael Weatherly, Cote de Pablo
Toute l'équipe est mobilisée pour retrouver Harper Dearing, PDG d'une multinationale devenu terroriste, qui a fomenté les différentes attaques dont la Marine a été la cible. Gibbs va interroger celui qui le remplace à la tête de l'entreprise. Les choses se compliquent lorsqu'un micro miniature est trouvé dans une dent de l'agent Dorneget.

19.56 Boulevard du palais



- Angélique
Avec Anne Richard, Cylia Malki, Jean-François Balmer
Le corps d'un certain Frédéric Jaunin, coupé en deux par un train, est trouvé près des voies ferrées. Selon l'unique témoin, il serait tombé du pont lors d'une bagarre avec un individu. Rovère découvre que le bureau de Jaunin a été cambriolé mais que son coffre n'a pu être forcé. A l'intérieur, le policier trouve une forte somme en euros et en francs CFA, ainsi que deux fausses cartes de séjour.



19.45 American Nightmare



Avec Ethan Hawke, Lena Headey, Max Burkholder, Adelaide Kane
En 2022, aux Etats-Unis, les autorités ont trouvé le moyen d'endiguer la violence : une nuit par an, les citoyens sont autorisés à tuer et à organiser des chasses pour supprimer ceux qu'ils jugent malfaisants. Ce soir-là, chez les Sandin, toute la famille est barricadée dans sa grande maison : le père, qui a fait fortune dans les systèmes de sécurité, la mère et leurs deux enfants.



20.00 Diamond League 2015



- Meeting Herculis
Quelques semaines avant les championnats du monde à Pékin prévus du 22 au 30 août prochain, les meilleurs athlètes tricolores peaufinent leur préparation au Stade Louis-II, théâtre de la dixième étape de la Diamond League. En saut à la perche, Renaud Lavillenie tentera de se rapprocher de son record du monde établi à 6m16.



19.45 Next



Avec Nicolas Cage, Julianne Moore, Jessica Biel, Nicholas Pajon
Cris a le don d'entrevoir ce qui lui arrivera dans le futur dans un laps de temps d'environ deux minutes. Il utilise cette faculté pour jouer et gagner gros au casino. Callie Femis, agent du FBI, le repère un jour et tente de le convaincre de mettre son pouvoir au service d'une véritable cause. Cris s'enfuit? Mais il finit par apprendre que Callie a besoin de lui pour retrouver une ogive nucléaire disparue.

Djezzy rend hommage aux majors de promotion de l'université de Tlemcen

Confirmand son engagement citoyen, Djezzy, a sponsorisé la semaine dernière la cérémonie de remise de prix en l'honneur des majors de promotion de l'université de Tlemcen. Une vingtaine d'étudiants ont reçu des cadeaux de Djezzy. Des tablettes Samsung Galaxy Tab ont été ainsi offertes aux lauréats en présence de leurs proches, collègues, professeurs et cadres de l'université. A cette occasion, les heureux bénéficiaires ont exprimé leur reconnaissance à l'initiative de Djezzy. Le Recteur et le vice-recteur de l'université ont remis un certificat ainsi qu'une médaille de mérite au représentant de Djezzy en signe de reconnaissance à l'opérateur, leader de la téléphonie mobile, pour son appréciable contribution pour la promotion du savoir, son apport à l'université et à son soutien aux étudiants algériens.

Un mort dans la collision entre deux trains en Tunisie



Une personne grièvement blessée mardi dans une collision entre deux trains dans la banlieue de Tunis a succombé à ses blessures, a annoncé mercredi le ministère tunisien de la Santé. Cette personne avait été bloquée «dans un siège dans le train et il avait fallu du temps pour l'en dégager (...)». Malheureusement il est décédé mercredi à l'aube, a déclaré Naoufel Somrani, un responsable du ministère, à la radio privée Shems FM. Trente-neuf autres personnes ont été blessées, a-t-il ajouté. Le ministère de l'Intérieur avait la veille fait état de 49 blessés dans cet accident qui s'est produit au niveau de la station de Dubosville, dans la banlieue de Tunis. La Tunisie avait connu le 16 juin l'un des plus graves drames ferroviaires de son histoire récente, avec la mort de 18 personnes dans un accident entre un train et un camion à El Fahes, à une soixantaine de kilomètres au sud de Tunis.

Un mort dans l'explosion d'une bombe à Bahreïn



Un homme est mort en manipulant une bombe qu'il tentait de planter à Ekr, un village chiite près de la capitale bahreïnienne Manama, a annoncé mercredi le ministère de l'Intérieur de Bahreïn, petit pays du Golfe théâtre de troubles depuis 2011. La bombe devait prendre pour cible la police et une enquête a été ouverte sur l'incident, a ajouté le ministère sur Twitter sans préciser l'identité de la personne tuée. Peu après l'explosion, les forces de sécurité ont bouclé le secteur et fermé les routes conduisant à Ekr, ont rapporté des témoins. Bahreïn est secoué épisodiquement par des troubles depuis la répression en 2011 d'un mouvement de contestation, animé par la majorité chiite qui réclame une véritable monarchie constitutionnelle dans ce pays dirigé par une dynastie sunnite.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Plusieurs djihadistes arrêtés au Mali

Plusieurs personnes soupçonnées d'être des djihadistes ont été arrêtées lundi dans le sud du Mali, près de la frontière avec la Côte d'Ivoire, et ont été transférées mardi vers Bamako, ont indiqué à l'AFP des sources de sécurité maliennes. «Au moins quinze présumés djihadistes ont été arrêtés à Zégoua», dans la région de Sikasso, «ils ont été transférés mardi à Bamako», la capitale, a déclaré une première source de sécurité. Selon elle, les arrestations ont été effectuées lundi soir. Les personnes arrêtées voyageaient dans un car en provenance de la Côte d'Ivoire. Parmi elles, figurent des Maliens, des Mauritaniens et certaines d'entre elles étaient en possession de passeports français. Leur identité était en cours de vérification, pour déterminer s'il



s'agit réellement de Franco-Maliens ou si les passeports français sont des faux. Une seconde source de sécurité malienne ainsi qu'une source proche de l'enquê-

te ont eux aussi fait état d'arrestations de djihadistes présumés à Zégoua (environ 460 km de Bamako), première ville malienne après la frontière ivoirienne.

L'armée égyptienne déjoue un attentat suicide



L'armée égyptienne a affirmé mercredi avoir déjoué un attentat suicide à la voiture piégée

visant un avant-poste militaire sur une autoroute reliant la capitale à la ville de Suez. L'attaque a été re-

vendiquée par la branche égyptienne du groupe djihadiste Etat islamique (Daech), connue sous le nom de «Province du Sinaï», sur un compte Twitter affilié à l'organisation. Un kamikaze a tenté de lancer sa voiture bourrée d'explosifs contre un avant-poste militaire sur une autoroute reliant Le Caire à la ville de Suez, mais l'attaque a été déjouée, a indiqué le porte-parole de l'armée dans un communiqué publié sur sa page Facebook. L'assaillant a été tué et son véhicule détruit, ajoute le communiqué, sans plus de détails. Les groupes djihadistes ont multiplié les attentats contre les forces de sécurité depuis que l'armée a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013.

Prison avec sursis pour quatre non-jeûneurs marocains

Quatre jeunes arrêtés à Marrakech, pour n'avoir pas respecté le jeûne du ramadhan ont été condamnés mardi à deux mois de prison avec sursis, a annoncé une ONG de défense des droits de l'Homme. «Ce jugement est courageux même si nous aurions souhaité qu'ils soient innocentés», a déclaré à l'AFP le représentant local de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH, indépendante), Omar Arbib. L'article 222 du code pénal punit la «rupture publique du jeûne» pendant le mois de ramadhan d'une peine pouvant aller jusqu'à six mois de prison ferme. Un cinquième jeune, âgé de moins de 18 ans, sera présenté pour le même motif vendredi devant un juge des mineurs. Ces cinq Marocains avaient été arrêtés le 6



juillet à Marrakech, une des principales destinations touristiques du royaume. Ils accompagnaient un de leurs amis à l'aéroport mais il «semble que la chaleur les ait poussés à acheter du jus de

fruits à des vendeurs de la place Jamaa El Fna et à boire en public», avait déclaré à l'AFP M. Arbib. Selon la même source, d'autres vendeurs de la place ont alerté la police.

Ooredoo présente ses meilleurs vœux aux Algériens à l'occasion de l'Aïd El Fitr

Ooredoo, entreprise citoyenne et nationale présente ses meilleurs vœux de prospérité à tout le peuple Algérien à l'occasion de l'Aïd El Fitr. Dans son message de félicitations aux Algériens, le Directeur Général de Ooredoo, M. Joseph Ged a déclaré: «Je tiens en mon nom et au nom de Ooredoo à présenter nos vœux les plus sincères de prospérité et de bonheur à tous les Algériens pour cette fête de l'Aïd El Fitr. Ooredoo qui a marqué sa présence durant tout le mois de sacré de Ramadhan à travers ses actions caritatives et ses offres commerciales inédites continuera d'être toujours plus proche des Algériens en leur offrant le meilleur de la technologie mobile.» Par ailleurs, et dans le cadre de ses activités citoyennes, Ooredoo organise en partenariat avec le Croissant Rouge Algérien une visite des enfants dans les hôpitaux le deuxième jour de l'Aïd El Fitr et ce en présence des ambassadeurs de Ooredoo. Ooredoo s'engage à honorer son statut d'entreprise citoyenne active au sein de la société algérienne.

Renforcement des contrôles des femmes voilées au Gabon



Le gouvernement gabonais a ordonné aux forces de sécurité de «procéder à tout moment à l'identification de toute personne portant un voile intégral» après les derniers attentats-suicide ayant frappé l'Afrique centrale, notamment le Tchad, selon le ministre de l'Intérieur. «Pour des raisons de sécurité, les forces de police ont été instruites de procéder à tout moment à l'identification de toute personne portant un voile intégral sur la voie, les services et espaces publics ainsi que dans les transports en commun», indique le texte, signé du ministre de l'Intérieur Guy Bertrand Mapangou et publié mardi par le quotidien national L'Union. «Cette mesure qui participe des mesures de sécurité intérieure prises par le gouvernement (...) ne constitue point une entrave aux libertés fondamentales individuelles», ajoute le communiqué. Cette annonce fait suite aux derniers attentats-suicide des islamistes nigériens de Boko Haram, qui ont frappé le Cameroun et le Tchad, voisins du Nigeria. Le Gabon, qui n'a pas de frontière avec ce pays, n'a jamais été menacé ni touché par le groupe armé nigérian.

EDITORIAL

Par El Yazid Dib

LE VOLCAN SOCIAL

ressentie comme une désertion et la réunion face à l'aridité des barrages est considérée comme une solution, il ne reste au pauvre citoyen que de souhaiter l'endurance de cet état avec un approfondissement dans le mécanisme de l'abrutissement social et une haute technologie dans le broyeur de bonnes et rares volontés. La période constante du cyclone n'a été qu'un ralentissement des activités intellectuelles et motrices dans le plan de la relance économique et une dépression au-dessous d'un niveau zéro dans la bonne gouvernance. Le choix est loin d'être une vocation. L'on laisse un logiciel intelligent mais inhumain et insensible gérer à son bon vouloir la vocation. L'économie algérienne...

L'étudiant n'est plus de la sorte un capital de savoir indépendant. Il est rapetissé à une unité statistique devant servir les cases d'un état d'inscription pour une année universitaire qui ne

commence en fait jamais. Le recteur censé être le dépositaire d'une autorité scientifique est devenu, lui aussi, un administrateur de bons de commande, de jardinage et organisateur de galas et de fêtes. Une grève de faux étudiants peut paralyser toute une science. Paradoxe des temps.

Le mal on le décrit chacun suivant son temps et chacun selon sa douleur. Il est là devant nous, nous nous y habituons. La mal-vie aussi. Sinon, comment expliquerions-nous ces multiples crises qui gangrènent l'ensemble de la société? Personne n'est bien au moment où tout le monde se complait dans la compromission. De quelle manière compterons-nous résoudre l'inégalité, la revendication ou l'angoisse générale? Etre assis sur un volcan escamoté de verdure et tapi d'aisance végétale, y végéter ou y paître semblerait se contenir dans un éden. Mais le magma qui fait bouillonner les couches inférieures est aussi à prendre en étude. Un volcan est presque comme une dévotion, telle une révolution, il ne vient que soudainement et par surprise.